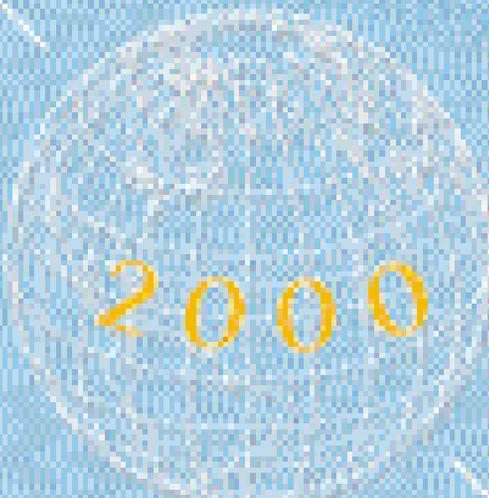


R A P P O R T

D ' A C T I V I T É



INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2000



Crédits photos
© Photothèque Ifri

Conception et réalisation
DIVALI *Creative office - Stratégie visuelle*
38, rue de Turenne - 75003 Paris - France

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2 0 0 0

MESSAGE DU DIRECTEUR 5

RECHERCHE 7

SÉCURITÉ..... 8
ÉCONOMIE INTERNATIONALE 13
QUESTIONS EUROPÉENNES 19
LE CENTRE FRANÇAIS SUR LES ÉTATS-UNIS (CFE)..... 24
QUESTIONS ASIATIQUES 26
MOYEN-ORIENT ET MÉDITERRANÉE..... 31
QUESTIONS GLOBALES..... 34

CONFÉRENCES ET DÉBATS 35

CONFÉRENCES 36
PARTICIPATION DES CHERCHEURS AU DÉBAT INTERNATIONAL..... 39

L'IFRI ET LES ENTREPRISES 45

RENCONTRES 46
SOCIÉTÉS MEMBRES DE L'IFRI 52

LA DIFFUSION DES TRAVAUX 53

L'IFRI ET L'UNIVERSITÉ 54
PUBLICATIONS 55
LA BIBLIOTHÈQUE ET LE CENTRE DE DOCUMENTATION 61

L'ÉQUIPE 62
CONSEIL D'ADMINISTRATION 64

M E S S A G E D U D I R E C T E U R



En l'an 2000, l'Ifri a consolidé ses positions de premier *think-tank* français et de première institution indépendante de recherche et de débat en France dans le domaine des relations internationales au sens large. L'institut a organisé environ 140 manifestations et publié une trentaine d'ouvrages, parmi lesquels le célèbre *RAMSES*, les livraisons de la revue *Politique étrangère* avec un numéro double consacré à « Cent ans de relations internationales : 1900-2000 », et un important *Dictionnaire de stratégie*. Ses travaux, concernant par exemple les questions européennes sous tous leurs aspects, les relations transatlantiques, les questions asiatiques ou l'économie internationale, ont irrigué le réseau mondial des experts dans ces domaines. On verra, en lisant ce rapport, qu'un grand nombre d'acteurs ou de spécialistes des divers continents y ont participé, souvent à l'occasion de conférences ou séminaires réunis au 27 rue de la Procession. On notera par ailleurs qu'en cette année 2000, le Centre français sur les États-Unis, installé à la fin de 1999, a pris son essor.

L'Ifri est resté fidèle à sa mission en invitant de hautes personnalités françaises et étrangères à s'exprimer dans son cadre. Je mentionnerai tout particulièrement un dîner-débat avec le président Vladimir Poutine, un véritable événement : c'était en effet la première fois au monde qu'un chef d'État russe acceptait de se livrer à ce type d'exercice.

En 2000, nous avons poursuivi nos efforts en direction du secteur productif, avec lequel nous approfondissons une relation à double sens puisque les entreprises sont devenues des acteurs majeurs de la scène internationale et qu'en contribuant pour près de la moitié à notre financement, elles constituent un facteur essentiel de notre indépendance.

Le présent rapport est le second que nous publions, après celui de l'année 1999 marqué par notre vingtième anniversaire. Je rappelle à ceux de nos interlocuteurs désireux de s'informer de nos activités en continu qu'ils peuvent consulter notre site Internet : www.ifri.org.

A handwritten signature in black ink, which appears to be 'Thierry de Montbrial'. The signature is fluid and stylized, with a large initial 'T' and a long horizontal stroke at the end.

Thierry de Montbrial

directeur de l'Ifri
président de l'Académie des sciences morales et politiques

R E C H E R C H E

Les travaux de recherche menés à l'Ifri ont une double vocation : nourrir le débat ; contribuer à éclairer les stratégies. Ils portent sur les évolutions significatives du système international.

Deux dimensions sont traditionnellement à l'ordre du jour : les questions de sécurité au sens large – rapports Europe/États-Unis, prolifération des armes de destruction massive, mais aussi politique de sanctions, etc. – ; l'économie internationale, avec une attention particulière portée aux implications du développement des technologies de l'information et de la communication ainsi qu'une compétence sur les économies émergentes.

L'expertise régionale de l'Ifri se concentre sur quatre zones : la grande Europe et la Russie ; l'Asie ; le Moyen-Orient et la Méditerranée ; sur les intégrations régionales, à commencer par l'Union européenne ; et sur la dimension essentielle que constituent les relations transatlantiques, économiques, commerciales et en matière de sécurité.

L'Ifri a renforcé ce dernier axe depuis 1997, par l'organisation de séminaires réguliers autour de personnalités américaines (les « séminaires transatlantiques ») et la publication de « Notes transatlantiques » dans la collection des « Notes de l'Ifri » ; depuis la fin 1999, avec la création du Centre français sur les États-Unis dont l'objectif est de contribuer à une meilleure connaissance réciproque de la France et des États-

Unis en mettant l'accent sur les spécificités américaines en matière de modes de décision dans les secteurs public et privé. La mondialisation et l'interdépendance croissante ont par ailleurs conduit l'Ifri à inclure dans ses problématiques des notions comme celle de gouvernance et à élargir de plus en plus ses champs d'étude à des thèmes transversaux, nouvelles frontières des relations internationales. L'environnement et l'eau, la criminalité organisée, les migrations ont fait l'objet, en 2000, d'une attention particulière soit sous la forme de programmes de recherche, soit dans le cadre du rapport RAMSES.

Les travaux de recherche s'organisent autour d'études, individuelles ou collectives, donnant lieu à publication ; de séminaires et de rencontres avec des instituts homologues. Ils portent la marque de la culture d'indépendance de l'institut, de l'implication des chercheurs dans les grands réseaux internationaux, de leur interaction permanente avec leurs homologues étrangers et de leur connaissance du terrain.

Les activités de recherche et de débat sont indissociables. L'Ifri sert fréquemment de lieu de rencontres entre décideurs et experts.

L'Ifri dispose d'une vingtaine de chercheurs et s'appuie sur un vaste réseau international de spécialistes. Il contribue à former de jeunes chercheurs à une nouvelle approche, de plus en plus globale, des relations internationales.

« Redressing NATO's Imbalances »

Guillaume Parmentier, *Survival*,
été 2000

En 2000, la mise sur pied d'une Politique européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne d'une part, la montée en puissance du projet américain de défense anti-missile d'autre part, ont occupé le devant de la scène. Cette double dynamique et ses implications pour les relations transatlantiques ont été abordées au cours d'études et de séminaires.

L'EUROPE ET LES RELATIONS
TRANSATLANTIQUES

LES ÉTATS-UNIS FACE

À L'ÉMERGENCE DE L'EUROPE DE LA DÉFENSE



L'étude, menée sous la direction de Frédéric Bozo avec la collaboration de Jacques Beltran, traite des deux problématiques parallèles et complémentaires qui dominent les relations transatlantiques : l'affirmation des préoccupations stratégiques « globales » des États-Unis, d'une part ; l'émergence de l'Europe de la défense, d'autre part.



La première problématique, porteuse de conséquences majeures pour les relations transatlantiques, est abordée par des experts américains sous trois angles : **Philip Gordon**, *Center on the US and France at Brookings Institution*, met en perspective le projet NMD et ses conséquences sur les relations transatlantiques ; **Stephen Larrabee**, *Rand Corporation*, traite de l'avenir du « double élargissement » de l'OTAN (géographique et fonctionnel) ; **Ivo Daalder**, *Brookings Institution*, étudie la question du partage du fardeau et des responsabilités entre Européens et Américains dans les Balkans.

La deuxième, qui pose, essentiellement pour l'Alliance, la question des relations UE-OTAN, est analysée par : **Stanley Sloan**, président, *Vienna International Consultants*, du point de vue américain, **Jolyon Howorth**, université de Bath, chercheur invité à l'Ifri, du point de vue britannique et **Peter Schmidt**, SWP, Ebenhausen, du point de vue allemand.

L'étude fera l'objet d'une publication dans la collection « Travaux et recherches de l'Ifri ». Elle conclut qu'à supposer que les deux dynamiques se confirment, elles devront donner lieu à des compromis ; c'est donc fondamentalement en fonction de la capacité des uns et des autres à y parvenir que pourra être réaménagée l'Alliance atlantique sur la base d'un pilier américain et d'un pilier européen.

Frédéric Bozo est intervenu sur The Impact of Kosovo on the Atlantic Alliance lors de la conférence « The Transformation of NATO and the Question of European Unity » organisée à Seattle par le Center for West European Studies (université de Washington) les 5-6 mai. Il a par ailleurs fait une communication sur The NATO crisis of 1966-1967 and the Strategic Triangle lors de la conférence « Relations in a Strategic Triangle: Bonn/Berlin-Paris-Washington » organisée par la Freie Universität Berlin à Potsdam (31 mai-4 juin).

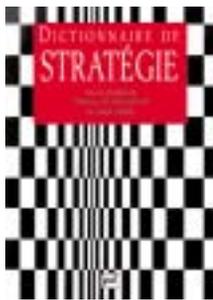
FRANCO-BRITISH DEFENCE
AND SECURITY SEMINAR
IFRI, PARIS, 28-29 JUIN

L'initiative de ce séminaire organisé sous l'égide du *European Research Institute* de l'université de Bath, et du *Centre for the Study of Security and Diplomacy* (CSSD) de l'université de Birmingham, revient à **Jolyon Howorth**, professeur à l'université de Bath et chercheur invité à l'Ifri pour l'année 2000. Son objectif était de confronter les approches française et britannique à l'égard de la Politique européenne commune de sécurité et de défense, et notamment du *Headline Goal* d'une part, de faire le point sur les relations entre l'Europe et les États-Unis d'autre part. Ouverte par Sir **Michael Jay**, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, cette rencontre a réuni des représentants des ministères des Affaires étrangères et de la Défense français et britanniques ainsi que des universitaires des deux pays. **Tony Mason**, directeur du CSSD, était présent.

Dictionnaire de stratégie

Sous la direction
de **Thierry de Montbrial** et de **Jean Klein**

La publication, en octobre, d'un *Dictionnaire de stratégie*, est l'aboutissement d'un projet de longue date. Élaboré à l'initiative de **Thierry de Montbrial**, sous sa direction et celle de **Jean Klein**, cet ouvrage de 624 pages très denses se distingue par son approche des encyclopédies et ouvrages de référence existants, car il ne s'arrête pas aux seules frontières de la chose militaire. Il est construit autour des principes, des théories et des formes de la stratégie conçue comme « la science ou l'art de l'action humaine finalisée, volontaire et difficile ». La stratégie est donc analysée dans son acception la plus large. La stratégie d'entreprise comme la théorie des jeux y trouvent une place. Tenant compte des nou-



velles données technologiques et économiques, et s'appuyant sur les évolutions les plus récentes, la soixantaine d'auteurs dont se sont entourés Thierry de Montbrial et Jean Klein – universitaires, chercheurs, historiens, militaires – abordent de façon approfondie des concepts relevant du droit, de la science politique, de la philosophie mais également des évolutions techniques, sans négliger la dimension historique.



Outre un long article consacré au terme « Stratégie », Thierry de Montbrial a traité de l'« Équilibre des puissances », de la « Dissuasion » et de la « Théorie des jeux ». Jean Klein s'est réservé les entrées concernant le « Désarmement » et la « Maîtrise des armements » y compris l'interdiction des essais nucléaires ainsi que ceux consacrés aux grands moments du pacifisme, « mouvement Pugwash », « appel de Stockholm ». Plusieurs chercheurs de l'Ifri ont contribué à ce dictionnaire : **Frédéric Bozo** (entrée « OTAN ») ; **Dominique David** (« Défense » et « Sécurité ») ; **Marie-Hélène Labbé** (« Non-prolifération nucléaire ») ; **Hans Stark** (« Crise de Yougoslavie »).

La presse en parle...

« L'ouvrage, indispensable au spécialiste comme à l'honnête homme, est bien plus qu'un dictionnaire de référence. À chaque page, il donne à penser. »
Général (CR) Claude Le Borgne,
Défense nationale, mars 2001

« Le dictionnaire de stratégie [...] représente un effort d'érudition et de synthèse qui en fait un instrument indispensable à la fois pour les étudiants et pour les chercheurs en relations internationales et en stratégie. [...] On y trouve à la fois les concepts trans-historiques, les auteurs, les guerres, les armements et les "lois" qui constituent le corpus général de la recherche stratégique du point de vue historique et doctrinal. »
Alain Joxe,
Le débat stratégique, janvier 2001

« [...] C'est aussi une mine d'informations érudites sur la géographie, la technique, la psychologie individuelle et celle des peuples. Compte tenu de l'ampleur des définitions, il s'agit plus d'une encyclopédie que d'un dictionnaire. Le ton permet de comprendre les enjeux présents en regard de ceux du passé proche ou lointain. »
Enjeux, février 2001

« Analyser un problème stratégique revient à analyser un moment d'histoire globale. À cet égard, ce travail remarquable conjugue très pertinemment la précision et l'étendue. La prise en compte des formes et des applications récentes de la pensée stratégique dans les confrontations économiques entre États ou entreprises donne à ce dictionnaire une envergure nouvelle. »
Lire, février 2001

« Le dictionnaire propose trois raisons d'optimisme : les conflits sont de plus en plus coûteux et de moins en moins rentables, la démocratie se généralise et la mondialisation commerciale et financière devrait apaiser les tensions. Mais les références pessimistes abondent : les guerres civiles se multiplient ; l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient sont dangereusement instables. [...] ce gros ouvrage sera indispensable pour réfléchir à la politique mondiale. »
Jean-Claude Casanova,
Le Figaro, 3 janvier 2001

« [...] Autre grand mérite, la transposition des concepts stratégiques élaborés dans un cadre "militaro-politique" à des domaines d'action différents. L'ouvrage consacre, en effet, des rubriques

argumentées à la guerre économique, la diplomatie, la stratégie des entreprises ou encore l'action psychologique. [...] L'Ifri, par sa contribution à un ouvrage de référence dont l'absence était ressentie par beaucoup, administre une nouvelle fois la preuve de son rôle, en France et à l'étranger, dans la nécessaire réflexion à conduire sur les grands problèmes contemporains. »
Yves-Thibault de Silguy,
Les Échos, 14 décembre 2000

« Érudit, mais toujours accessible, ce *Dictionnaire de stratégie* privilégie les concepts et l'analyse de leurs applications au cours des temps, sans prétention à une exhaustivité de toute façon impossible. »
Jean Guisnel,
Le Point, 1^{er} décembre 2000

« Thierry de Montbrial et Jean Klein ont réussi à faire ce qui est davantage une encyclopédie, au sens des Lumières, qu'un simple dictionnaire. [...] Chaque rubrique ne se limite pas à la définition d'un mot ou d'un concept, elle est la présentation complète d'un sujet, comme une leçon qui nous est donnée avant d'entrer plus avant dans une réflexion personnelle. »
Amiral Lanxade,
Politique étrangère, janvier 2001

Two Strategies for Europe. De Gaulle, the United States and the Atlantic Alliance (1958-1969)

de **Frédéric Bozo**



La publication en anglais de l'ouvrage de **Frédéric Bozo**, *Deux Stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique (1958-1969)*, arrive à point nommé. Alors que l'Europe de la défense s'affirme, impliquant à terme une redéfinition de la stratégie trans-atlantique, il était opportun que le public et les spécialistes anglo-saxons puissent disposer de cet ouvrage de référence sur la politique française dans ce domaine.

Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation

Hubert Védrine dialogue avec **Dominique Moisi**



Les relations avec les États-Unis, l'élargissement de l'Union européenne, la prolifération nucléaire, les instabilités régionales, les relations avec la Chine et la Russie mais également la multiplication des acteurs étatiques et la dialectique du réalisme et de l'éthique : aucune question n'est esquivée dans cet ouvrage d'une liberté de ton et de réflexion remarquable de la part d'un ministre des Affaires étrangères en exercice. Animé, selon ses propres termes, par une « éthique de responsabilité », Hubert Védrine esquisse un véritable « discours de la méthode » en matière d'analyse géopolitique et d'action extérieure.

La Grande Peur du nucléaire

de **Marie-Hélène Labbé**



Marie-Hélène Labbé analyse les traumatismes fondateurs : l'horreur d'Hiroshima, qui a imposé la peur de l'arme nucléaire ; le choc de Tchernobyl, qui entretient une « peur plus irrationnelle de l'énergie nucléaire ». L'auteur constate que le secret qui a légitimement présidé à la naissance du nucléaire perdure : l'opacité entretient la peur. Seul un débat démocratique sur l'avenir du nucléaire tant civil que militaire, permettrait, en jugulant des peurs parfois peu fondées, d'obtenir le soutien de l'opinion pour des choix d'une portée décisive.

(Voir Publications, page 55)

Irak et Serbie : les sanctions économiques au cœur du débat transatlantique, Jacques Beltran, « Les Notes de l'Ifri », n° 20, mai 2000.



Ernest H. Preeg, William Lane

Autres intervenants :

Air Commodore **David Adams**, attaché de défense ; **Marc Perrin de Brichambaut**, ministère de la Défense, Paris ; **Gérard Errera**, ministère des Affaires étrangères, Paris ; **Nicole Gnesotto**, IES de l'UEO, Paris ; **Jean-Paul Hébert**, CIRPES, Paris ; **Ian Lee**, MOD, Londres ; le Général **Jean Michel**, EMA, Paris ; **Guillaume Parmentier**, CFE-Ifri ; **Colin Roberts**, FCO, Londres ; **Stan Hickey**, European Air Group ; **Adam Thomson**, FCO, Londres ; **Salomé Zourabichvili**, MAE, Paris.

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES : CONTROVERSES TRANSATLANTIQUES SUR UN INSTRUMENT DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE IFRI, PARIS, 23 JUIN

Ce séminaire, organisé par **Jacques Beltran** avec le soutien du *German Marshall Fund of the United States*, a réuni des experts américains et européens. Les discussions ont confirmé que les sanctions économiques demeurent un instrument privilégié de la politique étrangère américaine. Elles ont cependant mis en lumière l'existence d'un fort débat interne outre-Atlantique. Au cours des dernières années, un nombre croissant d'experts américains s'est rapproché des positions européennes, optant peu à peu pour des sanctions ciblées (*smart sanctions*) et multilatérales (en particulier au sein de l'ONU). Les milieux industriels américains, également représentés à cette réunion, ont encouragé cette remise en cause en faisant valoir le coût que les stratégies unilatérales de Washington font peser sur les entreprises américaines.

La comparaison des régimes de sanctions à l'encontre de l'Irak et de la Serbie a permis d'illustrer ces différentes tendances. Alors que le dossier irakien semblait confirmer les divergences de fond entre Américains et Européens, le cas de la Serbie a révélé une évolution des positions américaines, notamment le ralliement à une stratégie de sanctions ciblées prônée par l'Union européenne.

Participants :

Kimberly Ann Elliott, Institute for International Economics ; **Fred Halliday**, London School of Economics ;

Pierre Jacquet, Ifri ; **William Lane**, Caterpillar Washington et président de USA Engage ; **Robert S. Litwak**, the Woodrow Wilson Center ; **Hanns W. Maull**, université de Trier ; **Joshua Muravchik**, American Enterprise Institute ; **Guillaume Parmentier**, CFE-Ifri ; **Ernest H. Preeg**, Manufacturers Alliance ; **Serge Sur**, université Paris II-Panthéon-Assas.

Jacques Beltran a effectué un séjour d'étude à Washington du 5 au 12 juin pour des entretiens avec des responsables et experts américains sur la politique de sanctions, la défense antimissile et l'élargissement de l'OTAN. Il a participé au séminaire Transatlantic Partnership and Iraq organisé conjointement par l'International Institute of International Studies (IISS) et l'US Institute of Peace (USIP) à Royaumont (France) du 29 au 31 octobre.

CONFÉRENCE QUADRIPARTITE BERLIN, 26-27 OCTOBRE

La conférence quadripartite, qui réunit une fois par an des délégations de la *Rand*, du *Royal Institute of International Affairs* (RIIA), de la *Stiftung Wissenschaft und Politik* (SWP) et de l'Ifri, s'est tenue à Berlin à l'invitation de la SWP. Comme chaque année, les principaux thèmes du débat transatlantique ont été abordés et plus particulièrement la question de la NMD et de ses conséquences sur l'Alliance.

Outre **James Thomson**, président de la *Rand*, **Chris Gamble**, directeur du RIIA, **Christoph Bertram**, directeur de la SWP, **Thierry de Montbrial**, **Frédéric Bozo**, responsable de l'organisation des conférences quadripartites à l'Ifri, et **Guillaume Parmentier** y participaient notamment pour l'Ifri.

SÉMINAIRE

11 mai

Les enjeux transatlantiques du programme NMD

Avec **Jack Mendelsohn**, vice-président et directeur général de la *Lawyers Alliance for World Security*.

Séminaire organisé dans le cadre du programme transatlantique avec le soutien du *German Marshall Fund of the United States*.

PROLIFÉRATION

LES RÉGIMES MULTILATÉRAUX DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS DE TECHNOLOGIES SENSIBLES

Réalisée sous la direction de Jacques Beltran, cette étude s'attache tout d'abord à faire le point sur les principaux régimes existants : *Groupe des fournisseurs nucléaires* (ou *Club de Londres*), *Missile Technology Control Regime* (MTCR), *Accord de Wassenaar* (contrôle des exportations de produits à double usage). Quelle est la pertinence de ces montages multilatéraux, leur légitimité, leur capacité à s'adapter à des situations par définition évolutives ? Leur objectif doit-il être d'élargir le nombre des pays membres ? Doit-on définir explicitement une liste des pays-cibles de ces régimes ? Doit-on étendre le champ des contrôles ? Peut-on fusionner les régimes de contrôle ? *Raphaël Prenat*, chercheur au Centre Thucydide de l'université Paris II, *Richard Guthrie*, consultant international sur les questions de sécurité, *John Simpson*, directeur du *Mountbatten Centre* à l'université de Southampton, *Harald Muller*, du *Peace Research Institute* de Francfort, *Michael Moodie*, du *Chemical and Biological Arms Control Institute* de Washington, font entendre des voix différentes dans un débat où l'échange sur les analyses et les intérêts proprement nationaux est essentiel.

Marie-Hélène Labbé a participé au colloque sur la prolifération nucléaire « New Challenges in Asia and America » organisé par le Carnegie Endowment for International Peace à Washington les 16 et 17 mars.

DÉMOCRATIE ET INSTITUTIONS MILITAIRES À L'EST

COHÉRENCE ENTRE LES NOUVELLES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET LES STRUCTURES MILITAIRES HÉRITÉES DU SYSTÈME SOVIÉTIQUE

Dans le long processus de décomposition de l'héritage étatique soviétique, les rapports des armées avec la dynamique de démocratisation apparaissent

très contradictoires. Échappant pour l'essentiel à ce que nous identifions en Occident comme les procédures du contrôle civil, les forces armées russes fonctionnent néanmoins aujourd'hui selon des logiques bien différentes de celles qu'imposait l'État soviétique. L'étude menée sous la direction de



Dominique David rassemble plusieurs contributions. *Jean-Christophe Romer*, professeur à l'université de Strasbourg, replace l'évolution de la position des armées par rapport au pouvoir politique et identifie les continuités et demi-ruptures qui relient les périodes soviétique et « démocratique ». *Pavel Felgenhauer*, le plus connu des analystes militaires russes, retrace dix ans de manipulations des armées par le pouvoir politique, d'échec à les contrôler, à les organiser selon une logique nouvelle – dix années qui se traduisent par le naufrage de la Tchétchénie. *Sergueï Blagovoline*, directeur adjoint de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), propose une thèse plus optimiste, en décelant dans les dernières années une véritable volonté de rénovation de l'appareil militaire. Complétées, en contrepoint, par une analyse de la transition militaire hongroise, par *Ferenc Gazdag*, directeur de l'Institut d'études stratégiques de Budapest, ces études renvoient fondamentalement à l'absence de culture démocratique d'appareils livrés à leurs logiques de survie, et sans doute incapables, par eux-mêmes, de s'intégrer à la marche vers la démocratie.

Dominique David s'est rendu à Moscou du 16 au 23 mars afin d'y approfondir la problématique de la démocratisation de l'appareil militaire russe. Il a prononcé une conférence à l'Institut d'État des relations internationales Mgimo sur Alliance, UE : des équilibres nouveaux.

DIALOGUE FRANCO-RUSSE

SÉMINAIRE FRANCO-RUSSE IFRI, PARIS, 28-29 SEPTEMBRE

Depuis 1993, l'Ifri et le *Mgimo* (Institut d'État des relations internationales, Moscou) tiennent

Le nucléaire à la croisée des chemins, Marie-Hélène Labbé avec Gunther Capelle-Blancard et Stéphanie Monjon, Collection « Les études de la Documentation française » -Ifri, janvier 2000

« Fin d'un siècle, fin d'une Russie », Dominique David, dans Yves Boyer et Isabelle Facon (dir.) : *La politique de sécurité de la Russie – Entre rupture et continuité*, Ellipses, Paris, 2000

« La guerre dans le siècle », Dominique David, *Politique étrangère* n° 3-4/2000, « 1900-2000 : Cent ans de relations internationales »

SÉMINAIRES ORGANISÉS DANS LE CADRE D'UNE COOPÉRATION AVEC LE CEA

26 janvier

Les Balkans après le Kosovo

Jane Sharp, Senior Research Fellow, Center for Defence Studies, King's College, Londres

28 avril

Le processus de Saint-Malo après le Kosovo et Helsinki

Avec **Richard Hatfield**, Policy Director, ministère de la Défense, Londres

12 mai

La Russie et les problématiques asiatiques : de l'Asie centrale à Taiwan

Vladimir Baranovski, directeur adjoint de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), Moscou
Dmitri Trenin, directeur adjoint du Carnegie Endowment for International Peace (centre de Moscou)

SÉMINAIRE ORGANISÉ DANS LE CADRE D'UNE COOPÉRATION AVEC LE CEA

20 juin

*La problématique nucléaire
après la conférence d'examen
du Traité de non-prolifération*

Camille Grand, conseiller auprès de la délégation française à la conférence d'examen du TNP, maître de conférences à l'IEP (Paris) et à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan

Burkard Schmitt, chargé de recherches à l'Institut d'études de sécurité de l'UEO
Président de séance: Dominique David



Dominique David, Ivan Tuline, Thierry de Montbrial

SÉMINAIRE

6 octobre

*Bilan d'un élargissement :
l'Europe centrale et l'Alliance*

André Erdős, ambassadeur, représentant permanent de la Hongrie auprès de l'ONU

Président de séance: Dominique David

un séminaire annuel – alternativement à Paris et Moscou – sur les questions de sécurité. Cette année, ce séminaire placé sous la responsabilité de Dominique David s'est réuni à Paris. Ivan Tuline, premier vice-recteur du *Mgimo*, qui conduisait la délégation russe, et Thierry de Montbrial ont ouvert les débats en échangeant leurs vues sur un « agenda franco-russe ». Les autres thèmes abordés – les « nouvelles orientations de la politique étrangère russe » ; « l'architecture européenne de sécurité et de défense et la coopération avec la Russie » ; enfin, « la problématique actuelle du désarmement et les défenses antimissiles » – ont mis en lumière le pragmatisme de la nouvelle doctrine de politique extérieure russe et le vif intérêt de nos interlocuteurs pour un partenariat – encore à définir – avec l'Europe. Si elle demeure très réservée à l'égard de l'élargissement de l'OTAN, la Russie ne voit pas d'obstacle politique à celui de l'UE. Mais les intervenants russes ont aussi confirmé les appréhensions que suscite à Moscou la position « unipolaire » américaine susceptible selon eux d'entraîner une « explosion de l'équilibre stratégique global ». Les débats ont été conclus par le Général I. Ivachov, directeur de la coopération internationale au ministère de la Défense russe.

Autres membres de la délégation russe :

Alexandre Alexeev, ministère des Affaires étrangères ; Guennadi Beriozkin, état-major général ; Igor Borovkov, Service de renseignement extérieur ; Dmitri Danilov, Institut d'Europe de l'Académie des sciences ; l'Amiral Vladimir Kriazhev, Conseil de sécurité nationale ; Alexandre Nikitine, Centre pour la recherche politique et internationale ; Ivan Safrantchouk, Centre des études politiques, PIR ; et Sergueï Sokut, commentateur militaire pour la *Nezavisimaya Gazeta* ; Jacques Beltran, Hans Stark et Anita Tiraspolsky participaient aux débats pour l'Ifri.

Thierry de Montbrial a abordé le thème What Kind of Russia Does the EU Want? lors du colloque organisé par la DGAP et le Council of Foreign and Defense Policy (Russie) « EU-Russia Forum for Foreign and Security Policy » à Berlin (21 janvier).

Dominique David est intervenu sur le thème Europe-US, Europe-Nato : Dialectics of Partnership and Competition lors du colloque organisé par l'Institut d'Europe de l'Académie des sciences de Russie « EU Common Foreign and Security Policy: Implications for Europe and Russia » à Moscou (25-27 mai).

LA RUSSIE ET LE CONFLIT EN TCHÉTCHÉNIE : BILAN ET PERSPECTIVES IFRI, PARIS, 20 OCTOBRE

L'objectif de ce séminaire restreint organisé par Dominique David était d'une part de faire le point sur le bilan dressé, du côté russe, des derniers événements en Tchétchénie, et d'autre part de développer le dialogue bilatéral franco-russe sur cette question. La première session s'attachait aux « Bilan et perspectives de règlement du conflit : perspectives humaines, perspectives militaires, perspectives politiques ». La deuxième session s'est focalisée sur « Les conséquences du conflit pour la Russie : pour l'appareil militaire russe, pour les médias et la société civile, enfin pour les relations entre la Russie et ses partenaires européens ».

Les débats ont été introduits par :

Sergei Blagovolin, directeur adjoint de l'IMEMO ; Samuel-Marie Fanon, ancien coordinateur général de *Médecins du Monde* en Russie ; Pavel Felgenhauer, le plus connu des commentateurs militaires russes ; Alexandru Liono, chercheur au DUPI, Institut danois des relations internationales ; Vladimir Pozner, président de l'Académie de télévision de la Russie, et Vladimir Semago, président du Comité pour le commerce franco-russe.

É C O N O M I E I N T E R N A T I O N A L E

Trade Rules and Global Governance: A Long Term Agenda,

Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Dominique Strauss-Kahn, Document de travail du CEPII n° 22, 2000

« **Managing Exchange Rate Flexibility** », Olivier Davanne et Pierre Jacquet, dans Brigitte Granville (dir.), *Essays on the World Economy and its Financial System*, Royal Institute of International Affairs, Londres, 2000

« **Les pays en développement face à la mondialisation** », Françoise Nicolas, dans *RAMSES 2001*

« **Après Seattle, où en est le débat Nord-Sud ?** », Françoise Nicolas, dans *Le Commerce mondial*, « Les Cahiers français », n° 299, La Documentation française, novembre-décembre 2000

L'actualité économique internationale, en 2000, a été marquée par le développement d'une contestation de plus en plus vive de certains aspects de la mondialisation. Dans la foulée de Seattle en novembre 1999, d'importantes manifestations ont perturbé les réunions du Fonds monétaire international, à Washington, puis à Prague, ou encore le forum mondial de Davos. En novembre, la conférence de La Haye sur le changement climatique n'a pu parvenir à un accord. Ces échecs de la coopération internationale ont contribué à un retour en force du « Nord-Sud » dans l'économie politique internationale. La mondialisation s'est cependant poursuivie de plus belle, notamment en liaison avec le développement de la « nouvelle économie » fondée sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), soulevant de nouvelles questions : sur la durabilité de l'accélération de la productivité aux États-Unis ; sur la corrélation entre la formidable hausse des cours boursiers et la nouvelle économie ; sur la capacité de l'Europe à rattraper son retard dans ce domaine ; enfin sur le risque de « fracture numérique » dans et entre les pays.

L'Ifri a abordé ces différentes questions en privilégiant quatre axes : les modalités de la gouvernance mondiale, le rôle des multinationales, la nouvelle économie, et un ensemble de perspectives régionales centrées sur l'Asie de l'Est et l'Union européenne.

LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE MONDIALE**L'OMC EN QUESTION**

Pierre Jacquet a participé au « brains trust » du Groupe d'Évian – qui œuvre à promouvoir les négociations commerciales multilatérales – à l'IMD de Lausanne du 3 au 5 mars. Il est intervenu dans la table ronde « Restoring Momentum to the Multilateral System », lors de la conférence internationale « Creating Constituencies for a New Trade Round », orga-

nisée à Séoul du 20 au 22 octobre, dans la foulée de la réunion de l'ASEM. Il a également participé à une évaluation de l'OMC dans le cadre du séminaire international organisé par l'université Harvard (John F. Kennedy School of Government) sur « Efficiency, Equity and Legitimacy: The Multilateral Trading System at the Millennium ». Cette réflexion a conduit à un rapport conjoint avec Jean Pisani-Ferry et Dominique Strauss-Kahn, « Trade Rules and Global Governance: A Long Term Agenda », présenté lors du 7^e forum franco-allemand, organisé au CEPII. Ces réflexions sur la gouvernance mondiale se sont poursuivies dans le cadre d'un groupe de travail du Conseil d'analyse économique (CAE).

LE RETOUR DU NORD-SUD**LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT FACE À LA MONDIALISATION**

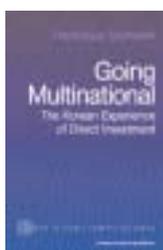
Dans *RAMSES 2001*, Françoise Nicolas a présenté les enjeux de la participation à la mondialisation pour les pays en développement. Elle a souligné l'ambiguïté des bénéfices que ces pays peuvent escompter de l'ouverture commerciale et financière et suggéré des moyens d'améliorer leur intégration à ce mouvement en facilitant notamment leur participation à la définition des règles du jeu au sein des diverses institutions de coopération multilatérales.

Par ailleurs, elle a particulièrement étudié l'émergence de nouvelles lignes de fracture entre le Nord et le Sud sur l'orientation à donner aux futurs cycles de négociation commerciale dans le cadre de l'OMC.

LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

À la fin de l'année, Françoise Nicolas a lancé un nouveau programme de recherche – avec le soutien de l'Institut Caisse des Dépôts pour la recherche scientifique économique, financière et

« *Mondialisation : la vraie rupture du XX^e siècle* », Pierre Jacquet et Frédérique Sachwald, *Politique étrangère*, n°3-4 / 2000
« 1900-2000 : Cent de relations internationales »



Going Multinational, The Korean Experience of Direct Investment
Frédérique Sachwald (dir.)
Routledge, Londres (à paraître)

sociale – consacré à l'analyse des fondements du potentiel de développement des économies émergentes. L'objectif de ce travail, qui poursuit, en l'approfondissant, une étude menée dans les années 1990 sur les déterminants du développement, est d'analyser et comprendre les combinaisons de facteurs propices à l'émergence d'une dynamique de croissance durable.

LES MULTINATIONALES, MOTEURS DE LA MONDIALISATION



Dans l'étude « Mondialisation : la vraie rupture du XX^e siècle » (*Politique étrangère*, n° 3-4 / 2000), Pierre Jacquet et Frédérique

Sachwald comparent l'internationalisation de la fin du XIX^e siècle et la mondialisation qui se développe depuis les années 1980. Le progrès technique a joué un rôle fondamental dans les deux cas, comme la réduction des diverses barrières réglementaires. Mais le processus actuel entraîne des interactions beaucoup plus profondes entre les économies nationales, notamment à travers l'intensité des investissements directs à l'étranger et les activités des entreprises multinationales.

Les réseaux internationaux de production se sont largement étendus et complexifiés depuis les années 1980. Le développement d'Internet pourrait ainsi amplifier le mouvement d'intégration de certains pays en développement dans le processus de mondialisation. La reprise de l'investissement direct vers les pays asiatiques après la crise de 1997 va dans le même sens.

Un premier programme de recherche, mené par Frédérique Sachwald avec le soutien de la *Korea Foundation*, sur l'investissement des groupes coréens à l'étranger et le modèle coréen a donné lieu à la publication de *Going Multinational, The Korean Experience of Direct Investment*. Un second programme, conduit par Frédérique Sachwald, Françoise Nicolas et Serge Perrin, membre du TEAM (Paris I), bénéficiant également du soutien de la *Korea Foundation*,

abordera en 2001 l'adaptation de l'économie et du modèle coréens à la nouvelle économie.

Frédérique Sachwald est intervenue lors du Forum France-Corée organisé à l'Ifri sur le thème Vers un rééquilibrage de l'internationalisation de la Corée (16-17 mars).

L'un des phénomènes nouveaux dans le contexte de la mondialisation est l'internationalisation de la R&D. Frédérique Sachwald a analysé ce phénomène dans une « Note de l'Ifri » (n° 24) qui souligne la complexification des réseaux internationaux de R&D, avec notamment la recherche de nouvelles ressources technologiques à l'étranger. Elle a par ailleurs organisé un séminaire international consacré à ce thème.

THE INTERNATIONALIZATION OF CORPORATE R&D. A CORPORATE PERSPECTIVE IFRI, PARIS, 9 JUIN

Ce séminaire était consacré à la problématique de l'extension des opérations de R&D par les entreprises multinationales. Frédérique Sachwald a abordé l'évolution du rôle des laboratoires de recherche français à l'étranger ; Bruce Kogut, *Wharton School*, États-Unis, a apporté un témoignage sur le système américain ; Thierry Weil, École des Mines, Paris, a traité du cas des filiales d'entreprises européennes implantées dans la *Silicon Valley* et de leurs difficultés à rapatrier les « bénéfiques » ; Rajneesh Narula, université d'Oslo, a rappelé le système norvégien. Cette réunion a également bénéficié de la participation de : John Cantwell, *University of Reading* ; Reinhilde Veugelers, Université catholique de Liège ; Bénédicte Callan, OCDE, Paris ; Pierre Jacquet, Ifri ; Luis Miotti, université Paris-Nord.

Faisant suite à ces travaux, Frédérique Sachwald a lancé un nouveau projet de recherche sur l'internationalisation de la R&D des entreprises françaises, qui s'appuie notamment sur une enquête. Ce projet est soutenu par le programme « Les enjeux de l'innovation » du CNRS.

Frédérique Sachwald est intervenue sur le thème *Global players and local dynamics*, lors du séminaire « *Innovation, Time and Space* » du European Innovation Network (dirigé par Jan Fagerberg, University of Oslo) à Urbino (26-29 octobre).

LES RÉACTIONS À LA MONDIALISATION

L'intensité des inquiétudes face à l'ensemble des manifestations de la mondialisation a conduit l'Ifri, conjointement avec l'*Institute for International Economics* (IIE) de Washington D.C. et la *Deutsche Gesellschaft für auswärtige Politik* (DGAP) de Berlin, à lancer un programme de recherche de deux ans sur les réactions à la mondialisation dans les trois pays. Dirigé par Pierre Jacquet pour l'Ifri, ce programme reçoit le soutien du *German Marshall Fund of the United States*. Son objectif est de fournir des éléments de réponse aux trois questions suivantes :

- Comment se forment les différentes perceptions nationales de la mondialisation et comment structurent-elles l'attitude des principaux groupes de la société (partis politiques, organisations non gouvernementales, syndicats) ?
- Quels sont les domaines où les difficultés d'adaptation sont les plus importantes (le choix de ces domaines étant souvent spécifique aux différents pays, avec, pour la France, une attention particulière à la politique culturelle) ?
- Quels sont les principaux enjeux auxquels doivent répondre les politiques publiques ?

Un premier séminaire a été organisé à l'Ifri.

LES RÉACTIONS À LA MONDIALISATION DGAP, IIE, IFRI, PARIS, 15 JUIN

Ce séminaire auquel participaient notamment Fred Bergsten et Kimberley Elliot (IIE), Karl Kaiser et Bernhard May (DGAP), ainsi que

Pierre Jacquet a confirmé l'ampleur des inquiétudes face à la mondialisation, notamment aux États-Unis, malgré la forte croissance de la deuxième moitié des années 1990. La discussion a également souligné les différences de perceptions entre pays : aux États-Unis, la mondialisation est avant tout associée aux flux d'échanges de biens et services et à la délocalisation des activités productrices. En Europe, l'intégration européenne a permis de faire l'apprentissage de l'ouverture : la dimension strictement commerciale de la mondialisation ne fait plus peur, mais plutôt le fait qu'elle semble véhiculer le modèle capitaliste anglo-saxon et soumet nos modèles d'organisation industrielle, sociale et de « gouvernance d'entreprise » à des pressions croissantes.

Autres participants :

Pierre-Jean Benghozi, CNRS ; Bernard Brunhes, Bernard Brunhes Consultants ; Alexandra Caterbow, Association des industries allemandes ; Eddy Fougier, Ifri ; Heiner Ganssmann, Freie Universität, Berlin ; Geoffrey Garrett, Yale University ; Dominique Moïsi, Ifri ; Philippe Moreau Defarges, Ifri ; Dominique Plihon, université de Paris-Nord ; Udo Rehfeldt, IRES, France ; Maryvonne de Saint-Pulgent, Conseil d'État, France ; Hans Schill, ministère des Affaires étrangères, RFA ; Laurence Tubiana, cabinet du Premier ministre, France.

NOUVELLE ÉCONOMIE ET DESTRUCTION CRÉATRICE

Le thème de la nouvelle économie a été abordé sous différents angles dans les travaux et les publications. Dans *RAMSES 2001*, Pierre Jacquet a étudié la diffusion de la nouvelle économie aux États-Unis à partir d'indicateurs macro et microéconomiques. Il a souligné le retard de l'Europe dans la diffusion des TIC, et donc dans l'entrée dans la nouvelle économie. Ce décalage serait dû en partie à l'excellence de la recherche américaine et au fait que les États-Unis ont été le berceau de nombreuses TIC, mais aussi, plus largement, à l'intensité du processus de destruction créatrice outre-atlantique.

« *Nouvelle économie : du virtuel au réel* », Pierre Jacquet, dans *RAMSES 2001*

« *Nouvelle économie et gouvernance de la mondialisation* », Pierre Jacquet, dans *Espérances et menaces de la nouvelle économie*, Cercle des Économistes, Éditions Descartes, Paris

« *Les fusions-acquisitions, instruments de la destruction créatrice* », Frédérique Sachwald, dans *RAMSES 2001*

Tokyo Club

La *Tokyo Club Foundation for Global Studies* a été créée en 1987 à l'initiative de la grande banque d'affaires japonaise *Nomura Securities* pour favoriser les études et les débats sur la gestion de l'économie mondiale. Cette fondation associe deux groupes d'instituts de recherche : d'un côté, cinq instituts des pays du G5, la *Brookings Institution* (États-Unis), l'*Institut für Wirtschaftsforschung*, IFO (Allemagne), le *Royal Institute of International Affairs* (Royaume-Uni), le *Nomura Research Institute* (Japon) et l'Ifri ; de l'autre, dix instituts de recherche de pays d'Asie (Chine, Corée, Hong-Kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Taiwan). Elle a pour but de promouvoir les travaux de ces instituts sur des thèmes identifiés en commun chaque année. Ces travaux sont publiés dans les *Tokyo Club Papers*, disponibles sur : www.tcf.or.jp. En 2000, les travaux du G5 ont porté sur le développement des TIC, et en particulier d'Internet, sur la réalité de la nouvelle économie aux États-Unis, défi pour l'Europe ; sur la concurrence par l'innovation ; sur le développement de la société de l'information au Japon ; sur les perspectives de développement du commerce électronique, et sur le creusement d'un « fossé numérique » à l'échelle internationale. S'appuyant sur ces contributions, la réunion annuelle à Munich (20-21 octobre) a été consacrée aux questions de réglementation et de gouvernance de la société de l'information.

THE NEW AMERICAN CHALLENGE.

FIRMS' STRATEGIES AND EUROPEAN POLICIES

IFRI, PARIS, 3 OCTOBRE

Un colloque, organisé par **Frédérique Sachwald**, a exploré les différentes dimensions du « nouveau défi américain » que la nouvelle économie représente pour l'Europe, tant du point de vue des performances des entreprises que de l'évolution des politiques publiques. Les différentes contributions ont souligné que la promotion des nouvelles technologies ne relève pas des seules politiques de l'innovation mais, plus largement, de ce que l'on pourrait appeler des « politiques de changement ». Ces politiques, qui touchent le marché de l'emploi comme les circuits financiers, impliquent-elles une convergence vers le « modèle américain » ? Cette crainte alimente en France des réactions de rejet de la nouvelle économie comme de la mondialisation (voir le *projet GMF* : « Réactions à la mondialisation »).

Participants :

Bruno Amable, université Lille II et CEPREMAP ; **Philippe Askenazy**, CEPREMAP/CNRS ; **Olivier Bomsel** et **Gilles Le Blanc**, École des Mines, Paris ; **Robert Boyer**, EHESS et CEPREMAP ; **Michel Catinat**, Commission européenne et Collège de Bruges ; **Benjamin Coriat**, université Paris XIII ; **Hervé Dumez**, École polytechnique, Paris ; **Dominique Guellec**, OCDE ; **Alain Jeunemaître**, Nuffield College, Oxford ; **Ethan Kapstein**, University of Minnesota et INSEAD ; **Bruce Kogut**, Wharton School et CRG, École polytechnique, Paris ; **Philippe Larédo**, CSI, École des Mines, Paris ; **Keith Pavis**, SPRU, University of Sussex ; **Mario Pianta**, CNR, Rome ; **Gérard Pogorel**, École nationale supérieure des télécommunications, Paris ; **Frédérique Sachwald**, Ifri.

Une série de « Notes de l'Ifri », coordonnée par **Frédérique Sachwald**, dont certaines développent des contributions à ce colloque, aborde la même problématique.

Ces notes font partie de la « série transatlantique » publiée avec le soutien du *German Marshall Fund of the United States*.

The Challenge of Innovation Based Competition: A Transatlantic Perspective on ICT, **Frédérique Sachwald**, *Tokyo Club Paper*, 2000

« *Stratégies d'innovation des entreprises européennes : un second paradoxe européen ?* », **Frédérique Sachwald**, dans *Politiques industrielles européennes* (E. Cohen et J.-H. Lorenzi, dir.), Conseil d'analyse économique, La Documentation française, Paris, 2000

Frédérique Sachwald a étudié précisément le rôle des fusions-acquisitions (F&A) comme « instruments de la destruction créatrice » dans *RAMSES 2001*.

Ce processus de destruction créatrice est plus intense aux États-Unis où il génère beaucoup plus de jeunes entreprises capables de croître rapidement et de devenir de puissants agents de création et de diffusion des innovations. Dans une étude réalisée pour le *Tokyo Club*, **Frédérique Sachwald** estime que le rôle désormais central de l'innovation dans la concurrence, notamment dans les TIC, constitue ainsi un défi majeur pour l'Europe.



« *Post crisis exchange rate policies in East Asia: options and challenges* », Françoise Nicolas, dans *The Asia Pacific Journal of Economics and Business*, vol. 4, n°1, juin 2000

Capital Flows and Exchange Rate Regimes in East Asia: Lessons from the Crisis, Françoise Nicolas, dans *Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis*, Report of the Council for Asia-Europe Cooperation (CAEC), « Les Cahiers de l'Ifri » n°31, Ifri/ISEAS, 2000

PERSPECTIVES RÉGIONALES

L'APRÈS-CRISE EN ASIE DE L'EST ?

Notes de l'Ifri Série « Le nouveau défi américain »

- *The New American Challenge and Transatlantic Technology Sourcing*, Frédérique Sachwald
- *Why and How European Companies Reach out to Silicon Valley*, Thierry Weil
- *The Transatlantic Exchange of Ideas and Practices: National Institutions and Diffusion*, Bruce Kogut
- *Des 35 heures à la nouvelle économie. Changements organisationnels et diffusion de l'innovation*, Philippe Askenazy
- *Hegemony Wired: American Politics and the New Economy*, Ethan B. Kapstein
- *Dynamiques industrielles et réglementaires des télécoms : une comparaison États-Unis/France*, Olivier Bomsel et Gilles Le Blanc
- *The Information Society Race: Is Europe a Follower or a Challenger?*, Michel Catinat

L'Ifri a continué de s'intéresser aux conséquences de la crise financière en Asie, illustration des dérives possibles de la mondialisation. Françoise Nicolas a notamment étudié l'évolution du processus de dynamique régionale au sein de l'ASEAN – comme moyen de relancer la dynamique de croissance et de prévenir le retour de nouvelles turbulences financières –, mais aussi au niveau de l'ensemble de l'Asie de l'Est. Elle s'est attachée à déterminer dans quelle mesure cette coopération s'étend désormais au-delà du commerce pour concerner le secteur monétaire et financier et les politiques de change.

Elle a par ailleurs consacré une étude au rôle des investissements directs étrangers dans la restructuration de l'économie coréenne au lendemain de la crise, dans le secteur industriel mais aussi financier.

Françoise Nicolas a contribué au séminaire Marco Polo, co-organisé par le GREET-ICARIE, l'université de Marne-la-Vallée et le CEREM-FORUM (université Paris-X-Nanterre) : L'investissement direct dans la (re)structuration de l'économie coréenne : avant et après la crise (21 septembre).

« *A case of government led integration into the World Economy* », Françoise Nicolas dans *Going Multinational, The Korean Experience of Direct Investment*.

« *Quelle politique de change pour l'euro ?* », Olivier Davanne et Pierre Jacquet, *Revue d'économie politique*, vol. 110, n° 3, 2000

« *La coordination des politiques économiques dans la zone euro* », Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry dans *Questions européennes*, rapport n° 27 du CAE, La Documentation française, Paris

Economic policy coordination in the Eurozone: what has been achieved? What should be done?
Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry, Centre for European Reform, Londres. Également publié comme « Sussex European Institute Working Paper », dans *Contemporary European Studies*, n° 40

POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN EUROPE

L'année 2000 a été celle de la reprise en Europe, tandis que l'Union monétaire européenne a été mise à l'épreuve par l'évolution du taux de change de l'euro par rapport au dollar. L'Ifri a pris une large part aux débats orientés sur la politique de change en Europe, sur l'organisation de la politique économique et la coordination des politiques dans la zone euro, et sur les conditions susceptibles de soutenir une croissance durable, face aux incertitudes conjoncturelles et à la perspective de l'élargissement. Pierre Jacquet a dressé un bilan de la conjoncture économique en Europe et des perspectives de « rattrapage » liées à la diffusion de la nouvelle économie pour la réunion du Tokyo Club (voir encadré) d'octobre à Munich. Olivier Davanne (CAE) et Pierre Jacquet ont mené une étude sur « la politique de change dans la zone euro », présentée lors des « entretiens de l'AFSE » (Association française de sciences économiques), en janvier, en s'attachant à démontrer l'utilité d'une telle politique, à en esquisser la doctrine et en préciser les modalités. L'Ifri participe par ailleurs à un programme de travail, coordonné

par le *Sussex European Institute*, pour la Commission de Bruxelles, sur les défis de la politique économique extérieure de l'UE. Pierre Jacquet et Jean Pisani-Ferry y ont présenté une étude sur la coordination des politiques économiques entreprise dans le cadre du CAE qui s'achève sur des recommandations.

VOYAGE D'ÉTUDES

Pierre Jacquet a fait un voyage d'études au Canada, du 1^{er} au 8 avril, à l'invitation du gouvernement canadien, pour procéder à des échanges de vues sur la perception canadienne de la mondialisation et sur les relations du Canada avec les États-Unis et l'UE. Il est intervenu lors de la « Conférence nationale de la recherche sur les politiques », organisée par le gouvernement canadien à Ottawa, du 29 novembre au 2 décembre. Il a également effectué un voyage d'études au Japon à l'invitation du *Keizai Koho Center* du patronat japonais (*Keidanren*) pour y rencontrer des responsables économiques et politiques.



Hubert Curien, ancien ministre, Pierre Jacquet

QUESTIONS EUROPÉENNES

L'année 2000 a été dominée par le débat sur la réforme des institutions européennes dans le cadre de la Conférence intergouvernementale (CIG) puis par le sommet de Nice, sous présidence française. Deux facteurs ont marqué le déroulement des négociations à la CIG : l'apparition d'un clivage entre grands et petits États et surtout l'émergence d'un débat sur une Constitution européenne avec notamment les discours du ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, le 12 mai et du président français, Jacques Chirac, le 27 juin.

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE
ET L'INTÉGRATION EUROPÉENNE
CLINGENDAËL, LA HAYE, 20-21 JUIN



Pierre Moscovici, Alfred van Staden, Dick Benschop

Dans le cadre des échanges réguliers entre l'Ifri et l'Institut néerlandais des relations internationales, *Clingendaël*, une réunion s'est tenue à La Haye au cours de laquelle *Pierre Moscovici*, ministre délégué aux Affaires européennes, a présenté les priorités de la présidence française de l'Union européenne aux côtés de son homologue néerlandais, *Dick Benschop*, secrétaire d'État néerlandais aux Affaires étrangères. Les débats ont abordé les aspects économiques, les aspects de sécurité et la dimension institutionnelle. Cette réunion était coordonnée par *Dominique Moïsi* pour l'Ifri. *Philippe Moreau Defarges* et *Dominique David* y participaient.

LA FRANCE, L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE

La réforme des institutions communautaires et le débat constitutionnel ont été au cœur des préoccupations du Comité d'études des relations franco-allemandes (CERFA), établi à l'Ifri. Répondant à sa vocation, le CERFA a abordé ces développements en tenant compte de leur interaction avec les relations franco-allemandes.

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES ET
LA RÉFORME DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES
IFRI, PARIS, 18 OCTOBRE



Cette réunion d'une journée, organisée à l'Ifri par *Hans Stark*, secrétaire général du CERFA, avec le concours du *Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP) et du Groupement d'études et de recherches *Notre Europe*, présidé par Jacques Delors, s'inscrivait dans la perspective du sommet de Nice. Elle a réuni des experts français et allemands des affaires européennes. En introduction, *Thierry de Montbrial* a dressé un bilan largement positif de quarante années de construction européenne, mais il a mis en garde contre une dérive funeste à l'entreprise européenne : la perte de sens. Les analyses françaises et allemandes de la réforme des institutions, des coopérations renforcées, de l'élargissement, avec *Günter Verheugen*, membre de la Commission, et des finalités de l'Union – une occasion pour *Jacques Delors* de plaider pour une fédération d'États-nations – ont révélé que les positions, bien que contrastées, étaient plus proches sur ces aspects que sur les reliquats d'Amsterdam. L'harmonisation des positions franco-allemandes a toutefois été jugée cruciale par les intervenants allemands comme français pour la poursuite de l'entreprise européenne. Le rôle du couple franco-allemand demeure crucial. C'est ce qu'ont exprimé en conclusion le député *Alain Barrau*, France, et *Karl Kaiser*, DGAP.

Déclaration de Milan sur une Constitution européenne

Nous, les signataires de la « Déclaration de Milan sur une Constitution européenne » :

– félicitons la Convention de la Charte européenne des droits fondamentaux d'avoir mené avec succès ses travaux et considérons la Charte, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil européen de Biarritz, comme un premier élément important d'une future Constitution européenne ;

– sommes confiants que la Conférence intergouvernementale, qui doit se conclure lors du Conseil européen de Nice les 7 et 8 décembre 2000, concevra une réforme pragmatique de l'actuel système institutionnel de l'Union européenne, qui devrait permettre de préserver sa capacité d'action dans les conditions actuelles mais aussi en cas d'élargissement, garantissant ainsi son aptitude à s'élargir, du moins pour une période transitoire ;

– reconnaissons la nécessité de discussions, au-delà de l'ordre du jour de l'actuelle Conférence intergouvernementale, sur le contenu potentiel d'une Constitution européenne qui satisferait à deux exigences fondamentales :

1. améliorer la légitimité démocratique des décisions prises à l'échelon européen ;
2. garantir l'aptitude des appareils législatif et exécutif européens à agir efficacement dans le cas où le nombre de membres serait approximativement multiplié par deux ;

– saluons le travail réalisé par l'Institut universitaire européen de Florence sur les aspects constitutionnels existant déjà dans les traités ;

– soutenons l'idée selon laquelle toutes les instances de prise de décision créant ou limitant les droits des citoyens européens doivent avoir une assise constitutionnelle qui fonde et limite le pouvoir politique à l'échelon local, régional, national ou européen ;

– considérons que le concept de « constitutionnalisme à plusieurs niveaux » correspond de manière appropriée à cet objectif, aux yeux de tous ceux qui, du fait de leurs traditions nationales, veulent éviter celui de fédéralisme.

À l'issue d'une discussion intense, ouverte et constructive, nous sommes en accord sur les principes suivants, évoqués – de diverses manières – par tous les participants :

1. Le temps est venu de rédiger une Constitution qui serait soumise aux peuples et aux États européens dans les cinq années à venir.

2. Le texte de cette Constitution devrait être court, clair et lisible. En conformité avec le principe de subsidiarité, il devrait réduire au minimum les interférences avec les Constitutions nationales et les compétences des États-membres. Ce texte devrait s'appuyer sur l'acquis des traités existants et sur les résultats des efforts entrepris entre-temps en matière de réforme institutionnelle.

3. L'Union européenne élargie devrait se fonder sur les principes de la démocratie, des droits de l'homme, de la dignité individuelle, de la solidarité et du respect de la diversité.

4. Il ne devrait pas y avoir de nouvel État, mais plutôt une nouvelle manière d'organiser la société européenne, différant des modèles existants, selon laquelle les individus et les peuples fonderont le développement de nouvelles compétences politiques sur des valeurs communes.

5. La Constitution européenne devrait être conforme au principe de subsidiarité entre l'Union et les États-membres. Elle devrait créer des mécanismes d'évaluation afin de s'assurer du respect de ce principe.

6. La Constitution européenne ne devrait pas exclure une coopération renforcée entre les États-membres, ouverte à tous, afin de faire progresser les objectifs de l'Union.

7. La Constitution devrait garantir, par le biais de procédures appropriées, la conformité des actions entreprises par les États-membres avec les principes fondateurs de l'Union européenne.

Lors de la conférence, de nombreuses idées et propositions ont été avancées concernant la Charte des droits fondamentaux et ses implications constitutionnelles, la répartition des compétences dans une Europe de la subsidiarité, et une structure rénovée et simplifiée des institutions de l'Union.

Les trois instituts organisateurs, en coopération avec d'autres institutions adéquates, travailleront ensemble au sein d'un organisme conjoint appelé « Observatoire de la Constitution européenne », afin de suivre les évolutions menant à une Constitution européenne et de contribuer à la réalisation de cet objectif.

Boris Biancheri, Karl Kaiser, Thierry de Montbrial

Milan, le 28 novembre 2000



Günter Verheugen, Thierry de Montbrial, Jacques Delors, Karl Kaiser

La politique étrangère de la nouvelle Allemagne, Hans Stark (dir.), « Les Cahiers de l'Ifri », n° 30, mai 2000.



Thierry de Montbrial, Boris Biancheri, Karl Kaiser

Autres intervenants :

Pascale Andréani, ministère des Affaires étrangères, Paris ; Franz H.U. Borkenhagen, ministère de la Défense, Berlin ; Elmar Brok, député (CDU), Parlement européen ; Françoise de La Serre, CERI ; Jean Nestor, Groupement d'études et de recherches Notre Europe ; Dominique Moisi, Ifri.

Se reporter à : www.notre-europe.asso.fr

LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE LA NOUVELLE ALLEMAGNE

Cette étude, menée sous la direction de Hans Stark, constate que, dix ans après sa réunification, l'Allemagne n'a toujours pas trouvé d'équilibre entre la « culture de retenue » et la défense de ses intérêts nationaux. Elle analyse le débat en cours entre les tenants d'une politique étrangère « décomplexée » et ceux d'une Allemagne « puissance civile » peu favorables à une redéfinition de ses intérêts nationaux en dehors d'une approche multilatérale. Les premiers l'ont emporté, mais la normalisation de la politique étrangère allemande et la définition d'une stratégie hors zone se heurtent encore à des limites politiques, financières et géographiques. D'où la difficulté de la réforme des forces armées en cours.

Cette étude fera l'objet d'une suite d'articles publiés en 2001 dans la revue *Politique étrangère*.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX D'UNE CONSTITUTION EUROPÉENNE ISPI, MILAN, 27-28 NOVEMBRE



Organisé conjointement par l'*Istituti per gli Studi di Politica Internazionale* (ISPI), l'Ifri et la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, ce colloque, ouvert par Boris Biancheri pour l'ISPI, Karl Kaiser pour la DGAP et Thierry de Montbrial pour l'Ifri, s'est tenu sous le haut patronage des présidents de la République italienne et de la République fédérale d'Allemagne, Carlo Azeglio Ciampi et Johannes Rau. Philippe Moreau Defarges (photo ci-dessus) et Hans Stark en ont assumé la responsabilité pour l'Ifri. Réunissant experts en matière européenne et spécialistes de droit constitutionnel italiens, français et allemands,

il a permis de lancer une réflexion approfondie sur le contenu d'un projet de constitution européenne, en tenant compte des propositions existantes, du précédent de la *Charte des droits fondamentaux* et de la problématique de la subsidiarité. Les débats ont dégagé les lignes directrices d'un projet de gouvernance pour l'Europe. Celles-ci ont fait l'objet d'une déclaration commune des directeurs de l'ISPI, de l'Ifri et de la DGAP, adoptée à l'issue de la réunion.

Participants :

Roland Bieber, université de Lausanne ; Armin von Bogdansky, Institute of Public Law, université de Francfort ; Jean-Louis Bourlanges, membre du Parlement européen ; Enrique Baron Crespo, ancien président du Parlement européen ; Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen ; Mathias Jopp, Institut für Europäische Politik, François Lafond, Groupement d'études et de recherches Notre Europe ; Dominique Latournerie, Conseil d'État, Paris ; Christian Lequesne, CERI ; Alfonso Lozzo, Movimento Federalista Europeo, Milan ; Andrea Manzella, sénateur et membre de la Convention pour la Charte des droits fondamentaux de l'Union, Rome ; Didier Maus, Association française des constitutionnalistes et université Paris I ; Jürgen Meyer, membre du Bundestag ; Philippe Moreau Defarges, Ifri ; Giorgio Napolitano, Comité des affaires constitutionnelles, Parlement européen ; Lorenzo Ornaghi, ASERI, Université catholique, Milan ; Quentin Peel, *Financial Times* ; Ingo Pernice, Walter Hallstein Institute, Humboldt University, Berlin ; Angelo Maria Petroni, École d'administration publique, Rome ; Franco Pizzetti, université de Turin, directeur de l'École d'administration publique, Rome ; Carlo Secchi, recteur de l'université de Bocconi, ISPI, Global Watch ; Giuseppe Vegas, sénateur, Rome.

CONCERTATION FRANCO-GERMANO-BRITANNIQUE

COLLOQUE BILATÉRAL FRANCO-BRITANNIQUE LE NOUVEAU BILATÉRALISME IFRI, PARIS, 10 MARS



Cette réunion d'une journée, présidée par Dominique Moisi et à laquelle a participé Sir Michael Jay, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, s'inscrivait dans le cadre des échanges

de vues informels menés entre le *Royal Institute of International Affairs* (RIIA, *Chatham House*) et l'Ifri. Elle a été centrée sur l'évolution des relations bilatérales au sein de l'Union européenne. En l'occurrence, les participants français avaient à cœur de se faire préciser les implications pour les relations franco-britanniques des nouvelles orientations européennes de la Grande-Bretagne ; nos interlocuteurs souhaitaient en évaluer la perception, du côté français. Les deux délégations ont enfin exploré les perspectives de coopération franco-britannique dans une Europe élargie.

Autres participants :

Pascale Andréani, ministère des Affaires étrangères, Paris ; Chris Gamble, RIIA ; Guillaume Parmentier, CFE-Ifri ; Stephen Howarth, ambassade de Grande-Bretagne ; Pierre Jacquet, Ifri ; Julian Lindley-French, IES de l'UEO ; Guillaume Parmentier, CFE-Ifri ; John Roper, université de Birmingham ; Monique Saliou, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Paris ; Julie Smith, RIIA ; Ric Todd, ministère des Finances, Londres ; Henri Zipper de Fabiani, ministère de la Défense, Paris.

COLLOQUE TRILATÉRAL FRANCO-GERMANO-BRITANNIQUE EUROPE AFTER NICE RIIA, LONDRES, 30 NOVEMBRE-1^{ER} DÉCEMBRE

Dans le cadre des rencontres tripartites informelles organisées sur une base régulière entre la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, le *Royal Institute of International Affairs* et l'Ifri, à Berlin, Londres ou Paris, des délégations des trois instituts se sont réunies à Londres à l'invitation du RIIA pour confronter leur point de vue sur les principaux enjeux du sommet de Nice. Les discussions, tenues à huis clos, se sont concentrées sur : l'avenir de la Politique européenne commune de sécurité et de défense ; la réforme de l'Union et ses deux volets – la dimension institutionnelle et la question de sa finalité. Outre Philippe Moreau Defarges et Hans Stark (Ifri), la délégation de l'Ifri comprenait Muriel Domenach, ministère de la Défense, et Françoise de La Serre, CERI.

EUROPE DU SUD-EST

Dans l'étude « L'Europe du Sud-Est. Ni paix, ni guerre » publiée dans *RAMSES 2001*, Hans Stark s'est livré à une analyse approfondie de la situation issue de Dayton et de la guerre du Kosovo mais aussi à une évaluation de la politique de stabilisation dans les Balkans, dans ses diverses dimensions ainsi que des sources de déstabilisation potentielle.

L'AVENIR DE L'EUROPE DU SUD-EST DIALOGUE POLITIQUE ET ACTION INTERNATIONALE IFRI, PARIS, 14-15 DÉCEMBRE

En réunissant responsables et experts de tous les pays de l'ex-Yougoslavie, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie, l'Ifri souhaitait contribuer au développement du dialogue régional, et à l'identification des attentes de ces pays vis-à-vis des instances internationales et du dialogue bilatéral. Ce séminaire, organisé par Dominique David, a permis le développement d'un dialogue informel avec des responsables et experts français, articulé autour de trois axes : un état des lieux de l'Europe du Sud-Est tiraillée entre recomposition et fragmentation ; le processus de stabilisation ; les diverses formes de l'action internationale civile et militaire et la dimension européenne. Les débats ont souligné l'importance accordée par les représentants de la région à l'assistance au développement d'institutions démocratiques permettant la restauration de l'État de droit, leur aspiration à une concertation globale visant à régler les problèmes immédiats, leur volonté de dépasser une lecture mythique et fataliste de l'histoire et leur soif de « normalisation ». L'action internationale n'en est pas ressortie indemne : « Dayton est mort en raison de l'absence de volonté politique » ont souligné certains. Le rôle négatif de l'afflux d'ONG, certaines modalités de l'aide des institutions financières internationales, le désenchantement qui a fait suite au « rêve » incarné dans le Pacte de stabilité, ont fait l'objet de critiques non voilées.

Ont notamment participé à cette réunion :

Anton Bebler, université de Ljubiana, Slovénie ; **Olivier Bodin**, co-directeur du bureau conjoint Commission européenne-Banque mondiale, Bruxelles ; **André Erdős**, représentant permanent de la Hongrie auprès de l'ONU ; **Jakob Finci**, président de l'association *Vérité et réconciliation*, Sarajevo ; **Nicolae Micu**, rédacteur en chef du *Romanian Journal of International Affairs*, Bucarest ; **Besnik Mustafaj**, ancien ambassadeur d'Albanie en France ; **Milan Pajevic**, conseiller pour la politique étrangère, chef du cabinet du vice-premier ministre, Serbie ; **Nano Ruzin**, université de Skopje, Macédoine ; **Marcel Trémeau**, ambassadeur, ancien membre de la Mission interministérielle pour l'Europe du Sud-Est ; **Ivan Vejvoda**, directeur exécutif du *Fund for an Open Society*, Belgrade ; **Thierry de Montbrial** et **Hans Stark** pour l'Ifri.

EUROPE ORIENTALE**LES CHOIX DE L'UKRAÏNE****FACE AUX CHOIX DE L'EUROPE****LE TRIANGLE DE WEIMAR****ET LES AMBITIONS EUROPÉENNES DE L'UKRAÏNE****IFRI, PARIS, 18-19 AVRIL**

Cette conférence ouverte au public a été organisée par **Anita Tiraspolsky**, avec le concours de l'ambassade de Pologne en France, de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* de Berlin, de la Fondation *Körber* (Allemagne), de la Fondation internationale *Renaissance* (Ukraine) de l'ambassade d'Ukraine ainsi que du *Centre d'analyse et de prévision* du ministère des Affaires étrangères français. Les débats, introduits par **Jerzy Kloczowski**, directeur de l'Institut de l'Europe du Centre-Est à Lublin, **Thierry de Montbrial** pour l'Ifri et **Alexander Rahr** pour la DGAP et la Fondation *Körber*, se sont articulés autour d'une réflexion sur les contours de la future Union européenne, la place de l'Ukraine en Europe, ses options de politique étrangère et l'état de ses réformes économiques. La qualité des membres des délégations polonaise et ukrainienne, avec notamment la présence du premier vice-ministre des Affaires étrangères ukrainien, **Yevhene Bersheda**, et celle des intervenants allemands,

français et de l'Union européenne, la présence d'un public nombreux ont témoigné de l'importance d'un tel dialogue multilatéral avec les Ukrainiens.

Thierry de Montbrial s'est rendu en Roumanie les 20 et 21 septembre. Il a notamment été reçu par le Président de la République. Élu membre de l'Académie roumaine en 1999, il y a prononcé son discours de réception intitulé « Le sens de l'Histoire » et a donné une conférence à l'institut français de Bucarest sur « L'avenir de l'Union européenne ».

L'EUROPE NORDIQUE**LES PAYS BALTES ET L'UNION EUROPÉENNE****IFRI, PARIS, 24 MAI**

Ce colloque d'une journée, organisé par **Dominique Moisi**, avait une dimension symbolique : il célébrait en présence de M^{me} **Vaira Vīķe-Freiberga**, présidente de la Lettonie, le dixième anniversaire de la restauration de l'indépendance des États baltes. **Pierre Moscovici**, ministre délégué chargé des Affaires européennes, qui a ouvert la conférence aux côtés de **Thierry de Montbrial**, a rappelé les racines historiques de l'appartenance européenne des États baltes et le soutien de la France à leurs projets européens, l'élargissement constituant par ailleurs « une chance de tourner définitivement la page de la guerre froide ». La présidente de la Lettonie a pour sa part insisté sur l'éthique et la responsabilité politique.

La participation de **Kimmo Sasi**, ministre du Commerce extérieur de Finlande, **Algirdas Saudargas**, ministre des Affaires étrangères de Lituanie, **Siim Kalas**, ministre des Finances de la République d'Estonie, **Leif Pagrotsky**, ministre du Commerce de Suède, a témoigné de l'émergence d'un pôle nordique.

Autres participants :

Niels-Jorgen Nehring, Institut national pour la politique étrangère, Copenhague ; **Jacques Rupnik**, CERI ; **Dmitri Trenin**, *Carnegie Endowment for International Peace*, Moscou ; **Hans Stark** Cerfa/Ifri.

« Sécurité européenne et sécurité des États baltes : les vertus de l'ambiguïté stratégique », Jacques Beltran, Politique étrangère n° 1, 2000

LE CENTRE FRANÇAIS SUR LES ÉTATS-UNIS (CFE)

Le CFE

Les activités du centre se déclinent sous la forme de :

- publications : *policy papers*, articles de revue, ouvrages, éditoriaux de presse ;
- rencontres : réunions rassemblant des décideurs des secteurs publics et privés visant à l'établissement d'un dialogue informel avec des experts ; séminaires autour de personnalités américaines de passage en Europe ; conférence annuelle organisée conjointement avec le CUSF, alternativement aux États-Unis et en France ;
- programmes pluriannuels de recherche.

Le centre accueille des experts américains (*visiting scholars*) pour des durées variables. Il dispose d'un site Internet interactif, www.cfe-ifri.org.

Organisation



Le chef du Centre français sur les États-Unis est Guillaume Parmentier, également professeur associé à l'université Paris II. À partir du 1^{er} janvier 2001, le centre bénéficiera de la collaboration d'une associée de recherche, Laurence Nardon, spécialiste des questions spatiales, en résidence au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) à Washington. À terme, le CFE s'appuiera sur cinq ou six experts qui travailleront sur les thèmes d'intérêt majeur pour la relation franco-américaine. Un conseil d'orientation, présidé par Thierry de Montbrial, se réunit deux fois par an.

Financement

Le CFE ne bénéficie pas de subvention publique directe. Les programmes pluriannuels de recherche sont financés par les partenaires intéressés. Ceux-ci ont accès à tous les travaux du centre. Le CFE est soutenu par le *German Marshall Fund of the United States*.

Les relations entre les États-Unis et la France pâtissent d'une connaissance insuffisante et réciproque des systèmes politiques en vigueur de part et d'autre de l'Atlantique. C'est pour pallier cette lacune qu'ont été créés, le **Centre français sur les États-Unis (CFE)**, le 1^{er} septembre 1999 à l'**Ifri** et son homologue le **Center on the United States and France (CUSF)** à la **Brookings Institution** à Washington. Le **CFE** a pour objectif de contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement du système américain – notamment des mécanismes décisionnels – de façon à permettre aux milieux dirigeants, politiques et économiques de mieux comprendre les politiques publiques menées aux États-Unis, dans le domaine économique et social comme dans celui de la politique étrangère.

Indépendant dans ses orientations, ses travaux et ses conclusions, le Centre français sur les États-Unis identifie ses thèmes de recherche en fonction des préoccupations des dirigeants dans la sphère publique et privée et en liaison étroite avec les secteurs concernés et notamment les entreprises qui s'intéressent à son projet. Il travaille en symbiose avec l'**Ifri**.

RENCONTRES ET SÉMINAIRES

L'année 2000 a été dominée par les élections du Président et du Congrès aux États-Unis. Les rencontres organisées par le CFE ont naturellement porté sur les enjeux, dans divers domaines, d'un changement d'Administration à Washington.

CYCLE « POLITIQUE EXTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS »

1^{er} mars

Foreign Policy Priorities of the United States in 2000
Morton H. Halperin, Director, Policy Planning Staff

3 juillet

Enlargement in 2002: Toward a Big Bang?
Bruce P. Jackson, President and Co-Chairman, US Committee on NATO

9 octobre

US Foreign Policy after Clinton: a new President and a new Congress
Prof. Charles A. Stevenson, Policy Planning Staff

CYCLE « ÉLECTIONS 2000 »

3 avril

Après les primaires : fonctionnement et premier bilan
Vincent Michelot, professeur, université Lyon II / Philip H. Gordon, Director, CUSF, et Senior Fellow, Brookings Institution

16 mai

Foreign Policy and Defense Issues in the Presidential and Congressional Elections
Stanley R. Sloan, President, Vienna International Consultants / Pierre Melandri, professeur, université Paris III

27 juin

Elections 2000: The Stakes and Gameplay
Charles E. Cook Jr, Editor, *Cook Political Report* / Alain Frachon, rédacteur en chef, *Le Monde*

CYCLE « POLITIQUE INTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS »

6 juillet

The New Federalism in the United States
Timothy Conlan, Professor, George Mason University

3 octobre

France's Image in the United States in 2000
François Bujon de l'Estang, ambassadeur de France à Washington (cette réunion s'est tenue dans les locaux de Goldman Sachs à Paris)

10 novembre

L'Amérique et nous
Jacques Andréani, ambassadeur de France

CYCLE

« POLITIQUE SPATIALE ET INDUSTRIES DE DÉFENSE »

21 juin

The NATO Defense Capability Initiative and the European Security and Defense Policy: Challenges and Opportunities

Robert G. Bell, Assistant Secretary General for Defense Support, NATO / François Heisbourg, président, Centre de politique de sécurité de Genève

12 juillet

The National Missile Defense and the US Political Debate

Stephen J. Hadley, Partner, Shea and Gardner, Former Assistant Secretary of Defense / Christopher J. Makins, President, Atlantic Council of the United States

23 octobre

French Armaments Export Policy

François Heisbourg, président, Centre de politique de sécurité, Genève, et un groupe de hauts fonctionnaires du Congrès. Séminaire organisé avec le concours de Simon Serfaty, Center for Strategic and International Studies, Washington D.C., et le Stimson Center, à titre d'information pour mettre au point les projets de réforme des systèmes d'exportations d'armes américaines.

(Cette réunion s'est tenue à la Maison de la Chimie à Paris)

CONFÉRENCE ANNUELLE - LA NOUVELLE ADMINISTRATION ET LE NOUVEAU CONGRÈS : OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?

IFRI, PARIS, 7-8 DÉCEMBRE

La première conférence annuelle du CFE s'est déroulée dans un contexte tout autre que celui initialement prévu : l'incertitude, liée à l'impasse électorale en Floride, sur l'issue de l'élection présidentielle. Cette incertitude a conféré aux débats, où la dimension partisane a parfois affleuré, un caractère particulièrement utile. Les objectifs de la conférence étaient doubles :

- débattre des perspectives ouvertes par les élections présidentielle et parlementaires dans le domaine de la politique et de la société – notamment des valeurs morales et sociales américaines – ; dans celui de l'économie – les intervenants se sont interrogés sur l'irréversibilité de l'avance prise par les États-Unis sur l'Europe et sur l'impact du prix élevé de l'énergie sur l'économie américaine – ; enfin dans celui de la politique étrangère et de défense où la question du « leadership » américain et celle de l'avenir de la NMD et des dépenses militaires ont été abordées ;



Marc E. Leland, Philip H. Gordon



Anne Deysine, Alain Frachon, Thomas E. Mann, Charles E. Cook

- faire venir à Paris d'éminents spécialistes américains qui ne se rendent pas fréquemment en Europe.

Ouverte à un public limité et choisi, cette conférence a réuni environ quatre-vingts spécialistes et décideurs français et américains. Elle a été organisée grâce au soutien du German Marshall Fund of the United States et à celui du ministère des Affaires étrangères. Le CFE est également reconnaissant à la direction d'Amérique de ce ministère et à l'ambassade des États-Unis à Paris d'avoir bien voulu accueillir les participants en marge de la conférence.

Intervenants américains :

Charles E. Cook, *Cook Political Report* ; Mary H. Cooper, *Congressional Quarterly Research* ; Paul E. Gallis, *Congressional Research Service* ; Philip H. Gordon, *CUSF/Brookings Institution* ; John C. Hulsman, *Heritage Foundation* ; David Ignatius, *International Herald Tribune* ; Charles A. Kupchan, *Council on Foreign Relations* ; Marc E. Leland, *German Marshall Fund of the United States* ; James M. Lindsay, *Brookings Institution* ; Thomas E. Mann, *Brookings Institution* ; Fareed Mohamedi, *The Petroleum Finance Company* ; Alice Rivlin, *Brookings Institution* ; Alan Wolfe, *Boston College*.

Intervenants français :

Gilles Andréani, Cour des comptes ; Patrick Artus, Caisse des dépôts et consignations ; Denis Babusiaux, Institut français du pétrole ; Pierre-René Bauquis, TotalFinaElf ; Anne Deysine, université Paris X-Nanterre ; Alain Frachon, *Le Monde* ; Patrick Messerlin, IEP, Paris ; Guillaume Parmentier, CFE/Ifri ; Bruno Racine, Cour des comptes.

Chercheur invité :

Timothy Conlan, *George Mason University*, a résidé à l'Ifri dans le cadre du CFE du 23 juin au 13 juillet. Il y a mis au point son *policy paper*, *The Challenge of Dual Sovereignty: The Rehnquist Court and Contemporary American Federalism*, avec l'assistance de François de Chantal de l'université d'Orléans.

Policy Papers (à paraître)

Les États-Unis et les Nations unies
Alexandra Novosseloff, université Paris II

The International Leadership of the 107th Congress of the United States A Handbook for French and European Users

Le contrôle des systèmes commerciaux d'observation spatiale par les autorités américaines, Laurence Nardon, CFE, Washington

Projet CFE

Un programme de long terme sur les politiques spatiales américaines sera mis en œuvre par Laurence Nardon dès le début de l'année 2001. L'objectif de ce projet est d'évaluer les modifications éventuelles apportées par la nouvelle Administration aux orientations adoptées dans le domaine de l'espace militaire, civil et industriel : projets de militarisation active de l'espace ; programme d'une nouvelle génération de lanceur, etc. Les décisions des États-Unis, première puissance spatiale mondiale, sont en effet cruciales pour l'Europe au moment où celle-ci modifie ses structures de gestion des questions spatiales.

QUESTIONS ASIATIQUES

Le CSCAP et le CSCAP Europe

Le Conseil pour la coopération et la sécurité en Asie-Pacifique ou CSCAP est né en 1993 de la volonté de dix pays d'Asie-Pacifique de mettre en place un processus régional structuré contribuant au débat sur les mesures de confiance dans cette région du monde.

Le Conseil réunit aujourd'hui l'ensemble des pays de la région en comités membres – y compris la Corée du Nord –, l'Union européenne, les États-Unis et la Russie. Depuis l'adhésion de la Chine populaire en 1996, Taiwan y associe des experts en leur qualité propre. Le CSCAP permet des débats informels entre officiels en leur titre personnel et experts membres du réseau. C'est un canal d'information et de propositions auprès du Forum régional de l'ASEAN (ARF).

Le Comité européen du CSCAP ou *CSCAP Europe* s'est structuré autour des instituts européens reconnus pour leur expertise et leur analyse stratégique sur la région Asie-Pacifique. Doté d'un statut d'observateur en 1993, le CSCAP Europe est devenu membre à part entière du CSCAP en décembre 1998. Le CSCAP Europe réunit les principaux experts européens, les membres de l'administration et des représentants du secteur privé qui manifestent un intérêt pour les questions de sécurité en Asie-Pacifique. Il compte aujourd'hui 90 membres.

Le CSCAP Europe est co-présidé par François Godement (France), Tom Hart (Centre for Pacific Asia Studies, Stockholm University, Suède), Hanns Maull (Université de Trier, Allemagne) et Michael Leifer (Royaume-Uni, décédé en mars 2001). Régine Serra est responsable du Secrétariat. (Site internet : www.cscapeurope.org)

En 2000, la rencontre historique entre Kim Dae-jung et Kim Jong-il en juin a constitué un événement majeur – bien que sa portée demeure évasive – tant il est vrai que de l'avenir des relations inter-coréennes dépend l'équilibre stratégique de toute la région. Par ailleurs, la défaite du Kuomintang et l'élection de Chen Shui-bian issu du parti prônant l'indépendance de Taiwan ont marqué un tournant dans les relations entre Pékin et Taïpeh. Si, à des degrés divers, les économies d'Asie, à l'exception du Japon, ont affiché une reprise remarquable, leurs vulnérabilités, notamment financières, demeurent.

Les activités du secteur Asie se sont articulées autour de la diplomatie préventive, la politique chinoise, certains aspects de l'après-crise asiatique ainsi que sur la coopération Europe-Asie. Les dialogues bilatéraux avec des chercheurs et des responsables de Corée, de Chine et du Japon ont par ailleurs été poursuivis.

DIPLOMATIE PRÉVENTIVE ET GESTION DE CRISES

Ce programme de recherche se concentre sur les évolutions stratégiques en Asie orientale. L'architecture de sécurité régionale, la situation dans la péninsule coréenne et la question de Taiwan sont naturellement au cœur de ses préoccupations.

Les liens de l'Ifri avec le Comité européen du *Conseil pour la coopération et la sécurité en Asie-Pacifique* (CSCAP Europe) – dont François Godement assume la co-présidence et Régine Serra, le Secrétariat – lui permettent de prendre une part active au dialogue informel (*second track*) mené avec les pays d'Asie sur la sécurité régionale.

CSCAP EUROPE : RÉUNION PLÉNIÈRE
IFRI, PARIS, 22 JUIN

S'appuyant sur les travaux effectués dans le cadre du CSCAP, cette conférence, qui réunissait 25 membres européens du CSCAP, avait pour objet d'évaluer la pertinence de l'expérience de l'OSCE pour la gestion des conflits en Asie-Pacifique. Il s'agissait également de discuter des politiques européennes à l'égard de la Chine et de la question de Taiwan ainsi que de la Corée du Nord. Sur ce dernier thème, les débats ont illustré les divergences entre la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Outre François Godement, Hanns Maull, université de Trier et Tom Hart, Centre for Pacific Asia Studies, université de Stockholm, tous deux également co-présidents du CSCAP Europe, ont introduit les différents thèmes de débat.



Hanns Maull, François Godement, Thomas Hart

Autres participants :

Ramses Amer, SIPRI, Suède ; Arnaud d'Andurain, CAP, ministère des Affaires étrangères, France ; Maurice Berou, CEDOCAR, ministère de la Défense, France ; Thomas Buchsbaum, OSCE, Autriche ; Isabelle Cordonnier, DAS, ministère de la Défense, France ; Hélène Da Costa, RFI, France ; Thérèse Delpech, Commissariat à l'énergie atomique, France ; François Heisbourg, Centre de politique de sécurité de Genève, Suisse ; James Hoare, FCO, R-U ; Harold Hyman, Radio classique, France ; Onno Kervers, ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas ; Heinrich Kreft, ministère des Affaires étrangères, RFA ; Paul Lim, European Institute for Asian Studies, Belgique ; Antonio Marquina, UNISCI, Espagne ; David Mc Mahon, FCO, R-U ; Matthias Nass, Die Zeit, RFA ; Jean-Luc Racine, Centre d'études sur l'Inde, France ; Régine Serra, Ifri, France ; Cornelius Sommer, ministère des Affaires étrangères, RFA ; Michael Yehuda, London School of Economics, R-U.

**THE ASIA PACIFIC SECURITY FORUM (APSF)
2000 ROUNDTABLE
CONFLICT AND CRISIS MANAGEMENT IN THE
ASIA-PACIFIC AREA OF THE NEW CENTURY
IFRI, PARIS, 7-8 SEPTEMBRE**



Ce colloque organisé par **François Godement** et **Régine Serra** a réuni d'éminents experts et représentants de l'administration européens, américains et asiatiques. Les participants se sont efforcés de préciser les concepts de crise/conflit avant d'aborder le cas de la péninsule coréenne puis celui de la mer de Chine du Sud et des relations Chine/Taiwan. Il a été souligné que la faiblesse du cadre multilatéral en Asie rendait les diverses options de gestion des crises inadéquates. L'importance du rôle des États-Unis – dont les limites ont cependant été soulignées – et de celui d'acteurs extérieurs pour créer un environnement favorable à la résolution des conflits a été rappelée. Dans la péninsule coréenne comme dans le détroit de Taïwan, les participants ont convenu de la volonté des protagonistes d'éviter l'escalade au niveau d'une crise. En mer de Chine du Sud, si la Chine et l'ASEAN font des efforts pour définir et adopter un code de conduite et des mesures de confiance, les intervenants ont relevé que l'exclusion de Taïwan du processus de négociations constituait un point de blocage.

Cette réunion a été organisée avec le concours de l'*Institute for National Policy Research* (INPR) de Taipei, de l'*Institute for Security and Development Studies* (ISDS) de Manille, du *Pacific Forum* du *CISIS*, Honolulu. **Don M. Hong**, Board of Trustees, INPR, **James A. Kelly**, président du *Pacific Forum CSIS*, **Carolina Hernandez**, président de l'*ISDS* ainsi que **Thierry de Montbrial** y participaient.

Autres participants :

Gilles Andréani, IISS, R-U ; **Jean-Pierre Cabestan**, CEFC, Hong-Kong, France ; **Richard Cobbold**, Royal United Services Institute for Defence Studies, R-U ; **Ralph Cossa**, Pacific Forum CSIS, E-U ; **Nicole Gnesotto**, Institut d'études de sécurité de l'UEO, France ; **Peter Hazdra**, National Defense Academy, Institute for International Peace Support, Autriche ; **Ra Jong-yil**,

Kyunghee University, Corée ; **Christopher C. Joyner**, Georgetown University, E-U ; **Shih-hsiung Chow**, INPR, Taïwan ; **Yun-han Chu**, National Taiwan University, Taïwan ; **Christian Lechervy**, ministère de la Défense, France ; **Chih-cheng Lo**, Soochow University, Taïwan ; **Guillaume Parmentier**, CFE-Ifri ; **Robert Suettinger**, The Brookings Institution, E-U ; **Stein Tonnesson**, Center for Development and Environment, University of Oslo, Norvège ; **Frank Umbach**, DGAP, RFA ; **Jusuf Wanandi**, CSIS, Djakarta, Indonésie ; **Michael Yahuda**, London School of Economics, R-U ; **Cheng-yi Lin** et **Yann-huei Song**, Institute of European and American Studies, Academia Sinica, Taïwan ; **You Ji**, University of New South Wales, Australie.



Réunion de l'Asia Pacific Security Forum

DIALOGUE BILATÉRAL

**DIALOGUE FRANCO-CORÉEN :
QUATRIÈME FORUM FRANCE-CORÉE
IFRI, PARIS, 16-17 MARS**

Autres participants :

Pour la délégation coréenne : **Ha Young-sun**, université nationale de Séoul ; **Yim Sung-joon**, ministère des Affaires étrangères, Séoul ; **Chung Chung-Whan**, université de défense nationale, Séoul ; **Lee Seon**, Institut coréen d'économie industrielle et du commerce, KIET, Séoul ; **Nam Chan-soon**, Don-A Ilbo ; **Choe Chung-ho**, mission Corée 2000 ; **Kim Hwa-young**, université de Corée. Pour la délégation française : **Jean-Philippe Cotis**, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris ; **Dominique Girard**, ministère des Affaires étrangères, Paris ; **Dominique Moïsi**, Ifri ; **Philippe Moreau Defarges**, Ifri ; **Guillaume Parmentier**, CFE-Ifri ; **Frédérique Sachwald**, Ifri ; **Guy Sorman**.



Don M. Hong



James A. Kelly



Carolina Hernandez

« *French policy towards China: a redefinition* », François Godement et Régine Serra, dans *Europe, China and the two SARs. Towards a New Era*, Miguel Santos et Brian Bridges (eds.), Macmillan Press Ltd, Londres, 2000

« *Chine. De la crise asiatique au choc de l'OMC* », François Godement, dans *RAMSES 2001*

« *100 ans de Chine : de la révolte des Boxers au grand pas en avant vers l'intégration globale* », François Godement, *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, « 1900-2000 : Cent ans de relations internationales »

DIALOGUE FRANCO-JAPONAIS :
JAPAN EUROPE COOPERATION TOWARD THE XXIST CENTURY
IFRI-JIIA, PARIS, 25-26 SEPTEMBRE

Le dialogue franco-japonais s'articule notamment autour des rencontres régulières tenues – à l'initiative de **François Godement** – entre l'Ifri et le *Japan Institute for International Affairs* (JIIA) depuis 1991 sur les questions de sécurité. Cette année, pour répondre au questionnement japonais, une session particulière a été consacrée à la mise en place de l'euro, son impact sur le système financier international et une possible internationalisation du yen. La délégation japonaise était conduite par l'ambassadeur **Hisashi Owada**, président du JIIA, qui a ouvert la réunion aux côtés de **Thierry de Montbrial**. Cette réunion était organisée par **François Godement** avec l'assistance de **Régine Serra**.



Thierry de Montbrial et Hisashi Owada

Autres participants :

Michel Aglietta, université Paris X et Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; **Patrick Allard**, CAP, ministère des Affaires étrangères, Paris ; **Isabelle Cordonnier**, DAS, ministère de la Défense, Paris ; **Akira Hayashi**, ambassadeur du Japon à Rome ; **Pierre Jacquet**, Ifri ; **Sadaharu Kataoka**, JIIA ; **Seichi Kondo**, OCDE ; **Hideya Kurata**, JIIA ; **Satoshi Morimoto**, Takushoku University ; **Françoise Nicolas**, Ifri ; **Masahiro Omura**, JIIA ; **Guillaume Parmentier**, CFE-Ifri ; **Anita Tiraspolsky**, Ifri ; **Shinichi Yoshikuni**, Banque du Japon (bureau de Londres).

DIALOGUE FRANCO-CHINOIS

L'un des axes de ce dialogue est la tenue régulière de rencontres entre l'Ifri et le Forum des réformateurs de Chine (CRF).

TROISIÈME RENCONTRE IFRI-CRF
PÉKIN, 13-14 OCTOBRE

Co-présidée par **Thierry de Montbrial** et **Li Junru**, vice-président du CRF et de l'École centrale du Parti communiste chinois, cette rencontre préparée par **François Godement** et **Régine Serra** et à laquelle participait **Pierre Morel**, ambassadeur de France à Pékin, a permis des échanges approfondis. Les participants chinois ont manifesté une grande confiance dans la capacité de la Chine à soutenir le choc de l'entrée dans l'OMC. Ils ont par ailleurs souhaité que l'Europe se démarque des États-Unis et soit plus présente en Asie. Si les relations sino-japonaises demeurent pour eux un obstacle à une meilleure intégration régionale de la Chine, la participation de la Chine aux structures multilatérales a été réaffirmée.

Autres participants :

Outre **François Godement** et **Régine Serra** : **Patrick Artus**, et **Véronique Seltz**, Caisse des dépôts et consignations ; **Jean-Pierre Cabestan**, Centre d'études français sur la Chine contemporaine, Hong-Kong ; **Zhang Hanlin**, université des relations économiques et commerciales avec l'étranger ; **Ding Kuisong**, Forum des réformateurs ; **Christian Lechery**, ministère de la Défense, Paris ; **Jean-Pierre**



Thierry de Montbrial, Zhen Bijan, président du CRF, Pierre Morel



Rencontre Ifri-CRF, Pékin, 13-14 octobre

Lehmann, Institut international de développement de la gestion (IMD), Lausanne ; Alexandra Novosseloff, DAS, ministère de la Défense, Paris ; Guillaume Parmentier, CFE-Ifri ; Kang Shaobang, Institut sur la stratégie, École supérieure du Parti communiste chinois ; Feng Zhongping, Institut des études des relations internationales modernes.

PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LA CHINE

Depuis 1998, l'Ifri a mis sur pied un programme de recherche sur la Chine dont l'objectif est d'analyser chaque année une question spécifique. Le premier volet de ce programme a été consacré à la participation de la Chine dans les dialogues multilatéraux de sécurité en Asie-Pacifique ; le deuxième volet a permis d'analyser les relations sino-américaines (publication des travaux en mai 2001 dans la collection « Les études de la Documentation française »). En 2000, un groupe de travail restreint s'est penché sur « les débats politiques en Chine ». Celui-ci s'est réuni le 6 septembre sous la direction de François Godement et avec la participation de Régine

Serra. À partir du débat sur les réformes économiques et sur la question de Taiwan, il a permis d'analyser la relation entre le président Jiang Zemin et son premier ministre Zhu Rongji. Il a par ailleurs fait apparaître des divergences au sein de l'armée, tout en confirmant la qualité des relations de Jiang Zemin avec celle-ci. Des articles tirés des études réalisées par David Zweig, Hong Kong University of Science and Technology, You Ji, University of New South Wales, Australie, et Szu-yin Ho, National Chengchi University de Taïpei, ont été publiés dans *Politique étrangère*. Ce programme est renforcé par l'accueil régulier de délégations de chercheurs chinois.

COOPÉRATION EUROPE-ASIE

COOPÉRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Dans le cadre du Conseil pour la coopération Europe-Asie (CAEC) dont l'Ifri est l'un des membres fondateurs (voir encadré CAEC), François Godement a coordonné en 1999, avec Chia Siow-yue, directeur de l'*Institute of*

PETITS-DÉJEUNERS DÉBAT

30 mars

Chine, le risque de guerre est-il crédible ?

WEI Jingsheng, écrivain dissident

SÉMINAIRES

26 juin

Autour de Yang Xiyu, directeur de l'Institut du développement mondial, Centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires d'État, Pékin

14 décembre

Autour de Tang Shubei, président du Centre d'études des relations entre les deux rives du détroit de Taïwan, Pékin

CAEC

Le Conseil pour la coopération Europe-Asie (CAEC) a été créé en mai 1996, dans la foulée du premier sommet de l'ASEM, par douze instituts de recherche européens et asiatiques déterminés à stimuler la coopération entre les deux régions. Ses travaux sont destinés à soutenir le processus de l'ASEM. Le *Japan Institute for International Exchange* (Tokyo) et le département des études Asie-Pacifique à l'université de Trier (Allemagne) en assurent respectivement le secrétariat pour l'Asie et pour l'Europe. Le secrétariat européen héberge le site du CAEC : www.caec-asiaeuropa.org.

« A new relationship between the West and Pacific Asia? »,

François Godement, dans *Towards Recovery in Pacific Asia*, Gerald Segal and David S.G. Goodman (eds.) (Economic and Social Research Council, Pacific Asia Programme) Routledge, janvier 2000

Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis,

La coopération Europe-Asie : au-delà de la crise financière, sous la direction de François Godement, Rapport du Conseil pour la coopération Europe-Asie (CAEC), « Les Cahiers de l'Ifri », n° 31, mai 2000

Southeast Asian Studies (ISEAS) de Singapour, un groupe de travail sur « Les politiques monétaires et financières en Europe et en Asie ». Le rapport de synthèse de ce groupe, publié par l'Ifri, a été présenté au sommet de l'ASEM à Séoul en octobre. Il recommande l'adoption de mesures de coopération monétaire en Asie.

POLITIQUES SOCIALES

En mai-juin, François Godement a mené une étude sur « Les transitions sociales en Asie » pour la Banque mondiale. Il en a fait une présentation intitulée « Models and Politics for Asian Social Policies » lors du séminaire Banque mondiale/ASEM « Towards the New Social Policy Agenda in East Asia » tenu à Paris le 27 juin.

La question des politiques sociales dans l'Asie de l'après-crise fera l'objet d'une nouvelle étude dans le cadre du CAEC en vue du prochain sommet de l'ASEM.

VOYAGE D'ÉTUDE

François Godement a participé à un voyage d'étude au Vietnam organisé par l'ADETEF (Association pour le développement des échanges en technologie économique et financière) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, du 18 au 25 octobre. Il a pris part à la première réunion du Forum économique et financier franco-vietnamien mis en place par ce ministère et l'Institut de stratégie du développement du ministère du Plan et de l'Investissement vietnamien, au cours de laquelle il a présenté une communication sur « Les modèles de croissance en Asie ».

Projet

L'Ifri a décidé de regrouper ses activités sur l'Asie au sein d'un centre de recherche et de rencontres – Centre Asie Ifri – placé sous la responsabilité de François Godement. Cette restructuration a pour objectif de renforcer l'interaction avec les acteurs privés ainsi que les programmes de recherche. Régine Serra assurera la coordination des études et des programmes.



Voyage au Vietnam, 18-25 octobre

MOYEN-ORIENT ET MÉDITERRANÉE

SÉMINAIRES

19 mai

*Le rôle de l'Irak : relations internationales et pétrole*Saadoun Hammadi,
président de l'Assemblée nationale
de la République d'Irak

30 mai

*Le triangle syro-libano-israélien :
une autre occasion manquée ?*Ambassadeur Edward P. Djerejian,
directeur du James A. Baker III Institute for
Public Policy, Rice University, Houston, Dallas,
États-UnisPrésidente de séance :
May Chartouni-Dubarry

Edward P. Djerejian, May Chartouni-Dubarry

*Armée et nation en Égypte :
pouvoir civil, pouvoir militaire,*
May Chartouni-Dubarry (dir.),
« Les Notes de l'Ifri », n° 31
(à paraître)

Voyage d'étude

May Chartouni-Dubarry s'est rendue au
Proche-Orient du 24 au 30 juillet et du
28 août au 1^{er} septembre dans le cadre de
l'étude « Sud-Liban : scénarios de crise »
(à paraître dans « Les Notes de l'Ifri »).

Alors que le Moyen-Orient semblait engagé sur la voie de la paix, il bascule à nouveau dans la guerre avec le deuxième soulèvement palestinien, connu sous le terme générique de l'« Intifada al Aqsa ». L'instabilité gouvernementale endémique en Israël, les incertitudes quant aux enjeux de succession en Palestine et en Syrie, la permanence du statu quo en Irak et le changement d'Administration aux États-Unis constituent autant d'éléments d'incertitude pesant sur la stabilité régionale.

MOYEN-ORIENT

IRAK : DIX ANS D'EMBARGO
IFRI, PARIS, 30 JUIN

Ce séminaire restreint et confidentiel organisé par May Chartouni-Dubarry, en étroite collaboration avec le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères, a rassemblé des chercheurs de terrain, des universitaires et des diplomates. Il s'est articulé autour de deux volets. Le premier, axé sur le bilan des effets internes de l'embargo, a surtout tenté de réviser nombre d'idées reçues sur l'Irak afin de mieux cerner la société et l'État qui ont émergé à l'issue de dix ans de sanctions internationales. Ont ainsi été abordées les questions suivantes : Que reste-t-il de l'appareil d'État, de l'idéologie baathiste, de l'administration et des institutions civiles ? La déliquescence des classes moyennes augure-t-elle d'une recomposition socio-économique en profondeur ? Quel est l'impact réel de dix ans d'embargo sur les équilibres interconfessionnels et ethniques ? Enfin, quelles sont les perspectives pour la jeunesse irakienne d'aujourd'hui (la « génération embargo ») ? Le deuxième axe des discussions, délibérément prospectif, a abordé les moyens de sortir de l'impasse actuelle. La question centrale a porté sur le rôle que l'Union européenne et plus spécifiquement la France pourraient être amenées à jouer dans la perspective d'un assouplissement et/ou d'une révision du régime de sanctions et d'une réinsertion régionale de l'Irak.

L'organisation de ce séminaire a bénéficié tout particulièrement de l'expertise de *Loulouwa*

al-Rachid, chercheur, IEP, Paris.

Autres participants :

Issam al-Khaffaji, Leden University, Pays-Bas ; Volker Perthes, Stiftung Wissenschaft und Politik, Allemagne ; Olivier Roy, CNRS, France ; Charles Tripp, SOAS, Londres, Royaume-Uni ; Marc Barety, Michel Foucher, Patrick Lamentini, Ludovic Pouille, ministère des Affaires étrangères.

May Chartouni-Dubarry a traité du thème French Policy in the Middle-East : the Case of Hizbullah lors de la « 4^e US European Consultation on the Middle-East » co-organisée par le Council on Foreign Relations (New York) et le ministère des Affaires étrangères de la RFA, à Berlin (14-15 mars).

Rémy Leveau a effectué une mission de prospective à Bagdad pour le compte du ministère de la Recherche afin d'étudier l'ouverture possible d'un centre de recherche en sciences sociales et humaines en Irak dans le cadre de la réorganisation des centres de recherche français au Moyen-Orient.

MÉDITERRANÉE

LA PESC ET LA MÉDITERRANÉE :
LES IMPLICATIONS
DE LA CHARTE DE PAIX ET DE STABILITÉ
IFRI, PARIS, 23-24 OCTOBRE

Ce colloque international organisé par May Chartouni-Dubarry, sous le haut patronage du ministre de la Défense, a réuni des personnalités politiques et d'éminents experts européens et méditerranéens. *Marc Perrin de Brichambaut* a ouvert la conférence aux côtés de *Thierry de Montbrial*. À la veille du sommet de Marseille de novembre (Barcelone IV), l'objectif était de susciter le débat sur l'interaction entre deux enjeux-clefs pour la présidence française de l'Union européenne : la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) avec son corollaire la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) d'une part, et le projet de Charte euro-méditerranéenne de paix et de stabilité de l'autre. Le regain de tension au Moyen-Orient a dominé les débats et a souligné les limites de la



Mark A. Heller, Volker Perthes, May Chartouni-Dubarry, Mahdi F. Abdul-Hadi, Nadim Shehadi

Le partenariat euro-méditerranéen. La dynamique de l'intégration régionale, Rapport du groupe de travail Méditerranée « Économies et migrations », présidé par Rémy Leveau, La Documentation française, juin 2000



André Azoulay, Thierry de Montbrial, Assia Bensalah Alaoui

politique méditerranéenne de l'UE. Le changement de majorité en Israël n'aura en effet pas suffi à relancer le processus de Barcelone, gelé sous le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Les intervenants ont convenu que le partenariat euro-méditerranéen – et la ratification de la Charte – ne pouvait se faire sans un règlement juste et global du conflit israélo-arabe. Les avis étaient plus partagés sur le rôle politique que l'Europe, principal pourvoyeur de fonds du processus de paix, devrait jouer au Proche-Orient. Pour les

participants israéliens, le seul arbitre ou « facilitateur » crédible demeure les États-Unis. Les intervenants égyptien, libanais et palestinien ont, au contraire, insisté sur la nécessité, vitale aujourd'hui au regard de la crise que traverse le processus d'Oslo, d'un cadre multilatéral de négociations pour traiter de questions de statut final telles que Jérusalem et les réfugiés. *Hervé de Charette*, ancien ministre, député du Maine-et-Loire et président de l'Institut EUROMED, a clôturé le colloque.

Cette conférence a été organisée grâce au concours de la Délégation aux affaires stratégiques.

Autres participants :

Mahdi F. Abdul-Hadi, PASSIA, Palestine ; **Roberto Aliboni**, Istituto Affari Internazionali, Italie ; **Khalid Alioua**, ancien ministre du Développement social, de la Solidarité, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Maroc ; **André Azoulay**, conseiller du Royaume du Maroc ; **Assia Bensalah Alaoui**, Centre d'études stratégiques, université Mohamed V, Rabat, Maroc ; **Boris Biancheri**, Istituto per gli studi di Politica Internazionale, Italie ; **Stephen Calleya**, Mediterranean Academy of Diplomatic Studies, Malte ; **Jean-Pierre Courtois**, ministère des Affaires étrangères, France ; **Jean-François Daguzan**, Fondation pour la recherche stratégique, France ; **Abdelwahab Diab**, Faculté de droit de Rouen ; **Rachid Driss**, AEI, Tunisie ; **Roland Dubertrand**, ministère des Affaires étrangères, France ; **Michel Foucher**, Centre d'analyse et de prévision, ministère des Affaires étrangères ; **Abdel Rahman Hadj Nacer**, SBFI/Natexis Banques populaires ; **Mark A. Heller**, Jaffee Center for Strategic Studies, Israël ; **George Joffé**,

Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais, Portugal ; **Dominique Moïsi**, Ifri ; **Philippe Moreau Defarges**, Ifri ; **Volker Perthes**, Stiftung Wissenschaft und Politik, Allemagne ; **Avi Primor**, Tel-Aviv University, Israël ; **Abdel Monem Saïd Aly**, Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies, Égypte ; **Nadim Shehadi**, Centre for Lebanese Studies, Royaume-Uni ; **Claire Spencer**, Centre for Defence Studies, Royaume-Uni ; **Andreas Strub**, Conseil de l'Union européenne, Belgique ; **Fred Tanner**, Centre de politique de sécurité de Genève, Suisse ; **Alvaro de Vasconcelos**, Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais, Portugal.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES MÉDITERRANÉENNES (IEPM)

POLITICAL, ECONOMIC AND CULTURAL COMPONENTS OF THE EMERGING MEDITERRANEAN IDENTITY
IEPM, MONACO, 17-18 JUILLET

Cette réunion d'experts, organisée par **May Chartouni-Dubarry**, a clôturé la première phase de recherche lancée par l'IEPM. Rassemblant des politologues et des économistes, ce séminaire avait pour objectif d'analyser les facteurs politiques, socio-économiques et culturels susceptibles de contribuer à l'émergence et à la viabilité d'un espace euro-méditerranéen, tel que conçu par le processus de Barcelone. La dimension politico-stratégique de l'étude, réalisée par l'Ifri, a privilégié trois axes de réflexion : le rôle de l'Union européenne dans la consolidation et la « multilatéralisation » de la paix au Moyen-Orient, à travers deux perspectives, arabe et israélienne ; l'implication de l'Europe du Nord dans la construction d'un espace euro-méditerranéen (deux points de vue allemand et britannique) ; enfin, les déterminants historiques, politiques et institutionnels d'une Europe méditerranéenne. Trois études, conçues par l'ISPI, mettent l'accent sur les aspects culturels et économiques du projet d'intégration euro-méditerranéenne : la première tente de définir une identité méditerranéenne en s'appuyant sur le cas de Jérusalem ; la seconde traite de l'économie

L'Institut d'études politiques méditerranéennes, IEPM

L'IEPM a été créé en 1999 par l'*Istituto per gli Studi di Politica Internazionale*, ISPI, Milan, et l'Ifri avec le soutien de la Principauté de Monaco et d'établissements français et monégasques. Indépendant, l'IEPM a une double vocation :

- promouvoir la recherche et le débat sur l'ensemble des questions méditerranéennes. Un programme de recherche est établi chaque année ;
- être un forum favorisant l'interaction entre décideurs politiques, personnalités du monde économique, universitaires et experts ainsi que représentants des médias de l'ensemble de la région dans le cadre de rencontres régulières. L'IEPM est une association de droit monégasque. Son siège est situé à Monaco. La présidence de l'IEPM est assurée alternativement par l'ISPI et par l'Ifri par période de trois ans. **Thierry de Montbrial** a été nommé président en 1999. **May Chartouni-Dubarry** assure la coordination de la recherche pour l'Ifri.

EuroMeSCo

EuroMeSCo est un réseau non gouvernemental créé en 1996, avec le concours financier de la Commission européenne, et rassemblant les instituts de politique étrangère indépendants issus des 27 États signataires de la Déclaration de Barcelone qui a instauré le Partenariat euro-méditerranéen (PEM). EuroMeSCo vise à favoriser le dialogue politique et de sécurité au niveau des sociétés civiles et plus spécialement des experts, chercheurs et universitaires en fonctionnant en tant que mesure de confiance du PEM.

« *Esquisse d'un changement politique au Maghreb* », Rémy Leveau, *Politique étrangère*, n° 2/2000

politique de l'aide étrangère ; la troisième aborde le rôle des petites et moyennes entreprises comme condition d'un développement durable au sud de la Méditerranée. Les contributions à ce séminaire feront l'objet d'une publication.

Participants :

Sergio Alessandri, *University of Modena and Reggio Emilia*, Italie ; **Roberto Aliboni**, *Istituto Affari Internazionali*, Italie ; **Stefania Bazzoni**, *ISPI*, Italie ; **Franco Bruni**, *ISPI*, Italie ; **Simona Gallotta**, *ISPI*, Italie ; **Michel Grinda**, *Compagnie monégasque de Banque*, Monaco ; **Mark A. Heller**, *The Jaffee Center for Strategic Studies*, Tel-Aviv University, Israël ; **George Joffé**, *Royal Institute of International Affairs*, Royaume-Uni ; **Francesco Lovecchio**, *Banca di Italia*, Italie ; **Enrico Molinaro**, *The Truman Research Institute for the Advancement of Peace*, The Hebrew University of Jerusalem, Israël ; **Francoise Nicolas**, Ifri et université de Marne-la-Vallée ; **Volker Perthes**, *Stiftung Wissenschaft und Politik*, Allemagne ; **Fabio Petito**, *London School of Economics and Political Sciences*, Royaume-Uni ; **Alessandro Politi**, *ministère de la Défense*, Italie ; **Nadim Shehadi**, *Center for Lebanese Studies*, Oxford, Royaume-Uni ; **Alvaro de Vasconcelos**, *Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais*, Portugal.

EUROMESCO

L'Ifri est membre de l'*Euro-Mediterranean Study Commission*, EuroMeSCo. Il est représenté par **May Chartouni-Dubarry** au *Steering Committee*. L'institut sera l'hôte de la réunion plénière en 2001.

MAGHREB

ALGÉRIE : LES RAISONS D'UNE IMPROBABLE SORTIE DE CRISE

Cette étude, menée sous la direction de **Khadija Mohsen-Finan**, s'appuie sur les contributions de quatre observateurs de la scène politique algérienne. **Lakdar Benchiba** et **Nahid Fakhri**, politologues algériens, évaluent respectivement l'évolution du système politique et le sens de la réduction de la violence ; **Akram Ellyas**, journaliste à *La Tribune*, analyse le rôle de

l'armée et **Saïd Haddad**, économiste, enseignant au CREC, Saint-Cyr, aborde les perspectives économiques et sociales. L'étude fait apparaître un grand scepticisme sur les perspectives de changement, malgré les espoirs suscités par l'élection en 1999 du président Bouteflika. Sur le plan politique, en raison de l'échec de la politique de réconciliation avec le FIS et d'une conception du changement limitée au rétablissement de la fonction du chef de l'État d'une part, de l'attachement de l'armée au statu quo d'autre part. Sur le plan économique, car l'économie algérienne demeure une économie rentière incapable de générer des emplois. Paradoxalement, à terme, c'est dans l'évolution de l'armée vers un esprit républicain et la professionnalisation que pourrait résider le principal espoir de changement. Mais, pour l'instant, les auteurs concluent à la paralysie du système et n'excluent pas un risque d'explosion sociale. Ils estiment aussi que seule une démocratisation réelle permettra la sortie de crise.

SÉMINAIRES

17 mai

Gestion de la crise ou crise de la gestion : l'année Bouteflika en Algérie

Arslan Chikhaoui, directeur général du cabinet de consulting Transaction Nord-Sud. Discutant : **Gilles Kepel**, directeur de recherche, CNRS

22 septembre

Évolution du Maroc sous le nouveau règne

Nadia Salah, cofondatrice et rédacteur en chef de *L'Économiste*, premier quotidien économique du Maroc

Présidents de séance :

Rémy Leveau, Khadija Mohsen-Finan

Khadija Mohsen-Finan a participé au séminaire « Security and Immigration in the Western Mediterranean: France, Europe and the Maghreb », organisé par le Copri à Copenhague (28-30 janvier)

Rémy Leveau a assuré un cours semestriel « Politics in North Africa » à l'université Johns Hopkins, Bologne, où il a résidé en tant que professeur invité.

QUESTIONS GLOBALES

L'intégration en Europe des populations issues de l'immigration remet en cause le concept de la citoyenneté et pose de nouveaux défis aux États européens. De leur capacité à les relever de façon harmonieuse dépendra l'avenir de la construction européenne. L'Ifri a tenté de dégager les voies d'une telle démarche.

NEW EUROPEAN IDENTITY AND CITIZENSHIP

L'Ifri a poursuivi la réalisation d'un programme de recherche bi-annuel entrepris en juillet 1999 intitulé *New European Identity and Citizenship*. Mené avec le soutien de la *Ford Foundation*, ce projet, placé sous la direction scientifique de Rémy Leveau et piloté par Khadija Mohsen-Finan, a pour objectif d'identifier, à partir des revendications des populations immigrées dans différents pays d'Europe, de nouvelles formes de citoyenneté et d'identité. Cette démarche donne notamment tout son sens à l'idée d'une citoyenneté européenne supranationale. L'étude met l'accent sur une comparaison entre la situation en France et en Allemagne mais prend également en compte celle d'autres pays européens.



Deux séminaires d'étape ont été organisés.

NOUVELLES MOBILITÉS ET NOUVELLES CITOYENNETÉS : REGARDS CROISÉS FRANCE-ALLEMAGNE IFRI, PARIS, 21 JANVIER

Ce séminaire a abordé trois aspects : *la citoyenneté et l'identité* avec **Werner Ruf**, *Fachbereich Gesellschaftswissenschaften, Universität GH Kassel, Allemagne* ; **Klaus Geiger**, *Universität GH Kassel, Allemagne* ; **Vincent Geisser**, *Iremam, France* ; **Riva Kastoryano**, *CNRS-CERI, Paris* ; *les réfugiés et les minorités* avec **Danièle Joly**, *Centre for Research on Ethnic Relations, University of Warwick, Royaume-Uni* ; **Catherine Wihtol de Wenden**, *CNRS-CERI, Paris* ;

Anne Dumasy, *IEP, Paris*, et **Hamit Bozarslan**, *EHESS, Paris* ; enfin la question de *la recomposition du religieux en France et en Allemagne* avec **Gilles Kepel**, *CNRS et IEP, Paris* ; **Rémy Leveau**, *IEP, Paris et Ifri* ; **Claire de Galembert**, *EHESS, Paris* ; **Khadija Mohsen-Finan**, *Ifri*, et **Nokola Tietze**, *CADIS-EHESS, Paris*.

CITOYENNETÉS ET NOUVELLES MOBILITÉS : LE CAS DES SANS-PAPIERS IFRI, PARIS, 14 AVRIL

Comment la citoyenneté a-t-elle été remise en question par l'évolution des formes de mobilisations collectives et notamment par les catégories qui sont en marge (réfugiés, demandeurs d'asile, sans-papiers, travailleurs temporaires etc.) ? Quelle réponse est apportée à ces citoyens en puissance qui tentent de négocier leur place dans l'espace européen ? C'est à ces questions qu'a tenté de répondre ce séminaire. Une offre de participation et de citoyenneté est bien proposée par la Commission et le Parlement européen mais le monde de l'immigration n'y répond que de manière imparfaite faute de savoir-faire européen. Les démarches associatives demeurent quant à elles locales, régionales et nationales mais très peu européennes au sens institutionnel du terme.

Les débats ont été menés par **Joaquim Arango**, *université Complutense, Madrid, Espagne* ; **Maria Baganha**, *université de Coimbra, Portugal* ; **Saïd Bouziri**, *Générique – Ligue des droits de l'homme, Paris, France* ; **Giovanna Campani**, *université de Florence, Italie* ; **Madiguène Cisse**, *Mouvements des sans-papiers, Paris, France* ; **Stéphane Hessel**, *ambassadeur de France* ; **Bonaventure Kagne**, *université de Liège, Belgique* ; **Rémy Leveau**, *IEP, Ifri, Paris, France* ; **Bernabé Lopez Garcia**, *université de Madrid, Espagne* ; **Marco Martiniello**, *université de Liège, Belgique* ; **Emmanuel Terray**, *EHESS, Paris, France* ; **Catherine Wihtol de Wenden**, *CERI, Paris, France*.

Les conclusions des deux séminaires feront l'objet d'une publication.

NATIONALITÉ ET CITOYENNETÉ : NOUVELLE DONNE D'UN ESPACE EUROPÉEN IFRI, PARIS, 11 SEPTEMBRE

Cette réunion, organisée par **Rémy Leveau** et **Khadija Mohsen-Finan** avec le soutien du Centre d'études et de prévision du ministère de l'Intérieur, avait pour objectif de réévaluer les concepts, jusqu'à présent associés, de nationalité / citoyenneté, dans le cadre européen puis en s'appuyant sur la situation dans divers pays européens. Les travaux ont fait apparaître une dégradation des composants du lien national au niveau de l'État et, avec l'intégration des populations issues de l'immigration, une instrumentalisation et un dédoublement de la nationalité. Le cadre européen tend à encourager la dissociation entre nationalité et citoyenneté, en créant un nouvel espace de gestion des conflits au nom d'une nouvelle citoyenneté européenne fondée sur un contenu de droits économiques et sociaux et sur une nouvelle notion de résidence. En conclusion, au plan européen, la diversité des expériences et des politiques dans un espace économique de libre circulation des hommes rendra sans doute nécessaires certaines formes d'arbitrages fondés sur les droits de l'homme ou les principes d'égalité, contribuant encore plus à dissocier l'articulation nationalité / citoyenneté sans vouloir pour autant en contester la diversité des héritages historiques.

Intervenants :

John Crowley, *CERI, Paris* ; **Sophie Duchesne**, *CRNS / CEVIPOF, Paris* ; **Han Entzinger**, *université d'Utrecht, Pays-Bas* ; **Rémy Leveau**, *IEP, Paris et Ifri* ; **Anicet Le Pors**, *Conseil d'État, Paris* ; **Dietmar Loch**, *Institut für Interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung, Allemagne* ; **Bruno Louis**, *Commission permanente de recours des réfugiés, Belgique* ; **Khadija Mohsen-Finan**, *Ifri* ; **Jacques Reiller**, *Centre d'études et de prévision, ministère de l'Intérieur, Paris* ; **Dominique Schnapper**, *EHESS, Paris* ; **Patrick Weil**, *CNRS, Paris* ; **Catherine Wihtol de Wenden**, *CNRS-CERI* ; **Ricard Zapata-Barrero**, *université Pompeu Fabra, Barcelone, Espagne* ; **Giovanna Zincone**, *Commission pour l'intégration, Rome, et université de Turin*.

CONFÉRENCES ET DÉBATS



José Maria Aznar, président du gouvernement espagnol



Chris Patten, commissaire européen

Informer, structurer le débat, mettre à la disposition de la société civile des éléments d'information de première main, telle est l'une des missions essentielles de l'Ifri.

Le programme de conférences mensuelles, à l'attention des membres et des interlocuteurs et partenaires de l'Ifri – représentants de l'administration, parlementaires, hauts dignitaires, milieux économiques –, relève de cette démarche. Forum de débat indépendant, l'Ifri est devenu une étape naturelle pour de nombreuses personnalités officielles, y compris chefs d'État et de gouvernement, en visite en France et qui désirent se prêter à un dialogue spontané avec la société civile.

CONFÉRENCES

AFRIQUE

25 mai

Abdoulaye Wade, président de la République du Sénégal

27 septembre

Alpha Oumar Konaré, président du Mali

AMÉRIQUE LATINE

20 janvier

Cuba et la situation internationale

Felipe Perez Roque, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba

25 mai

Le Mexique à la veille des élections

Georges Couffignal, professeur des universités à l'Institut des hautes études d'Amérique latine (IHEAL), Soledad Loeza, analyste politique, Alonso Lujambio, conseiller à l'Institut fédéral électoral mexicain (IFE), président de la commission des Affaires étrangères de l'IFE, et Jesus Silva Herzog Marquez, analyste politique
Ce débat est organisé avec le concours de l'Association des amis du Mexique en France (AAMF)

ASIE

13 janvier

La nouvelle dimension de la coopération Japon-Europe : à la recherche du partenariat du millénaire

Yohei Kono, ministre des Affaires étrangères du Japon

31 janvier

Le rôle international de l'Australie au XXI^e siècle

Alexander Downer, ministre des Affaires étrangères d'Australie

14 février

L'économie chinoise : perspectives de réformes

Wang Menkui, directeur général du Centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires de l'État (République populaire de Chine)

14 mars

Quand l'Inde s'éveille

Guy Sorman, écrivain, professeur à l'IEP de Paris. À l'occasion de la publication de son dernier livre *Le génie de l'Inde* (Fayard, 2000)

ÉTATS-UNIS

8 mars

Le débat stratégique américain

Michael Nacht, *Dean and Professor of Public Policy, University of California, Berkeley*

13 juin

Hyperpuissance incertaine :

les enjeux de la politique étrangère

à la veille de l'élection présidentielle américaine

Stanley Hoffmann, professeur, *Harvard University*

4 octobre

Le rôle des minorités ethniques

dans la politique étrangère américaine

Tony Smith, professeur de sciences politiques, *Tufts University*. À l'occasion de la publication de son dernier livre *Foreign Attachment* (Harvard University Press, 2000)

16 octobre

Les États-Unis et l'Europe :

perspectives d'un ambassadeur sur le départ

Felix Rohatyn, ambassadeur des États-Unis à Paris

22 novembre

CYCLE RAMSES

Les États-Unis : changement et continuité ?

Thierry de Montbrial, directeur de l'Ifri, Jacques Andréani, ambassadeur de France, David Ignatius, directeur de la rédaction de *l'International Herald Tribune*, Pierre Jacquet, directeur adjoint de l'Ifri, Ethan Kapstein, professeur à l'université du Minnesota, Dominique Moisi, directeur adjoint de l'Ifri, Guillaume Parmentier, chef du CFE.

(Première réunion d'une série de séminaires consacrés aux thèmes traités dans RAMSES)

12 décembre

Quelles perspectives pour l'OMC après les élections américaines ?

Hugh Corbet, président, *Cordell Hull Institute*, Washington, D.C.



Abdoulaye Wade, président de la République du Sénégal



Felix Rohatyn, ambassadeur des États-Unis à Paris

EUROPE

21 février

Le défi tchèque: la première vague de l'élargissement de l'Union européenne

Milos Zeman, premier ministre de la République tchèque

29 février

La fin de la République de Bonn ?

Michaela Wiegel, correspondante à Paris de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), et Hans Stark, secrétaire général du Comité d'étude des relations franco-allemandes (CERFA)

27 mars

La France, la Grande-Bretagne et la PESD: lune de miel ou dialogue de sourds ?

Jolyon M. Howorth, professeur de civilisation française, *Bath University* et *Visiting Fellow* à l'Ifr

10 avril

L'engagement européen de l'Estonie

Mart Laar, premier ministre de la République d'Estonie

22 mai

La Turquie et l'Union européenne

Erkut Yucaoglu, président de la *Turkish Industrialists' and Businessmen's Association* (TUSIAD)

24 mai

Les pays baltes et l'Union européenne

Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des Affaires européennes, Vaira Vike-Freiberga, présidente de la Lettonie, Jacques Rupnik, directeur de recherche au CERI/FNSP, Kimmo Sasi, ministre du Commerce extérieur de Finlande, Algirdas Saudargas, ministre des Affaires étrangères de Lituanie, Dmitri Trenin, directeur adjoint du *Carnegie Endowment for International Peace*, Moscou, Siim Kallas, ministre des Finances d'Estonie, Niels-Jorgen Nehring, directeur de l'Institut national pour la politique étrangère (Danemark), Leif Pagrotsky, ministre du Commerce de Suède, Theo Sommer, directeur de *Die Zeit*, Allemagne

15 juin

Une politique étrangère pour l'Europe : ambitions et réalités

Chris Patten, commissaire européen chargé des Relations extérieures

26 septembre

L'avenir de l'Union européenne : une réflexion espagnole

José Maria Aznar, président du gouvernement espagnol

10 octobre

L'Union européenne dans un monde de réseaux

The Rt. Hon. Francis Maude MP, *Shadow Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs*

15 novembre

L'Europe vue du Nord

Erkki Tuomioja, ministre des Affaires étrangères de Finlande

29 novembre

Le Kosovo après Milosevic

Jacques Rupnik, directeur de recherche au CERI/FNSP, et Carl Tham, ancien ministre, vice-président de la Commission internationale indépendante sur le Kosovo. À l'occasion de la publication de *Kosovo Report. Conflict, International Response and Lessons Learned* (Oxford University Press, 2000)

11 décembre

La Corse, la France, l'Europe

Jean-Marie Colombani, président du directoire et directeur de la publication, *Le Monde*. À l'occasion de la publication de son dernier livre *Les infortunes de la République* (Grasset, 2000)

18 décembre

Après Bruxelles et Nice, une défense européenne, pour quoi faire ?

François Heisbourg, président du Centre de politique de sécurité de Genève (CPSG)

MOYEN-ORIENT ET MONDE ARABE

20 mars

Proche-Orient: l'avenir du processus de paix

Henry Siegman, *Senior Fellow, Director, US/Middle East Project, Council on Foreign Relations, New York*

13 avril

L'agenda de la politique étrangère israélienne

Shlomo Ben-Ami, ministre de la Sécurité intérieure d'Israël



Dominique Moïsi, Thierry de Montbrial,
Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères

25 avril

La fin de l'islamisme ?

Gilles Kepel, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. À l'occasion de la publication de son dernier livre *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* (Gallimard, 2000)

5 juin

L'Iran entre réformateurs et conservateurs

Xavier de Villepin, président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat

19 juin

Mutations au Proche-Orient :

bilan et perspectives des changements au Liban

Georges Corm, ministre des Finances de la République libanaise

MONDIALISATION

10 mai

La France et la mondialisation

Thierry de Montbrial, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de l'Ifri. À l'occasion de la publication de son dernier livre *Pour combattre les pensées uniques* (Flammarion, 2000)

6 juillet

Quelles cartes pour la France ?

débat présidé par Thierry de Montbrial avec Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, et Dominique Moïsi, directeur adjoint de l'Ifri. À l'occasion de la publication du livre *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, Hubert Védrine dialogue avec Dominique Moïsi (Fayard, 2000)

12 octobre

Mondialisation et nations

Alain Dieckhoff, directeur de recherche au CNRS/CERI et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. À l'occasion de la publication de son dernier livre *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement* (Flammarion, 2000)

SÉCURITÉ INTERNATIONALE

23 mars

*L'OTAN et les armes nucléaires :
l'heure du changement ?*

Thomas Graham, Jr, ancien représentant spécial du président Clinton pour les affaires de prolifération et de désarmement (1994-1997), président de la *Lawyers Alliance for World Security*, Robert S. McNamara, ancien ministre américain de la Défense (1961-1968), et Jack Mendelsohn, directeur et vice-président de la *Lawyers Alliances for World Security*

4 juillet

Les Nations unies à l'aube du XXI^e siècle

Shashi Tharoor, assistant spécial du secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

17 janvier

Les fonds de pension et la « nouvelle économie »

débat avec H. Carl McCall, contrôleur des comptes de l'État de New York, Claude Bébéar, président-directeur général du Groupe AXA, et Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France

24 février

Actualité de la réforme

Edmond Alphandéry, ancien ministre de l'Économie (1993-1995). À l'occasion de la publication de son dernier livre *La réforme obligée. Sous le soleil de l'euro* (Grasset, 2000)

26 avril

Mythes et réalités de la « nouvelle économie »

Daniel Cohen, professeur de sciences économiques à l'École normale supérieure (Ulm), membre du Conseil d'analyse économique (CAE) auprès du Premier ministre. À l'occasion de la publication de son dernier livre *Nos temps modernes* (Flammarion, 2000)

PARTICIPATION DES CHERCHEURS AU DÉBAT INTERNATIONAL

Les chercheurs de l'Ifri participent de façon extensive au débat international. Ils interviennent régulièrement dans les forums faisant autorité. (Ils prennent également largement part au débat sur les questions internationales en France et s'expriment notamment fréquemment dans le cadre de grandes écoles : ces interventions ne sont pas mentionnées ici.)

CONSTRUCTION EUROPÉENNE / SÉCURITÉ EUROPÉENNE

JACQUES BELTRAN

- Intervention au cours de la conférence *The Baltic Sea Region and EU Policy Between the Finnish and Swedish Presidencies* organisée par *Wilton Park*, **Stockholm**, 25-28 mai ;
- Visite d'information au **Kosovo**, **Monténégro** et en **Bosnie**, dans le cadre d'une délégation américano-européenne conduite par le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, à l'initiative de l'*American Enterprise Institute/The New Atlantic Initiative*, 25 -29 juin ;
- Participation à la conférence *The Reform Process in Central and Eastern Europe*, *Council on Foreign Relations/Atlantic Partnership Program*, **Washington DC** et **Chicago**, 17-22 octobre.

FRÉDÉRIC BOZO

- Intervention dans le cadre du colloque : *Quelle sécurité pour la Hongrie dans le nouveau contexte régional et international?*, organisé par l'université des sciences économiques de Budapest, Institut d'études stratégiques de Budapest, université Paris III, **Budapest**, 30 mars-2 avril.

DOMINIQUE DAVID

- Intervention « La Russie et l'Occident » lors du colloque : *La Russie et le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Fondation pour la recherche stratégique, **Paris**, 8 mars ;

- Intervention « La perspective stratégique : l'élargissement de l'OTAN et la sécurité européenne » lors du colloque : *Quelle sécurité pour la Hongrie dans le nouveau contexte régional et international?*, organisé par l'université des sciences économiques de Budapest, Institut d'études stratégiques de Budapest, université Paris III, **Budapest**, 30 mars ;

- Conférence à l'invitation du DUPRI/Institut danois des relations internationales et du COPRI/*Copenhagen Peace Research Institute*, « Conflict Resolution and EU defense Policy: the French View », **Copenhague**, 4 mai ;

- Intervention « Europe-US, Europe-Nato: Dialectics of Partnership and Competition », lors du colloque *Foreign and Security Policy: Implications for Europe and Russia* organisé par l'Institut d'Europe de l'Académie des sciences de Russie, **Moscou**, 25-27 mai ;

- Intervention « EU: the Security and Defense Dimension » à la conférence *Ifri/Clingendael The French EU Presidency*, **Clingendael**, 20-21 juin ;

- Participation à la table ronde « Mesures de confiance en Méditerranée » du colloque, *Nouvelles idées, nouvelles pistes pour une relance du processus de Barcelone*, Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, **Aix-en-Provence**, 6 octobre ;

- Conférence « European Security and Defence Policy: a French View » devant la session 2000 du *Royal Danish Defense College*, **Paris**, 6 novembre.

JEAN KLEIN

- Mission d'enseignement à l'université francophone de Galatasaray : « Les politiques de sécurité en Europe » ; « Le poids de l'Allemagne en Europe » ; « La signification du désarmement dans le nouveau contexte diplomatique-stratégique », **Istanbul**, 2-9 avril.

DOMINIQUE MOÏSI

- Réunion du *Club of Three*, session spéciale sur la défense, **Londres**, 18-19 février ;

- Participation à la table ronde organisée par la fondation France-Pologne/ENA (Paris), *Présidence française de l'UE – attentes et objectifs*, **Varsovie**, 26-27 mai ;

- Conférence *France and France's Place in Europe* organisée par *The Royal College of Defence Studies*, **Londres**, 2-3 juin ;

- Intervention « Challenge to Sovereignty: the Effect of Kosovo, the Balkans and Russia » au séminaire annuel du *Weatherhead Center for International Affairs*, *European Security: Where is the Threat?*, Harvard University, **Talloires**, 16-18 juin ;

- Conférence *Dialog über Europa* organisée par le *Renner Institute*, **Vienne**, 19-20 septembre ;

- Session d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Intervention « The European Union's Role in the International Security: Crisis Prevention and Conflict Management », **Berlin**, 18-20 novembre ;

- Audition auprès de la commission des Affaires étrangères du Sénat, « Les grands enjeux de l'Union européenne : le Conseil européen de Nice et après », **Paris**, 29 novembre ;

- Colloque *Economics, Politics & the Euro: Implications for Policy-Making*. Intervention « Will the Euro Lead to a Federal Europe? », **Londres**, 30 novembre-1^{er} décembre ;

- Participation à l'*EU-Russian Forum for Foreign and Security Policy* organisé par la DGAP et le *Russian Council of Foreign and Defence Policy*, **Berlin**, 14-15 décembre.

CONFÉRENCES ET DÉBATS

PARTICIPATION DES CHERCHEURS AU DÉBAT INTERNATIONAL

THIERRY DE MONTBRIAL

- Intervention « What Kind of Russia Does the EU Want? » lors de la conférence *EU-Russia Forum for Foreign and Security Policy*, co-organisée par la DGAP et le *Council of Foreign and Defense Policy*, Moscou, 21 janvier ;
- Présidence de la table ronde « Quelle complémentarité Union-OTAN? » lors du colloque *Sécurité et défense: quelle politique pour l'Union?*, Institut d'études de sécurité de l'UEO, Paris, 25 février ;
- Participation à la conférence internationale *Perspectives et visions de la politique étrangère turque au XXI^e siècle*, organisée à l'occasion du 25^e anniversaire du *Foreign Policy Institute* sous le haut patronage du président de la République turque, Ankara, 24-25 mars ;
- Conférence à l'Université de Bilgi, *La construction européenne, passé, présent, futur*, Ankara, 25 mars ;
- Intervention « L'Europe a-t-elle des frontières? » lors du colloque *Quelle Constitution pour quelle Europe?*, France-Moderne-Club 89, sous le haut patronage du président du Sénat, Paris, Sénat, 28 juin.

PHILIPPE MOREAU DEFARGES

- Participation au séminaire SEFASE, *L'Union européenne et la mondialisation*, Singapour, 4-6 septembre ;
- Réunion TEPSA, *Priorité de l'Union européenne en 2000-2005*, Bruxelles, 22 septembre ;
- Participation à l'émission *Forum, L'Union européenne et l'Autriche*, Arte, Vienne, décembre.

HANS STARK

- Intervention « Le rôle du couple franco-allemand: une identité européenne de sécurité

et de défense » lors du colloque *Coopération franco-allemande et mondialisation – contradiction ou défi*, Strasbourg, 21-22 janvier ;

- Participation au séminaire « Évaluation de l'Europe du Sud-Est: évolutions et perspectives », Institut d'études de sécurité de l'UEO, Paris, 27-28 janvier ;
- Participation au Groupe de réflexion sur l'Europe du Sud-Est, session I: « L'évaluation de la Serbie », UEO, Paris, 26 mai et 26 septembre ;
- Intervention « Franco-German Partnership in the New Europe » à la journée d'étude *Germany in a Changing Europe* organisée par le Centre Marc Bloch et l'*Institute for German Studies*, université de Birmingham, Berlin, 13-14 octobre ;
- Intervention « The Debate on the Finality of the EU – From Delors and Fischer to Blair », lors de la journée de travail *Issues and Consequences of Enlargement*, organisée par la fondation Bertelsmann et le *Centrum für angewandte Politikwissenschaften* de Munich, Bruxelles, 9-10 novembre ;
- Participation au colloque *Supporting Principles of a European Constitution*, organisé par l'Ifri, l'ISPI et la DGAP, Milan, 27-28 novembre ;
- Participation à la conférence trilatérale annuelle DGAP-Ifri-RIIA, Londres, 30 novembre-1^{er} décembre.

RELATIONS TRANSATLANTIQUES/ NON-PROLIFÉRATION/DÉSARMEMENT

JACQUES BELTRAN

- Participation à la conférence *The Crisis in the Middle East, Challenges of Iraq and Iran*, *American Enterprise Institute*, Madrid, 27-29 octobre ;

• Participation au séminaire *Transatlantic Partnership and Iraq*, IISS/US Institute of Peace (USIP), Royaumont, 29-31 octobre ;

• Cycle de conférences sur « La politique étrangère des États-Unis » à bord de la Jeanne d'Arc, École navale, de Panama à San Diego, 14-30 décembre.

FRÉDÉRIC BOZO

- Intervention « The impact of Kosovo on the Atlantic Alliance » dans le cadre de la conférence: *The Transformation of Nato and the Question of European Unity*, organisée par le *Center for West European Studies* (University of Washington), Seattle, 5-6 mai ;
- Forum transatlantique à l'Institut d'études de sécurité de l'UEO: *La défense européenne: perceptions croisées européennes et américaines*, Paris, 17-18 mai ;
- Participation à la conférence *Relations in a Strategic Triangle: Bonn/Berlin-Paris-Washington*, organisée par la *Freie Universität Berlin*. Communication: « The Nato Crisis of 1966-1967 and the Strategic Triangle », Potsdam, 31 mai-4 juin ;
- Voyage à Washington et participation à la première conférence annuelle du Centre français sur les États-Unis de la *Brookings Institution: France and the US in a New Century*, Washington DC, 21-24 mai ;
- Intervention « European-US Relations » au séminaire annuel du *Weatherhead Center for International Affairs*, Harvard University, *European Security: Where is the Threat?*, Talloires, 16-18 juin ;
- 4^e symposium franco-américain organisé par *The French American Foundation* et la Fondation pour la recherche stratégique, *Les opérations multinationales à l'expérience des interventions dans les Balkans*, Chantilly, 5-7 octobre ;

- Participation au séminaire organisé par l'Institut d'études de sécurité de l'Union de l'Europe occidentale: *L'ONU, l'Europe et la gestion des crises*, table ronde «Le rôle de l'OTAN dans la gestion des crises», Paris, 19-20 octobre;

- Participation à la réunion annuelle quadripartite, Ifri/RIIA/SWP/RAND, Berlin, 26-27 octobre.

JEAN KLEIN

- «Le rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans la gestion des crises et la consolidation de la paix en Europe». Réunion d'experts sous l'égide de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, 14-15 septembre;

- Communication sur «La loyauté dans la pratique du désarmement et de la non-prolifération des armes nucléaires» lors du colloque *La loyauté dans les relations internationales* organisé par la Section d'études internationales de l'Association française de science politique, Paris, 28-29 septembre.

MARIE-HÉLÈNE LABBÉ

- Participation au colloque *New Challenges in Asia and America* organisé par le *Carnegie Endowment*, Washington DC, 16-17 mars.

DOMINIQUE MOÏSI

- Participation à l'*Europe-Australia Dialogue* organisé par *The Global Foundation* (Melbourne). Intervention «A Multipolar World – Challenges for Strategic Stability and Security», Paris, 27 avril;

- Colloque international *9 mai 1950-9 mai 2000. Une révolution à prolonger* organisé par l'association Jean Monnet et la fondation Robert Schuman. Intervention «Europe/ États-Unis: un partenariat difficile», Paris, Assemblée nationale, 9-10 mai.

GUILLAUME PARENTIER

- Intervention «Implications for the US» lors de la conférence *Kosovo: Implications for the International System*, Ditchley Park, Royaume-Uni, 14-16 janvier;

- Intervention «Russia-France-UK» lors du symposium *Enhancing European Security Through Partnership*, Wilton Park, Royaume-Uni, 13-15 mars;

- Participation à la présentation du *Center on the United States and France*, New York, 3 mai;

- Intervention «France and Nato 1995-1997 Hopes Unfulfilled» lors de la conférence *The Transformation of Nato and the Question of European Unity*, Seattle, 4-6 mai;

- Participation à la conférence annuelle du *Center on the United States and France*, Washington DC, 24 mai;

- Intervention à la *Conference on European Security and Defense*, Washington DC, 21 juillet;

- Intervention «Europe and the US: Domestic Change & International Status of the US» lors de la *Summer School 2000*, Berlin, 4 août;

- Intervention «Perspectives de l'engagement international des États-Unis à la réunion informelle des Centres d'analyse et de prévision des pays membres et associés de l'Union européenne», Lyon, 5 octobre;

- Intervention à la conférence *Ballistic Missile Defense: A German-American Analysis*, DGAP, Berlin, 27 octobre;

- Intervention à la conférence *Domestic Factors in US International Leadership After the End of the Cold War*, DGAP, Berlin, 11 décembre.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

PIERRE JACQUET

- Intervention au *Forum économique franco-allemand* organisé par le CEPII et ZEI, Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität, Bonn, 17-18 janvier;

- Participation au *Brains Trust Meeting* du groupe d'Évian *Economic Order in the Global Era*, *International Institute for Management Development/IMD*, Lausanne, 3-5 mars;

- Contribution écrite «Policy Co-ordination in the Euro Zone» au séminaire *Challenges for EU External Economics Policy in the Next Decade*, *Centre on European Political Economy* (Sussex European Institute), Brighton, 13-16 avril;

- Participation aux premières rencontres internationales de la Technologie, Institut national polytechnique, Grenoble, et Synthèse ECA, Grenoble, 24-25 mai;

- Intervention à la conférence *Efficiency, Equity and Legitimacy: The Multilateral Trading System and the Millennium*, *John F. School of Government*, Harvard University, Boston, 1^{er}-2 juin;

- Intervention «The EU's Trade Policy in the WTO» lors du *Forum économique franco-allemand* (7^e réunion), CEPII-ZEI, Paris, 3-4 juillet;

- Intervention «Adjusting to the Euro» lors du séminaire *Enlargement, EMU and the Single Market: The Political Economy of Change and Adjustment in Europe*, Sussex University, Brighton, 6-7 juillet;

- Conférence pour les anciens membres de la Banque mondiale, Bruges, 1^{er} septembre;

- Intervention «Globalization and the New Economy» au colloque organisé par le *Keizai Koho Center*, Tokyo, 10-14 octobre;

CONFÉRENCES ET DÉBATS

PARTICIPATION DES CHERCHEURS AU DÉBAT INTERNATIONAL

- Participation à la réunion du Tokyo Club *T5 Researchers' Meeting on Internet Revolution*, organisée par le *Nomura Research Institute*, **Munich**, 19-20 octobre ;
- Participation à la réunion du groupe d'Évian, *Creating Constituencies for a New Trade Round*, *International Institute for Management Development/IMD* de Lausanne, **Séoul**, 20-22 octobre ;
- Participation à la *Conférence nationale de la Recherche sur les politiques de l'an 2000*, organisée par *Prime Strategies*, **Ottawa**, 29 novembre-2 décembre.

FRANÇOISE NICOLAS

- Participation au 1^{er} *Forum sur les perspectives africaines* co-organisé par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque africaine de développement, OCDE, **Paris**, 3 février ;
- Participation à la conférence euro-méditerranéenne *Investissement dans les pays de la rive sud de la Méditerranée* présidée conjointement par le Portugal et la Tunisie, **Lisbonne**, 28 février-1^{er} mars ;
- Participation à la conférence *Leuro dans les relations économiques euro-arabes*, Institut du monde arabe, **Paris**, 27 mars ;
- Participation à l'*Annual Bank Conference on Development Economics*, Banque mondiale, **Paris**, 26-28 juin ;
- Participation au 6^e *Forum international sur les perspectives asiatiques*, co-organisé par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque asiatique de développement, **Paris**, 3-4 juillet.

FRÉDÉRIQUE SACHWALD

- Présentation « The Challenge of Innovation Based Competition: A Transatlantic Perspective on ICT » lors de la réunion du

Tokyo Club *T5 Researchers' Meeting on Internet Revolution*, organisée par le *Nomura Research Institute*, **Munich**, 19-20 octobre ;

- Contribution écrite « Global Players and Local Dynamics » au séminaire *Innovation, Time and Space* de l'*European Innovation Network*, dirigé par Jan Fagerberg, université d'Oslo, **Urbino**, 26-29 octobre ;
- Communication « Sectoral and Geographical Patterns of R&D Cooperation. Insights from Firms Located in France » à la conférence annuelle de l'*European International Business Academy* (EIBA), **Maastricht**, 10-12 décembre.

ASIE

FRANÇOIS GODEMENT

- Présidence du séminaire d'évaluation du programme OCDE-Chine, **Paris**, 7 janvier ;
- Contribution écrite « Asia-Pacific Security Architecture: Prospects and Possibilities » à la conférence *Security Challenges and Responses in the 21st Century* organisée par l'*Institute of Defence and Strategic Studies*, **Singapour**, 17-18 janvier ;
- Participation au séminaire CSCAP *Indonesia's Future Challenges and Implications for the Region*, **Djakarta**, 7-8 mars ;
- Commission et Conseil européens, « L'Union européenne et le Forum régional de l'ASEAN », *brainstorming meeting*, présentation d'une contribution, **Bruxelles**, 16 mars (dans le cadre du CSCAP Europe) ;
- Participation au séminaire *The Relations Between the Centre and the Periphery in China on the Eve of the Third Millennium: Integration, Disintegration and Reshaping of an Empire* organisé par le Centre d'études français sur la Chine contemporaine et la *Chinese University of Hong*

Kong. Rapport de clôture. **Hong Kong**, 24-25 mars ;

- Conférence *The Vitality of China and the Chinese* organisée par l'Institut d'études européennes et internationales du Luxembourg, **Shanghai**, 12-13 mai ;
- Intervention « Asia-Europe Financial and Monetary Cooperation: Impacts of the Asian Financial Crisis and the Euro » à la conférence plénière du CAEC/*Council for Asia-Europe Cooperation* organisée par le JCIE/*Japan Center for International Exchange*, **Tokyo**, 28 mai ;
- Intervention « Future Research Agenda for Think Tank Cooperation », à la conférence *Global ThinkNet Guidance for Governance in the 21st Century* organisée par le JCIE/*Japan Center for International Exchange*, **Tokyo**, 29-30 mai ;
- Conférence européenne de la Banque mondiale sur l'économie du développement *Penser le développement autour du millénaire*, **Paris**, 26-28 juin ;
- Contribution écrite : « Models and Politics for Asian Social Policies » au séminaire Banque mondiale/ASEM *Towards the New Social Policy Agenda in East Asia*, **Paris**, 27 juin ;
- Intervention « The Security Architecture of the Asia Pacific in the New Millennium » lors du Camp d'été pour les officiers militaires supérieurs d'Asie-Pacifique organisé par l'IDSS/*Institute of Defence and Strategic Studies*, **Singapour**, 1-5 août ;
- Participation à la conférence *Asia-Europe Roundtable: Regions in Transition* co-organisée par la *Friedrich Ebert Stiftung*, le *Singapore Institute of International Affairs* et l'*Asia-Europe Foundation* avec le soutien du *EC Trust Fund*, **Singapour**, 29-31 août ;
- 42^e conférence annuelle de l'IISS/*International*

Institute for Strategic Studies, présidence du comité « A Democratising Indonesia: The Role of International Institutions and NGOs » **Manille**, 14-17 septembre;

- Contribution écrite « Les modèles de croissance en Asie » au Forum franco-vietnamien économique et financier *Intégration, transition économique et identité nationale*, **Vietnam**, 18-25 octobre;
- 7^e réunion du groupe de travail sur le Pacifique Nord du CSCAP/Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, **Manille**, 10 décembre;
- 14^e réunion du Steering Committee du CSCAP/Council for Security Cooperation in the Asia Pacific, **Manille**, 11 décembre;
- Participation au 2000 Asia-Europe Cooperation Forum: 17th Sino-European Conference Security Cooperation and Conflict Prevention in the Asia-Pacific organisée par l'IIR/Institute of International Relations et la National Chengchi University (ROC). Discutant, session « Asia-Europe Security Cooperation », **Taipei**, 12-14 décembre;
- Symposium *Taiwan Security in the Year 2000: Retrospect and Prospects* organisé par le *Taiwan Research Institute*. Contribution écrite « Confidence Building Measures: Can Taiwan Learn From European Experiences? ». **Taipei**, 15 décembre.

RÉGINE SERRA

- Participation à la 3^e rencontre Ifri/Forum des réformateurs de Chine, **Pékin**, 13-14 octobre.

MOYEN-ORIENT/MONDE ARABE

MAY CHARTOUNI-DUBARRY

- Participation au séminaire *L'avenir du dialogue euro-méditerranéen en matière de*

sécurité, Institut d'études de sécurité de l'UEO, **Paris**, 13-14 janvier;

- Participation à l'assemblée générale et à la conférence annuelle d'EuroMeSCo, *Peace and Political Transition in the EMP Area*. Intervention: « Le partenariat euro-méditerranéen et les relations transatlantiques: le cas du processus de paix israélo-arabe », PASSIA/Palestinian Academy Society for the Study of International Affairs, **Ramallah**, Palestine, 24-25 janvier;
- Intervention « Le couple syro-libanais dans le cadre des négociations syro-israéliennes » au colloque *Israël-Syrie: au risque de la paix*, Sénat, **Paris**, 30 janvier;
- Participation à la 4th US European Consultation on the Middle-East co-organisée par le Council on Foreign Relations et le ministère allemand des Affaires étrangères. Intervention « French Policy in the Middle-East: The Case of Hizbullah », **Berlin**, 14-15 mars;
- Participation au colloque *Évaluation des négociations de paix au Proche-Orient*, Institut euro-méditerranéen-Le Monde diplomatique, **Paris**, 28 juin;
- Participation à la conférence *Can Conflict be Followed by a Lasting Peace*, **Wilton Park**, Royaume-Uni, 3-6 juillet.

RÉMY LEVEAU

- Professeur invité à l'université Johns Hopkins, Bologne (cours semestriels « Politics in North Africa ») et aux universités de Princeton, Venise, Trieste. Participation à la conférence *L'Algérie après les élections présidentielles*, **Bologne**, 19 avril;
- Intervention à la conférence *L'Islam en Europe*, CSIS, **Washington DC**, 5 mai;
- Séminaires organisés par la coopération suisse

sur le problème des réfugiés palestiniens, **Amman**, juin et septembre.

KHADIIJA MOHSEN-FINAN

- Participation au colloque *Security and Immigration in the Western Mediterranean: France, Europe and the Maghreb*, Copri, **Copenhague**, 28-30 janvier;
- Participation à la conférence *Religious Freedom and the Neutrality of the State: the Position of Islam in the European Union*, *Leiden Institute for the Study of Religions*/Commission européenne, **Leiden**, 14-16 décembre.

DOMINIQUE MOÏSI

- Participation au 15th German-Jewish Dialogue organisé par la Bertelsmann Foundation, **Berlin**, 13-16 juillet;
- Participation au 2nd European-Israeli Dialogue organisé par *Die Welt* et *The Club of Three*, **Berlin**, 16-17 décembre.

QUESTIONS GLOBALES

DOMINIQUE MOÏSI

- Participation à la conférence *Europe and Global Business* organisée par *Wharton (The International Forum)*. Intervention « Europe's Future as Seen by its Nations-States », **Bruges**, 13-14 janvier;
- Participation à la réunion annuelle du *World Economic Forum*, **Davos**, 26 janvier-1^{er} février;
- Réunion du *Davos Global Issues Group* du *World Economic Forum* pour la préparation du colloque de Davos 2001. Déjeuner-débat au *Council on Foreign Relations*, **New York** et **Washington DC**, 30 avril-6 mai;

CONFÉRENCES ET DÉBATS

PARTICIPATION DES CHERCHEURS AU DÉBAT INTERNATIONAL

- Egon Zshender conférence, *Europe and Globalization*, organisée par l'IMD, Lausanne, 12-13 mai ;
- Réunion du *Club of Three* sur le thème « Globalisation », Londres, 7-8 juillet ;
- Participation au *Davos Global Issues Group* du *World Economic*, Londres, 27-29 septembre ;
- Colloque *Mondialisation et identités* organisé par le Forum du Futur en partenariat avec l'UNESCO, Paris, 7 novembre.

THIERRY DE MONTBRIAL

- Participation à la réunion plénière de la Commission Trilatérale, Tokyo, 8-10 avril ;
- Participation à la *Pre Summit Preparatory Conference* organisée par l'IIES, avec le soutien de la *Tokyo Foundation*, Tokyo, 10-11 avril ;
- Table ronde « Les jeunes responsables sont-ils européens? » lors du colloque international *L'Europe des responsables: quelle formation pour quelles décisions?*, ENA, École polytechnique, HEC, Paris, Sorbonne, 16 juin ;
- Participation à la conférence internationale *Partenariats pour la nouvelle économie*, OCDE-Forum 2000, Paris, 26- 28 juin.



L'IFRI ET LES ENTREPRISES



Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie ;
Thierry de Montbrial



Denis Ranque, José Maria Aznar

Considérées dès l'origine comme des acteurs-clés des relations internationales, les entreprises bénéficient d'une attention particulière de la part de l'Ifri. Le programme élaboré à l'attention des dirigeants des 150 sociétés membres s'efforce, en tenant compte de leurs préoccupations, de contribuer à l'éclairage contextuel de leurs choix stratégiques. Au fil des années, grâce aux liens internationaux multiples établis par l'Ifri, l'institut est par ailleurs devenu un « instrument d'intermédiation des réseaux ».

Le programme proposé aux entreprises privilégie divers axes :

- approche par pays (évaluation des risques), ou par zone: dialectique intégration régionale/mondialisation (Europe, Asie, Amérique latine) ;
- stratégies des organisations internationales (OMC, FMI) ;
- stratégies des entreprises (fusions/acquisitions, etc.) ;
- impact des évolutions technologiques (notamment, technologies de l'information et de la communication) ;
- enfin, interactions de l'homme avec son environnement.

Il s'articule autour de rencontres aux formats divers – petits-déjeuners ou réunions informels, déjeuners de travail, dîners-débat *off-the-record* autour de personnalités françaises ou étrangères. Cette année, l'Ifri a notamment accueilli Vladimir Poutine ainsi que José Maria Aznar dans ce cadre. Les dirigeants

d'entreprise trouvent dans ces rencontres de nombreuses opportunités de contacts informels, que ce soit avec leurs pairs, les représentants du secteur public, des acteurs et décideurs étrangers ou avec la communauté internationale des chercheurs.

Les chefs d'entreprise sont par ailleurs associés aux programmes de recherche comportant des implications pour la sphère privée (par exemple, séminaire sur la politique de sanctions à l'égard de l'Irak, rencontres organisées dans le cadre du secteur Asie). Le cas échéant, l'Ifri met également en place, à la demande des entreprises, des réunions et des projets adaptés à leurs besoins.

L'Ifri entend aujourd'hui développer son interaction avec les sociétés membres en les faisant participer davantage à ses travaux. Compte tenu de sa démarche, il ne s'adresse pas seulement aux entreprises françaises et européennes, mais, d'une manière générale, à toutes celles qui sont soucieuses de développer leurs activités internationales.

Les relations avec les entreprises sont assurées par Dominique Letourneur, assistée de Aymard de Lastours et Augustin Renaud, conseillers pour les entreprises, ainsi que par Xaver Von Mentzingen.



Aymard de Lastours, Dominique Letourneur,
Augustin Renaud, Martine Breux,
Marie-Josèphe Turpault.

**SÉMINAIRES FAISANT PARTIE DU PROGRAMME
TRANSATLANTIQUE**

Président de séance : Pierre Jacquet

25 janvier

Mondialisation, commerce et culture après Seattle

Pierre S. Pettigrew, ministre du Commerce international du Canada

20 avril

La relation entre l'Europe et les États-Unis : enjeux et perspectives

Richard L. Morningstar, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne

11 mai

Les enjeux transatlantiques du programme NMD

Jack Mendelsohn, vice-président et directeur général de la Lawyers Alliance for World Security

27 octobre

Économie mondiale : points chauds et zones de crise

Rudiger Dornbusch, Massachusetts Institute of Technology (MIT)

PETITS-DÉJEUNERS-DÉBAT

CYCLE « ÉCONOMIE NUMÉRIQUE »

Présidente de séance : Frédérique Sachwald

10 février

L'Europe face au défi de l'économie numérique

Autour de Laurent Cohen-Tanugi, associé du cabinet d'avocats Cleary Gottlieb Steen & Hamilton

23 février

Le commerce électronique : la montée en puissance de l'Europe

Autour de Henri de Maublanc, président de l'AFTEL (Association française de la télématique et du multimédia) et du Groupe Clarisse-Politel

13 avril

Le déploiement d'Internet entraîne-t-il une nouvelle donne concurrentielle dans les télécommunications ? Le rôle du régulateur

Autour de Jean-Michel Hubert, président de l'Autorité de régulation des télécommunications. Introduction au

débat par Olivier Bomsel, co-directeur du Centre d'économie industrielle de l'École nationale supérieure des Mines de Paris (CERNA)

4 mai

La révolution d'Internet sans fil – un défi pour l'Europe

Autour de Kaj-Erik Relander, Deputy CEO de Sonera Corp, Finlande

5 juin

Capital risque et innovation. De la Silicon Valley à la France

Autour de Henri Guillaume, inspecteur général des Finances, président du Comité d'engagement du fonds public pour le capital risque, et Martin Kenney, professeur à l'université de Californie

30 juin

Le rôle d'Internet dans la diplomatie : les affaires étrangères à l'ère de l'information

Autour de Jonathan Spalter, directeur général adjoint de VivendiNet

19 septembre

Commerce électronique : les chances de l'Europe

Autour de Roland Berger, Chairman, Roland Berger & Partners

4 octobre

Quelles seront les grandes puissances numériques ? Les nouveaux critères du rang international au XXI^e siècle

Autour de Bertrand de La Chapelle, chef de la Mission des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ministère des Affaires étrangères

8 novembre

Télécommunications : opportunités et risques d'un processus de globalisation à marche forcée

Autour de Patrice d'Oultremont, directeur général de la division « Stratégie et Développement » de Belgacom

20 décembre

Les télécommunications et la nouvelle économie : comparaisons transatlantiques

Autour de Olivier Bomsel, co-directeur du CERNA, Ethan Kapstein, professeur à l'université du Minnesota, professeur d'économie et de sciences politiques à l'Insead

Discutants: **Thierry Levenq**, directeur, responsable du secteur « Internet/Nouvelle économie » chez ABNAMRO Corporate Finance France, et **Thomas Marten**, directeur des Relations extérieures de MCI WorldCom France

CYCLE « UNION EUROPÉENNE »

Président de séance : Philippe Moreau Defarges

24 mars

Michel Vanden Abeele, directeur général à la direction générale « Fiscalité et Union douanière » à la Commission européenne

10 mai

Ludwig Schubert, directeur général adjoint à la direction générale « Affaires économiques et financières » à la Commission européenne

7 juin

Eneko Landaburu, directeur général de l'Élargissement à la Commission européenne

5 septembre

L'Europe, à la veille d'un élargissement sans précédent

Yves-Thibault de Silguy, membre du directoire de Suez-Lyonnaise des Eaux, ancien commissaire européen

12 décembre

Alexander Schaub, directeur général à la direction générale de la Concurrence à la Commission européenne

CYCLE « ÉNERGIE »

Présidente de séance : Marie-Hélène Labbé

20 novembre

Un nouveau contexte pour la recherche et l'industrie nucléaire

Autour de **Pascal Colombani**, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (première réunion d'un cycle qui se poursuivra en 2001)

ASPECTS RÉGIONAUX

7 février

L'Inde dans un monde multipolaire

Autour de **Brajesh Mishra**, *Principal Secretary to the Prime Minister of India*

Président de séance : Thierry de Montbrial

3 mars

La situation politique et économique actuelle de la Russie

Autour de **Alexandre Livshits**, ministre, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour les questions relatives au G-8

Président : Dominique Moïsi

30 mars

Chine : le risque de guerre est-il crédible ?

Autour de **Wei Jinheng**, militant de la cause des droits de l'homme en Chine

Président : François Godement

4 avril

Coopération industrielle : maintenir les ponts transatlantiques

Autour de **Kent Kresa**, président-directeur général de Northrop Grumman

Président de séance : Thierry de Montbrial

14 avril

Quel avenir pour le Kosovo ?

Autour de **Eduard Kukan**, ministre des Affaires étrangères de Slovaquie et envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour les Balkans

Président : Dominique David

12 mai

La nouvelle Croatie vers la nouvelle Europe

Autour de **Stipe Mesic**, président de la République de Croatie

Président : Thierry de Montbrial

17 mai

Gestion de la crise ou crise de la gestion ?

L'année Bouteflika en Algérie

Autour de **Arslan Chikhaoui**, directeur général du cabinet de consulting « Transaction Nord-Sud ». Discutant : **Gilles Kepel**, directeur de recherche au CNRS

Présidents : Rémy Leveau, Khadija Mohsen-Finan

19 mai

Le rôle de l'Irak : relations internationales et pétrole

Autour de **Saadoun Hamadi**, président de l'Assemblée nationale irakienne

Présidente : May Chartouni-Dubarry



Jean Chauvel, directeur général, Tréfirmétaux ;
Alain Honnart, président directeur général, Valinox ;
Pierre Daurès, directeur délégué à la direction générale, Bouygues



Étienne Pflimlin, président Crédit mutuel ;
Hubert Haenel, sénateur du Haut-Rhin



Jean-Luc Lagardère, gérant du groupe Lagardère, président de EADS; Anne-Claire Taittinger, président du directoire de la Société du Louvre; Thierry de Montbrial



Jean-Marie Luton, président-directeur général, Arianespace



Pierre Bellon, président-directeur général, Sodexo Alliance



Alain Grange Cabanne, président, Fédération des industries de la parfumerie; Bernard Mesure, président, Novartis France

30 mai

Le triangle syro-libanais : une autre occasion manquée

Autour de l'ambassadeur **Edward P. Djerejian**, directeur du *James A. Baker III Institute for Public Policy, Rice University*, Houston, Dallas

Présidente : May Chartouni-Dubarry

22 septembre

Évolution du Maroc sous le nouveau règne

Autour de **Nadia Salah**, cofondatrice et rédactrice en chef de *L'Économiste*, premier quotidien économique du Maroc

Présidents : Rémy Leveau, Khadija Mohsen-Finan

30 octobre

Quelle stratégie pour une banque pan-européenne ?

Autour de **Onno Ruding**, *Vice-Chairman*, Citibank

Président de séance : Thierry de Montbrial

HUIS CLOS

Présidents de séance : Gérard Bonos, Gérard Moatti

19 janvier

Autour de **Pierre-Alain Muet**, conseiller auprès du Premier ministre, représentant du Premier ministre au Conseil d'analyse économique, professeur d'économie à l'École polytechnique

2 mars

Les rapports de la Cour des comptes : leur élaboration, leurs suites

Autour de **Pierre Joxe**, premier président de la Cour des comptes

18 mai

Autour de **Gilles Johanet**, directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM)

DÉJEUNERS-DÉBAT

13 janvier

La nouvelle économie sauvera-t-elle la vieille économie japonaise ?

avec **François Godement**, chercheur associé à l'Ifri, professeur des universités à l'INALCO, et **Dr. Dirk E. Vaubel**, directeur du bureau Roland Berger & Partners, à l'invitation de Roland Berger & Partners

4 mai

Stratégie internationale d'une grande entreprise

avec **Emilio Ybarra**, président de BBVA (*Banco Bilbao Viscaya Argentaria*), à l'invitation de **Anne-Claire Taittinger**, président du directoire de la Société du Louvre

12 mai

Les fonds de pensions américains en France : pour quoi faire ?

avec **William Dale Crist**, président de CALPERS (*California Public Employees' Retirement System*), et **Patricia Gerrick**, directeur des Investissements internationaux du *New York State Common Retirement Fund*

12 septembre

Stratégie internationale d'une grande entreprise

avec **Narayana Murthy**, Chairman & CEO de *Infosys Technologies Ltd*, à l'invitation de **Patrick Careil**, président-directeur général de la Banque Hervet



André François-Poncet, associé-gérant, BC Partners ;
Thierry de Montbrial; Frits Bolkestein, commissaire
européen



Michel Barnier, commissaire européen ;
Jean Guyot, associé-commanditaire, Lazard Frères et Cie



Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie; Dominique
Letourneur; Marie-Claude de Saint-Hilaire; Thierry de Montbrial

19 septembre

Stratégie internationale d'une grande entreprise

avec Jean-Luc Lagardère, gérant du Groupe Lagardère, président de EADS, à l'invitation de Anne-Claire Taittinger, président du directoire de la Société du Louvre

DÎNERS-DÉBAT

Président: Thierry de Montbrial

(Afin d'encourager la liberté d'expression tout en préservant les prises de position ou les jugements des orateurs et des participants, ces rencontres sont soumises à la règle de non-attribution. Les médias présents ne sont pas autorisés à citer les propos tenus.)

21 février

Autour de Milos Zeman, premier ministre de la République tchèque

7 mars

Autour de Mario Monti, commissaire européen en charge de la politique de la concurrence

16 mai

Autour de Aleksander Kwasniewski, président de la Pologne

22 mai

Autour de Turkut Yucaoglu, président du conseil de direction de la TUSIAD (Turkish Industrialists' and Businessmen's Association)

25 mai

Autour de David Byrne, commissaire européen en charge de la santé et de la protection des consommateurs

15 juin

Autour de Chris Patten, commissaire européen en charge des relations extérieures, services communs des relations extérieures

29 juin

Autour de Frits Bolkestein, commissaire européen en charge du marché intérieur, de la douane et de la fiscalité

26 septembre

Autour de José Maria Aznar, président du gouvernement espagnol

16 octobre

Autour de Michel Barnier, commissaire à la politique régionale et à la réforme des institutions

31 octobre

Autour de Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie

15 décembre

avec Pascal Lamy, commissaire européen en charge du commerce

CONFÉRENCE PENSIONS 2000

HÔTEL GEORGE V, PARIS, 11-12 MAI

Cette conférence a été organisée en association avec Pensions 2000, organisme américain regroupant les dirigeants et responsables opérationnels d'une quarantaine de fonds de pensions (représentant une capacité d'investissement proche de



Pascal Lamy, commissaire européen

Le Centre franco-autrichien (CFA)

Le Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe (CFA) est une organisation intergouvernementale franco-autrichienne créée en 1978 dans le but de contribuer au développement des relations économiques entre pays européens de l'Ouest et de l'Est. Son siège est à Vienne. Après les événements de 1989, le CFA, qui à l'origine associait la France, l'Autriche, la Hongrie et la Pologne, s'est élargi aux républiques tchèque et slovaque, à la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie. Depuis l'ouverture des négociations d'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne, le CFA a pour objectif de favoriser leur intégration à l'UE. Des colloques sont régulièrement organisés sous son égide alternativement à Paris et dans la capitale de chacun des pays membres.

La présidence du CFA est assurée, depuis 1985, par Thierry de Montbrial. Le secrétaire général du centre est l'ambassadeur Peter Jankowitsch (Vienne).

1500 milliards de dollars) à l'initiative de son président, **Philip A. Schaefer**. Faisant suite à de grandes conférences similaires tenues par *Pensions 2000* en Asie (Corée), et en Italie, elle s'insérait dans la stratégie de communication de ce groupe auquel l'Ifri est apparu, en France, comme le partenaire idéal. Alors que se posait – et que se pose toujours – la question de l'opportunité du développement des fonds de pension, cette réunion a donné lieu à une confrontation d'expériences particulièrement fructueuse entre responsables américains d'une part – parmi lesquels **William Crist**, président, *California Public Employees' Retirement System*, **Robert Maynard**, *Idaho Public Employees' Retirement*, **Robert Swift**, *Putnam Investments*, **David Toth**, *Lockheed Martin Investment Management Co.*, **George Weintz**, *DSI, International Management* – et représentants de l'administration et chefs d'entreprise français d'autre part – parmi lesquels **Yves Delacour**, président, *Leonardo Group*, **François Legros**, président *Genesys*, **Jean-Bernard Schmidt**, président, *Sofinnova Partners*, **Maurice Tchenio**, président, *Apax Partners*. **Michel Rocard**, ancien premier ministre, **François Huwart**, ministre du Commerce extérieur, **Christian Pierret**, ministre de l'Industrie, **Jean-Michel Charpin**, Commissaire général au plan, **Philippe Méchet**, directeur général de la Sofres, ainsi que **Jean-François Théodore**, président de *Paris Bourse SBF SA*, **Jean-Claude Trichet**, président de la Banque de France, et **Jean-François Trogrlic**, secrétaire national de la CFDT – qui se sont notamment livrés à des présentations sans concessions de la situation économique et sociale française tandis que **Felix Rohatyn**, ambassadeur des États-Unis à Paris, a apporté des éléments de comparaison entre les systèmes français et américain. La délégation réunie par *Pensions 2000* était exceptionnelle par le nombre et la qualité de ses membres.

CENTRE FRANCO-AUTRICHIEN (CFA)

Le Centre franco-autrichien (CFA) situe son action dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est. Il contribue à familiariser les acteurs économiques des pays d'Europe centrale et orientale avec les évolutions en cours au sein de l'UE afin de faciliter leur intégration. Il a cette année mis l'accent sur l'harmonisation des structures de gestion des affaires publiques et privées (secteur bancaire), ainsi que sur la problématique droits et démocratie sociale. Les rencontres, réunissant des acteurs économiques et sociaux, se sont traduites par des petits-déjeuners ou des séminaires. Elles sont organisées par Dominique Letourneur et Éliane Mossé, conseiller de l'Ifri pour le CFA, en collaboration avec le secrétariat général de Vienne.

PETITS-DÉJEUNERS

21 mars

Le point sur les réformes administratives dans les pays d'Europe centrale et orientale

Intervenants: **Bob Bonwitt**, directeur du programme Sigma, OCDE; **Pierre-Yves Cosse**, inspecteur général des finances, président de l'ADETEF; **Maréchal Olbrycht**, président de la Région de Silésie

Président de séance: **Peter Jankowitsch**, secrétaire général du CFA

19 juin

L'élargissement de l'Union européenne vers les PECO : leçons à tirer des élargissements passés

Intervenants: **Éliane Mossé**, conseiller de l'Ifri pour le CFA; **Apolonio Ruiz Ligerio**, conseiller économique et commercial à l'ambassade d'Espagne; **Sandor Richter**, *Senior Researcher* au *Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche*.

Cette réunion s'appuyait sur l'exemple du processus d'élargissement au Sud de l'Europe (Espagne et Portugal).
Président de séance: **Peter Jankowitsch**, secrétaire général du CFA

13 novembre

Les nouvelles extrêmes droites en Europe

Intervenants: **Pascal Perinneau**, directeur du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), professeur à l'IEP de Paris; **Ivo Diamanti**, professeur de sociologie,

université d'Urbino; **Gabriel Lansky**, avocat à Vienne
Président de séance: **Peter Jankowitsch**, secrétaire
général du CFA

SÉMINAIRES ET COLLOQUES

Ces réunions, en France ou à l'étranger, sont largement
ouvertes aux responsables des entreprises membres.

L'ADAPTATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE FORUM D'AFFAIRES, PRAGUE, 27-28 AVRIL

Ce forum a été l'occasion, pour de nombreuses
entreprises membres, de nouer de fructueux
contacts avec les responsables de l'environnement
dans les PECO. La première session, consacrée au
gaz et à l'électricité, s'est notamment appuyée sur
l'intervention de **Michael Obentraut**, directeur
général des *Wiener Stadtwerke*. La deuxième demi-
journée, présidée par **Conrad Eckenschwiller**,
Medef, France, a abordé les questions de l'eau
et des déchets. Le témoignage de **Ioan Popp**,
de l'Agence pour l'environnement de Baia
Mare en Roumanie, et l'intervention de **Michael
Padaurek**, de *Austrian Environment*, à Vienne,
qui rassemble 25 entreprises, ont été particu-
lièrement informatifs. La dernière session,
présidée par **Hanns Karl Schmidt**, Dexia, leader
européen dans le financement des collectivités
locales et des infrastructures municipales, a
été marquée par les interventions de **Henri
Sylvestre**, directeur technique de la Lyonnaise des
eaux en République tchèque, et de **Dominique
Barthélémy**, Caisse des dépôts et consignations,
France. Les débats ont été clôturés par **Peter
Jankowitsch**, secrétaire général du CFA.

DROITS ET DÉMOCRATIE SOCIALE : LES DÉFIS POSÉS À L'ÉLARGISSEMENT À L'EST BUDAPEST, 30-31 OCTOBRE

Organisée par le CFA et le ministère français de
l'Emploi et de la Solidarité, cette conférence s'est
ouverte sur un diagnostic partagé : le processus d'in-
tégration, dominé par une approche économique,

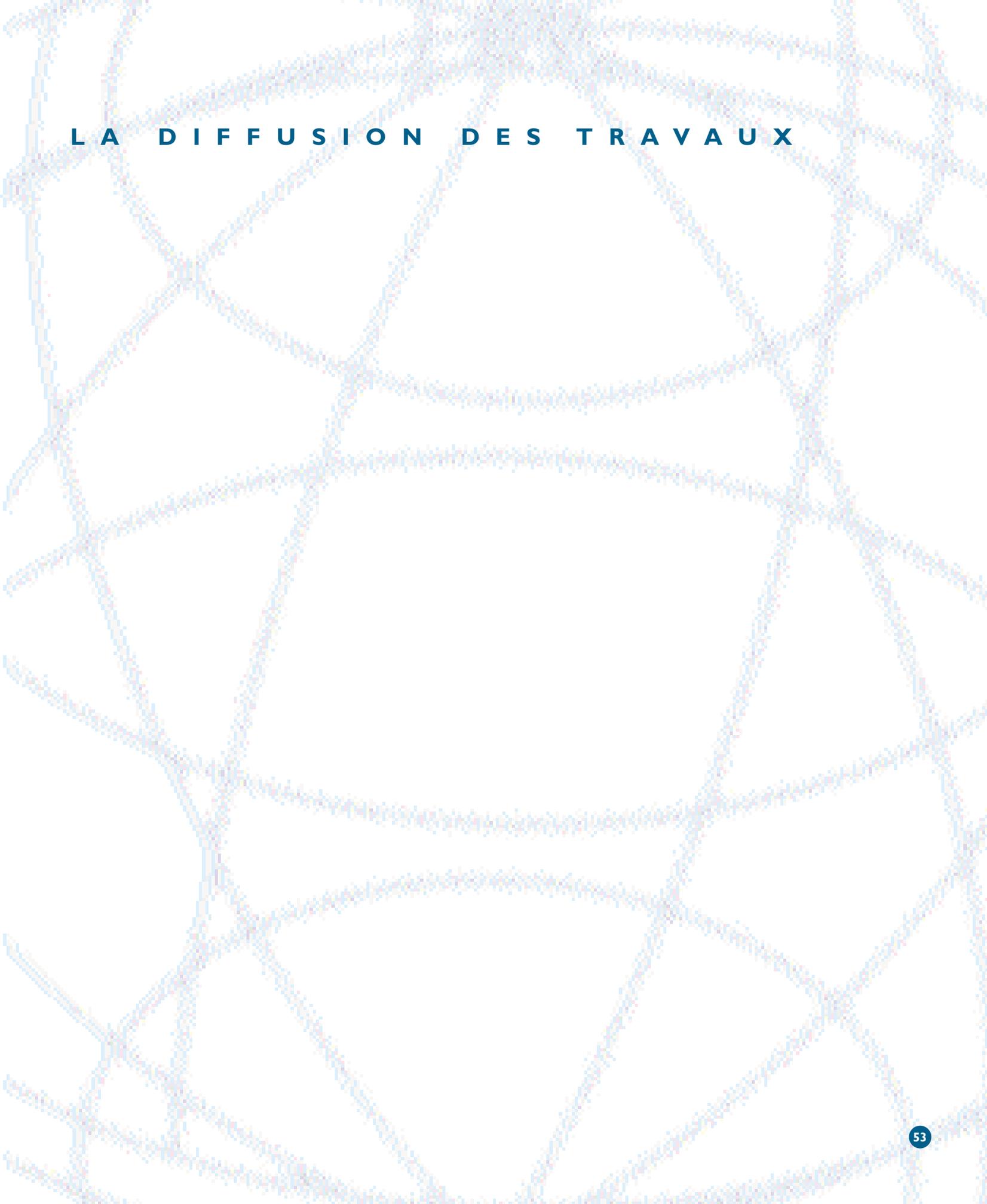
néglige l'enjeu social, élément pourtant central
d'une adhésion des peuples à l'Union européenne.
À partir de là, les orateurs se sont interrogés sur le
modèle social européen, et ont tenté de rechercher
les conditions optimales de convergence des sys-
tèmes sociaux. La relation droits/développement a
été au cœur du débat au cours duquel sont interve-
nues de nombreuses personnalités, notamment :
Peter Harrach, ministre des Affaires sociales de
Hongrie, **Edith Bauer**, secrétaire d'État à l'Emploi
et aux Affaires sociales de Slovaquie, **Jacques
Maire**, délégué aux affaires européennes et interna-
tionales, ministère de l'Emploi et de la Solidarité,
France, **Walter Geppert**, ancien ministre, directeur
général de l'Association générale des mutuelles
autrichiennes, **Jean-Michel Belorgey**, conseiller
d'État, France, **Philippe Herzog**, président de
« Confrontations ». On notera l'importance de la
présence syndicale avec entre autres, **Jean-François
Trogrlic**, CFDT, France, **Karl-Heinz Nachtnebel**,
syndicats autrichiens, ÖGB, **Jozef Niemic**,
Solidarnosc, Pologne, **Ferenc Rabi** et **Janos Borsik**
(syndicats hongrois).

LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR BANCAIRE DANS LES PECO PARIS, 4-5 DÉCEMBRE

Cette réunion comportait deux volets : l'analyse des
progrès accomplis ; la mise en place d'un cadre ins-
titutionnel et réglementaire. Ouverte par **Peter
Jankowitsch**, secrétaire général du CFA, et **Paul
Mentré**, inspecteur général des Finances, elle a été
marquée par le haut niveau des participants parmi
lesquels **Gertrud Tumpel-Gugerell**, vice-gouver-
neur de la BNA, Vienne, **Helmuth Horvath**, CA-
IB Investmentbank AG, Vienne, **Zdenek Tuma**,
gouverneur de la Banque nationale de la République
tchèque, **Mihail Bogza**, vice-gouverneur de la
Banque nationale de Roumanie, ainsi que **Jean-
Pierre Landau**, inspecteur général des Finances,
France, **Gilles Vaysses**, conseiller financier pour les
PECO et les pays baltes, ambassade de France à
Vienne, **Bernard Enfrun**, Banque de France. Il est
apparu qu'en dépit de progrès certains, la restructu-
ration du secteur financier dans les pays d'Europe
centrale et orientale, était loin d'être achevée.

SOCIÉTÉS MEMBRES DE L'IFRI (à la date du 31 décembre 2000)

Abn-Amro France	Cofip	Fondation Hippocrène	Peugeot SA
Accor	Cofiroute	Framatome	
Air Liquide	Cogema	France Télécom	RATP
Alcatel	Colas		Renault
American Express	Commissariat à l'Énergie Atomique	Gaz de France	Reuters
Andersen Legal	Compagnie Financière Edmond de Rothschild	Geodis International	REFCO HL Securities
Anvar	Compagnie Parisienne de Réécompte	Gimelec	Roland Berger & Partners
Arianespace	Crédit Commercial de France	Global Equities	Rothschild & Cie Banque
Axa	Crédit Industriel et Commercial	Goldman Sachs	
	Crédit Foncier de France	Groupe Affine	Saged
Banque de France	Crédit Lyonnais	Groupe Danone	Saint-Gobain
Banque du Louvre	Crédit Mutuel		Sanofi-Synthélabo
Banque Herve	Crédit Suisse Group	Histoire d'Or	Schneider
Banque Woolwich		HSBC Bank France	Scor
Barclays Bank	Daimler Benz		Seita
Bayard Presse	Deutsche Bank	IBM France	Siemens France
BNP Paribas	Dexia-Crédit Local de France	Institut Français du Pétrole	Société du Louvre
Bouygues	Donaldson Lufkin & Jenrette	Jeantet et Associés	Société Générale
Brandt	Dresdner Kleinwort Benson	JP Morgan	Société Générale de Belgique
BRGM			Sodexho Alliance
Bull	EADS	KSB	Sofil'Lione
Bureau Veritas	Eiffage		Sofinnova
	Électricité de France	L.A. Finances	Sofresa
Cabinet Gide Loyrette Nouel	Elf Atochem	La Mondiale	Starsem
Caisse des Dépôts et Consignations	Entenial	La Poste	Suez-Lyonnaise des Eaux
Caisse Nationale de Crédit Agricole	Entreprise Minière et Chimique	Labinal	
CEA Industrie	Eridania Beghin-Say	Laboratoires Servier	Thales
Centre National d'Études Spatiales	Europa Metalli - Tréfinmétaux	Lafarge	TotalFinaElf
CGIP		Lazard Frères & Cie	
Chambre de Commerce & d'Industrie de Paris	Faurecia	Les Échos	UBS Warburg
Chambre Syndicale des Banques Populaires	Fédération des Industries de la Parfumerie	L'Oréal	Ugine
Chantiers de l'Atlantique	Fédération Française des Sociétés d'Assurances	LVMH	Union de Banques Suisses
Charbonnages de France	FIEEC	Lyonnaise de Banque	Union des Industries Métallurgiques et Minières
Citibank	Fiat France		Unistrat Assurances
Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton	Fimalac	Marsh	Usinor
Clifford Chance	Firmenich	Mazars & Guérard	
CNP	Foncière Thermale	Medef	Vallourec
Coface		Morgan Stanley Dean Witter	Viel & Cie
		Novartis France	Vivendi
			Volvo Trucks France



LA DIFFUSION DES TRAVAUX

L'IFRI ET L'UNIVERSITÉ

Le développement des liens entre l'Ifri et l'université répond au souci de créer des synergies entre la rigueur de la recherche et de l'enseignement universitaire et la spécificité des travaux menés au sein de l'institut. L'Ifri entend, par cette démarche, contribuer à l'ouverture du champ de l'étude des relations internationales.

Ces liens se traduisent :

- par les enseignements dispensés par les chercheurs, et notamment par les universitaires associés à l'Ifri en tant que chercheurs*, dans divers établissements universitaires et grandes écoles ;
- par la création, en 1994, d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de relations internationales à l'université de Marne-la-Vallée dont plusieurs chercheurs de l'Ifri ont jusqu'à présent assuré les enseignements. Un partenariat a été engagé entre l'Ifri, le CNAM et l'université Paris II-Assas, pour la création d'un nouveau DEA de relations internationales.

Depuis 1998, dans le cadre de la chaire d'économie appliquée dont il est titulaire au **Conservatoire national des arts et métiers**, et du DEA de relations internationales de Marne-la-Vallée, **Thierry de Montbrial** a par ailleurs créé et dirige un séminaire intitulé « Observation et théorie des relations internationales ». Dans la continuité de celui de l'année 1998-1999 consacré à l'analyse du rôle des divers vecteurs de la mondialisation, le séminaire 1999-2000 a porté sur les implications de la mondialisation pour les entreprises multinationales.

* C'est le cas de : **Frédéric Bozo**, professeur à l'université de Nantes ; **François Godement**, professeur des universités à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) ; **Jean Klein**, professeur à l'université Paris I ; **Rémy Leveau**, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris ; **Anita Tiraspolsky**, maître de conférence à l'Institut national des langues et civilisations orientales. **Thierry de Montbrial** est professeur titulaire au Conservatoire national des arts et métiers et professeur à l'École polytechnique où il dispense un cours de « Stratégie et relations internationales ».

SÉMINAIRE « OBSERVATION ET THÉORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES »

Dirigé par Thierry de Montbrial

CALENDRIER 1999-2000

9 novembre 1999

Pierre Sauvé

chercheur et professeur invité, université Harvard
Faut-il un accord multilatéral sur l'investissement?

16 décembre

Frédéric Jenny

professeur d'économie à l'ESSEC, président du groupe de travail sur l'interaction entre le commerce et la politique de concurrence de l'OMC

Mondialisation et politique de la concurrence

6 janvier 2000

Jean-Louis Mucchielli

professeur à l'université Paris I – CESSEFI

Les entreprises multinationales : une perspective historique

17 février

Frédérique Sachwald

professeur associée à l'université Paris XIII, maître de recherche à l'Ifri

Des entreprises globales ?

9 mars

Georges Douin

directeur Plan-produit et opérations internationales, directeur général adjoint de Renault

L'alliance Renault-Nissan : l'apprentissage d'une dimension multinationale

27 avril

Jacques Puechal

vice-président du comité exécutif TotalFinaElf, président de Elf-Atochem

Nouvelles tendances de l'industrie chimique mondiale

25 mai

Jean-Pierre Valeriola

vice-président de L'Oréal

Globalisation : problématique et processus. Le cas de L'Oréal

5 juin

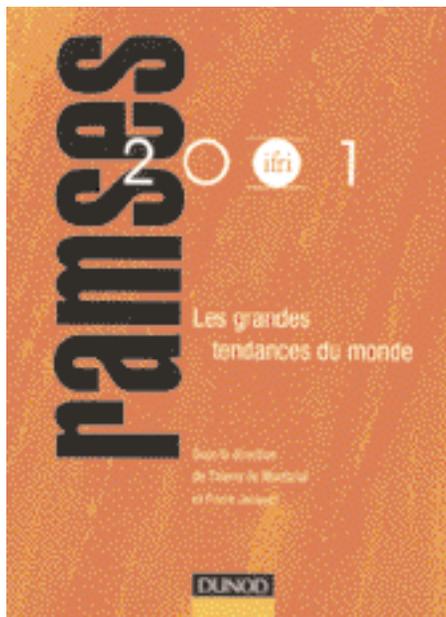
Dominique Plihon

professeur à l'université Paris-Nord

Les restructurations dans l'industrie des services financiers dans le contexte de la globalisation

PUBLICATIONS

RAMSES (RAPPORT ANNUEL MONDIAL SUR LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET LES STRATÉGIES)



Instrument d'analyse et de référence, *RAMSES* est publié depuis 1981. Afin de répondre à la complexité croissante de l'environnement international, sa structure a été sensiblement renouvelée depuis 1999. *RAMSES* s'articule aujourd'hui autour de deux approches complémentaires : l'étude de grandes tendances ou de problématiques internationales, déclinée en une dizaine de chapitres ; un tour d'horizon des évolutions politico-stratégiques et économiques, de l'année écoulée, rappelant les problématiques dans lesquelles elles s'inscrivent.

Fruit d'un travail collectif et publié sous la direction de **Thierry de Montbrial** et **Pierre Jacquet**, *RAMSES* fait appel à l'expertise des chercheurs de l'Ifri ainsi qu'à celle de nombreux spécialistes extérieurs.

RAMSES 2001 – 19^e de cette collection – s'ouvre sur une analyse par Thierry de Montbrial des perspectives à la fin du millénaire. Il y replace la mondialisation dans le temps long de l'histoire, en analyse la permanence et le renouvellement, en enfin éclaire les enjeux avant de s'interroger sur les implications de la toute-puissance américaine, sur l'avenir de la Russie, celui de l'Europe et de l'Asie.

La première partie est cette année consacrée à :

- la mondialisation, abordée sous l'angle de la « nouvelle économie » par Pierre Jacquet ; sous celui de la vague de fusions-acquisitions « instruments de destruction créatrice » par Frédérique Sachwald ; enfin, du point de vue des pays en développement par Françoise Nicolas ;

- la gestion des ressources humaines : celle de l'eau avec Pierre-Alain Roche ; celle de l'environnement avec Dominique Dron ; enfin une réflexion sur l'avenir des politiques agricoles communes avec Bertrand Hervieu, Hervé Guyomard et Jean-Christophe Bureau ;

- la dialectique souveraineté/ingérence/gouvernance avec une analyse des limites de l'ingérence par Philippe Moreau Defarges ; une étude consacrée à la criminalité organisée de Thierry Cretin ; enfin une réévaluation du wilsonisme américain à l'épreuve de la mondialisation par Dominique Moïsi ;

- la situation dans l'Europe du Sud-Est fait enfin l'objet d'un long développement de Hans Stark identifiant clairement les foyers potentiels de crise.



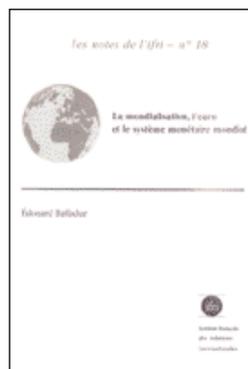
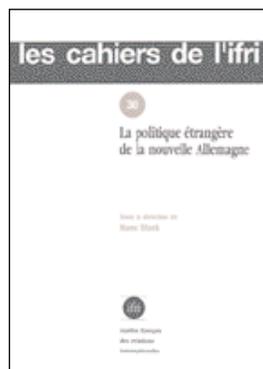
La deuxième partie, réalisée sous la direction de **Gérard Moatti** et de **Eddy Fougier**, (photo ci-contre), est organisée autour d'une soixantaine d'articles classés par ordre alphabétique : pays, zones géographiques, ou entrées thématiques. *RAMSES* présente par ailleurs une chronologie de l'année, une annexe statistique substantielle, une annexe cartographique et un index général.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Politique étrangère est la plus ancienne revue française de relations internationales. Son premier numéro a paru en 1936, sous l'égide du *Centre d'études de politique étrangère* auquel s'est substitué l'Ifri en 1979. Elle a alors fait l'objet de profondes transformations. Elle s'efforce de répondre à un objectif : prolonger le débat mené à l'Ifri en faisant une large place aux analyses étrangères et en publiant des points de vue contrastés. *Politique étrangère* est un instrument de référence pour les milieux académiques, les décideurs et la société civile. Elle se distingue par une substantielle rubrique « Lectures » ainsi qu'une rubrique « Passé-présent » sous laquelle sont publiés des textes « datés » dont la pertinence constitue une grille de lecture complémentaire pour la compréhension des évolutions actuelles.

Rédacteurs en chef :

Pierre Jacquet, Dominique Moïsi.



Le **n° 1/2000** a été consacré à des dossiers sur la **sécurité européenne** avec Guillaume Parmentier, Jacques Beltran et Franz-Josef Meiers; et sur les « **États voyous** » avec Meghan L. O'Sullivan, Ali Ansari, Tim Niblock, Loulouwa Al Rachid et Jean-Pierre Derisbourg. On signalera, dans le même numéro, les contributions de Álvaro Vasconcelos sur le Timor, de Riva Kastoryano sur le multiculturalisme en Europe ou de Françoise Gaspard sur la parité, ainsi que le plaidoyer de David Martin et Michel Rocard pour la suppression des armes nucléaires.

Le **n° 2/2000** comporte des dossiers sur la **politique étrangère de la France** avec Stanley Hoffmann, Henri Froment-Meurice, Philippe Moreau Defarges, Sylvie Goulard et Steven Philip Kramer; sur **l'ONU** avec Maurice Bertrand, Thierry Tardy et David M. Malone; ainsi que sur **la mondialisation après Seattle** (Pierre S. Pettigrew et Alex Kouvéje). L'Europe y est également abordée avec les articles de Françoise de La Serre et de Philippe Marini, le Maghreb avec Rémy Leveau. Ce numéro comporte aussi un témoignage de Bertrand Dufourcq sur les négociations préalables à la réunification allemande.

Afin de saluer la dernière année du siècle, *Politique étrangère* a enfin consacré un numéro double à « **Cent ans de relations internationales, 1900-2000** » (n° 3-4/2000). Ce numéro exceptionnel, réalisé sous la direction de

Philippe Moreau Defarges, a conjugué deux démarches : l'analyse des relations diplomatiques et des jeux traditionnels de la puissance, et la mutation de ces rapports au XX^e siècle, avec la prise en compte des nouvelles dimensions des relations internationales.

Trois angles d'approche ont été privilégiés :

- L'évolution des dimensions-clés des relations internationales : l'économie, en l'occurrence la mondialisation en 1900 et en 2000 avec Pierre Jacquet et Frédérique Sachwald; les efforts d'organisation mondiale avec Victor-Yves Ghébali; la conduite de la politique étrangère avec Dominique Moïsi; les empires avec Philippe Moreau Defarges; le droit avec Hélène Ruiz Fabri; la guerre avec Dominique David; l'économie internationale avec Marc Flandreau; les idéologies avec Pierre Hassner; l'État-nation avec Paul Thibault; enfin les femmes dans les relations internationales avec Françoise Gaspard.

- L'évolution internationale d'États ayant joué un rôle majeur au cours du siècle : les États-Unis avec Guillaume Parmentier; la Russie avec Anita Tiraspolsky; la Chine avec François Godement; le Japon avec Jean-Marie Bouissou; l'Allemagne avec Michael Mertes; le Royaume-Uni avec François Bédarida; puis la France avec Robert Frank. Enfin un article est réservé à l'évolution du continent africain au XX^e siècle avec Elikia M'Bokolo

- Les grandes ruptures : 1914-1918, la Première Guerre mondiale, avec Georges-Henri Soutou; 1917, la révolution bolchevique, avec Marc Ferro; 1929, le krach, avec Pierre-Cyrille Hautcœur; 1945, la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec Maurice Vaïsse; 1955, Bandung, avec Henry Laurens; enfin, 1989, l'écroulement de l'Union soviétique, avec Aleksander Smolar. En quoi ces dates sont-elles à la charnière de deux époques?

COLLECTIONS DE L'IFRI

« LES CAHIERS DE L'IFRI »

N° 30: *La Politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, sous la direction de Hans Stark, mai 2000.

N° 31: *Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis/La coopération Europe-Asie au-delà de la crise financière*, Report of the Council for Asia-Europe Cooperation (CAEC)/travaux du Conseil pour la Coopération Europe-Asie (CAEC), mai 2000.

COLLECTION « LES NOTES DE L'IFRI »

N° 18: *La Mondialisation, l'euro et le système monétaire mondial*, Édouard Balladur, série transatlantique, mars 2000.

N° 18 bis: *Globalization, Euro and the World*

Monetary System, Édouard Balladur, série transatlantique, mars 2000.

N° 19: *Russia's Security Relations With the West After Kosovo and Chechnya*, Dmitri Trenin, série transatlantique, mai 2000.

N° 20: *Irak et Serbie. Les sanctions économiques au cœur du débat transatlantique*, Jacques Beltran, série transatlantique, mai 2000.

N° 21: *Evaluating Nato's Efficiency in Crisis Management*, Kori Schake, série transatlantique, août 2000.

N° 22: *Le Recours à la force dans l'affaire du Kosovo et le droit international*, Serge Sur, série transatlantique, septembre 2000.

N° 22 bis: *The Use of Force in the Kosovo Affair and International Law*, Serge Sur, série transatlantique (à paraître).

N° 23: *L'Amérique et l'Alliance*, Étienne de Durand, série transatlantique, octobre 2000.

Le nouveau défi américain/ the new american challenge

N° 24: *The New American Challenge and Transatlantic Technology Sourcing*, Frédérique Sachwald, série transatlantique, septembre 2000.

N° 25: *Why and How European Companies Reach out to Silicon Valley*, Thierry Weil, série transatlantique, octobre 2000.

N° 26: *The Transatlantic Exchange of Ideas and Practices: National Institutions and Diffusion*, Bruce Kogut, série transatlantique (à paraître).

N° 27: *Des 35 heures à la nouvelle économie. Changements organisationnels et diffusion de l'innovation*, Philippe Askenazy, série transatlantique (à paraître).

N° 28: *Hegemony Wired: American Politics*

and the New Economy, Ethan B. Kapstein, série transatlantique, novembre 2000.

N° 29: *Dynamiques industrielles et réglementaires des télécoms: une comparaison États-Unis/France*, Olivier Bomsel et Gilles Le Blanc, série transatlantique, novembre 2000.

N° 30: *The Information Society Race: Is Europe a Follower or a Challenger?*, Michel Catinat, série transatlantique (à paraître).

N° 31: *Armée et nation en Égypte: pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartouni-Dubarry (à paraître).

N° 32: *Les Défenses antimissiles et la sécurité internationale au XXI^e siècle*, Thérèse Delpech, série transatlantique (à paraître).

AUTRES PUBLICATIONS DES CHERCHEURS

SÉCURITÉ

Jacques Beltran Articles

- «Sécurité européenne et sécurité des États baltes: les vertus de l'ambiguïté stratégique», *Politique étrangère*, n° 1/2000.
- «L'identité européenne de sécurité et de défense: de Potsdam à Helsinki, en passant par Saint-Malo, Cologne et Pristina», avec Guillaume Parmentier, *Annuaire français des relations internationales*, n° 1, Bruylant, Bruxelles, 2000.
- Article: «Sanctions économiques», *Panorama*, dans *RAMSES 2001*, Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet (dir.), Dunod, Paris, 2000.

Frédéric Bozo Ouvrage

- *Two Strategies for Europe: De Gaulle, the United States, and the Atlantic Alliance (1958-1969)*, Rowman and Littlefield, Lanham, décembre 2000.

Article

- «L'OTAN», dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, PUF, Paris, 2000.

Dominique David

Articles

- «L'Union européenne et la Méditerranée: quelles perspectives stratégiques?», dans *Euro-Méditerranée, 1995-1999. Premier bilan du partenariat*, publié sous l'égide de la FMES, Publisud, Paris, 2000.
- «À monde nouveau, menaces nouvelles?», *Revue L'Armement*, mars 2000.
- «Structures and Plans for European Defence: the Yugoslavian Ordeal», dans M. Maclean et J.M. Trouille (dir.), *France, Germany and Britain - Partners in a Changing World*, Palgrave, New York, 2000.
- «Fin d'un siècle, fin d'une Russie», dans Yves Boyer et Isabelle Facon (dir.), *La politique de sécurité de la Russie - Entre rupture et continuité*, Ellipses, Paris, 2000.
- «Vers une Europe politique et militaire?», dans *Mezinarodni Politika*, revue de l'Institut des relations internationales de Prague, 2000.
- «Vers quelle Europe? Europe espace ou Europe puissance?», dans *Les Cahiers français* («L'Europe en perspectives»), septembre-octobre 2000, La Documentation française, Paris.
- «La guerre dans le siècle», *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, «Cent ans de relations internationales».
- «Défense et sécurité», dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, PUF, Paris, 2000.

Jean Klein

Ouvrage

- *Dictionnaire de stratégie* (dir. avec Thierry de Montbrial), PUF, Paris, 2000.

Articles

- «L'OTAN et la question allemande» dans *L'OTAN, cinquantième anniversaire*, Actes du colloque organisé par la Fondation Singer-Polignac, les 1^{er} et 2 avril 1999, François Xavier de Guibert, Paris, 2000.

- « La France et le nouvel ordre de sécurité en Europe » dans *Sécurité européenne et défense nationale*, Actes du colloque organisé par l'Université de Lille, 11 décembre 1998, La Documentation française, Paris, 2000.
- Article : « Désarmement », Panorama, dans *RAMSES 2001*.

Marie-Hélène Labbé

Ouvrages

- *Le Nucléaire à la croisée des chemins*, collection « Les études de la Documentation française », Paris, janvier 2000.
- *La Grande Peur du nucléaire*, collection « La Bibliothèque du citoyen », Presses de Sciences Po, Paris, 2000.

Articles

- « Non-prolifération nucléaire » dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, PUF, Paris, 2000.
- Article : « Défense antimissile », Panorama, dans *RAMSES 2001*.

Guillaume Parmentier

Articles

- « Redressing NATO's Imbalances », *Survival*, été 2000.
- « Après le Kosovo : pour un nouveau contrat transatlantique », *Politique étrangère*, n° 1/2000.
- « L'identité européenne de sécurité et de défense : de Potsdam à Helsinki en passant par Saint-Malo, Cologne et Pristina » avec Jacques Beltran, *Annuaire français des relations internationales*, n°1, Bruylant, Bruxelles, 2000.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Pierre Jacquet

Articles

- « Making EMU a Success » avec Rudi Dornbusch, *International Affairs*, n° 1/2000.
- « Managing Exchange Rate Flexibility » avec Olivier Davanne, dans Brigitte Granville (dir.), *Essays on the World Economy and its Financial System*, Royal Institute of International Affairs, Londres, septembre 2000.
- « Quelle politique de change pour l'euro ? » avec Olivier Davanne, *Revue d'économie poli-*

tique, 110 (3), mai-juin 2000.

- « Mondialisation : la vraie rupture du XX^e siècle » avec Frédérique Sachwald, *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, « Cent ans de relations internationales ».
- « Nouvelle économie : du virtuel au réel », dans *RAMSES 2001*.
- Article : « Euro », « FMI », « OMC », Panorama, dans *RAMSES 2001*.
- « La coordination des politiques économiques dans la zone euro » avec Jean Pisani-Ferry, dans *Questions européennes*, rapport n° 27 du CAE, La Documentation française, Paris, 2000.

Françoise Nicolas

Articles

- « Les pays en développement face à la mondialisation », dans *RAMSES 2001*.
- « Capital Flows and Exchange Rate Regimes in East Asia : Lessons from the Crisis », dans *Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis*, travaux du Conseil pour la Coopération Europe-Asie (CAEC), « Les Cahiers de l'Ifri », Ifri/ISEAS, n° 31, Paris, 2000.
- « Post Crisis Exchange Rate Policies in East Asia: Options and Challenges », *The Asia Pacific Journal of Economics and Business*, vol. 4, n° 1, juin 2000.
- « Après Seattle, où en est le débat Nord-Sud ? », *Les Cahiers français* (« Le Commerce mondial »), n° 299, novembre-décembre 2000, La Documentation française, Paris.
- « L'ASEAN après la crise financière : un nouveau départ ? », *Économie et finances agricoles*, n° 307, décembre 2000.
- « Financial Upheavals in ASEAN Countries: A European Perspective », dans Roger Strange, Jim Slater et Corrado Molteni (dir.), *The European Union and ASEAN - Trade and Investment Issues*, Macmillan, Londres, 2000.

Frédérique Sachwald

Ouvrages

- *Going Multinational. The Korean Experience of Direct Investment* (dir.), Routledge (à paraître).

- *The New American Challenge and Transatlantic Technology Sourcing*, « Note de l'Ifri » n° 24, série transatlantique, septembre 2000.

Articles

- « Les fusions-acquisitions, instruments de la destruction créatrice », dans *RAMSES 2001*.
- « Mondialisation : la vraie rupture du XX^e siècle » avec Pierre Jacquet, *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, « Cent ans de relations internationales ».
- « Stratégies d'innovation des entreprises européennes : un second paradoxe européen ? », dans *Politiques industrielles européennes*, E. Cohen et J.-H. Lorenzi (dir.), Conseil d'analyse économique, La Documentation française, Paris, 2000.

ASIE

François Godement

Ouvrage

- *Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis* (dir.), travaux du Conseil pour la Coopération Europe-Asie (CAEC), « Les Cahiers de l'Ifri », n° 31, mai 2000.

Articles

- « A New Relationship Between the West and Pacific Asia ? », dans Gerald Segal et David S. G. Goodman (dir.), *Towards Recovery in Pacific Asia*, dans le cadre du ESRC (*Economic & Social Research Council*) *Pacific Asia Programme*, Routledge, Londres/New York, janvier 2000.
- « Quand la Chine s'ouvrira », *Revue du comité d'échanges franco-chinois*, n° 9, août 2000.
- « Asia-Pacific Security Architecture: Prospects and Possibilities », *Institute of Defence and Strategic Studies*, Singapour (à paraître).
- Article : « Chine », Panorama, dans *RAMSES 2001*.
- *Beyond the Crisis. Challenges and Opportunities*, vol. I, Mely C. Anthony et Mohamed Jawhar Hassan (dir.), ISIS Malaysia, Kuala Lumpur, 2000.
- « Europe and Asia. Is Asem a model for the Future ? », *The Security Environment in the*

Asia-Pacific, Hung-mao Tien & Tun-jen Cheng, Studies of the Institute for National Policy Research, M. E. Sharpe, Inc, Armonk (New York), Londres, 2000.

- «Task Force Overview Report», *Asia-Europe Cooperation: Beyond the Financial Crisis* (dir.), travaux du Conseil pour la Coopération Europe-Asie (CAEC), «Les Cahiers de l'Ifri», n° 31, mai 2000.
- «French Policy Towards China: a Redefinition», avec Régine Serra, dans Miguel Santos Neves et Brian Bridges (dir.), *Europe, China and the two SARs. Towards a New Era*, MacMillan Press Ltd, Londres/St Martin's, LLC, New York, 2000.
- «100 ans de Chine: de la révolte des Boxers au grand pas en avant vers l'intégration globale», *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, «Cent ans de relations internationales».

Régine Serra

Articles

- «French Policy Towards China: a Redefinition», avec François Godement, dans Miguel Santos Neves et Brian Bridges (dir.), *Europe, China and the two SARs. Towards a New Era*, MacMillan Press Ltd, Londres/St Martin's, LLC, New York, 2000.
- «Chine», avec Stéphanie Balme-Lautard, *L'État du monde 2001*, La Découverte, Paris, 2000.
- Article: «Corée du Sud», «Japon», Panorama, dans *RAMSES 2001*.

ÉTATS-UNIS

Guillaume Parmentier

Article

- «Politique étrangère et politique intérieure aux États-Unis: la parenthèse du XX^e siècle?», *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, «Cent ans de relations internationales».

Dominique Moïsi

Article

- «États-Unis: le wilsonisme à l'épreuve de la mondialisation», dans *RAMSES 2001*.



EUROPE

Philippe Moreau Defarges

Articles

- Articles: «Élargissement européen», «Institutions européennes», «Royaume-Uni», Panorama, *RAMSES 2001*.

Éliane Mossé

Article

- Article: «Autriche», Panorama, *RAMSES 2001*.

Hans Stark

Articles

- «France-Allemagne – nouveau départ ou enlèvement?», dans Hans Stark (dir.) *La Politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, «Les Cahiers de l'Ifri», n° 30, Paris, 2000.
- «L'Europe du Sud-Est. Ni paix ni guerre», dans *RAMSES 2001*.
- Articles: «Allemagne», «Serbie», dans Panorama, *RAMSES 2001*.
- «La crise de Yougoslavie», dans *Dictionnaire de stratégie*, Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), PUF, Paris, 2000.
- «Entre mutations et résistance au changement: l'Allemagne de Schröder», *France Forum*, n° 329, septembre-novembre 2000.
- «La politique de sécurité européenne de l'Allemagne: les limites d'une ambition», *Défense*, n° 90, décembre 2000.

MOYEN-ORIENT ET MONDE ARABE

May Chartouni-Dubarry

Articles

- Article: «Processus de paix israélo-arabe», Panorama, *RAMSES 2001*.
- «Como sair do Libano?» (Comment s'extirper du borbier libanais?), *O Mundo*, IEEI, Lisbonne, mars 2000.
- «La complémentarité entre l'Union européenne et les États-Unis dans le processus de paix israélo-arabe: les implications pour le PEM», rapport, *EuroMeSCo Paper 12*, avril 2000, Lisbonne (également version anglaise).
- «Political Transition in the Middle-East», dans Álvaro de Vasconcelos and George Joffé (dir.), *The Barcelona Process, Building a Euro-Mediterranean Regional Community*, Franck Cass, Londres, 2000 (publié également dans *Mediterranean Politics*, 5/1, printemps 2000).
- *Armée et Nation en Égypte: pouvoir civil, pouvoir militaire* (dir.), «Les Notes de l'Ifri» (à paraître).

Rémy Leveau

Ouvrage

- *Le Partenariat méditerranéen: la dynamique de l'intégration régionale* (dir.), Rapport du groupe de travail Méditerranée «Économies et migrations» présidé par Remy Leveau, La Documentation française, Paris, juin 2000.

Articles

- «L'affaire du Sahara occidental» avec Khadija Moshen-Finan, *Études*, janvier 2000.
- «Esquisse d'un changement politique au Maghreb?», *Politique étrangère*, n° 2/2000, été 2000.
- Article: «Successions au Maghreb et au Moyen-Orient», Panorama, dans *RAMSES 2001*.
- «Les Beurs nouveaux citoyens», avec Catherine de Wenden, dans Bertrand Badie, Pascal Perrineau (dir.), *Le citoyen*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000.

Khadija Mohsen-Finan

Articles

- Article : « Algérie », Panorama, *RAMSES 2001*.
- « Musulmans en Europe : quels statuts ? », *Le Monde des débats*, février 2000.
- « L'affaire du Sahara occidental », avec Rémy Leveau, *Études*, janvier 2000.

RUSSIE

Anita Tiraspolky

Articles

- « Russie – [URSS] – Russie », *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, « Cent ans de relations internationales ».
- Articles : « Caspienne », « Europe centrale et orientale », « Russie », « Tchétchénie », « Ukraine », Panorama, *RAMSES 2001*.

AUTRES

Eddy Fougier

Articles

- « Relations internationales et développement durable », *Politique étrangère*, n° 4/99, janvier 2000.
- Articles : « France », « Troisième voie », Panorama, *RAMSES 2001*.
- « Comment la mondialisation remodèle la politique », *Sociétal*, n° 30, 4^e trimestre 2000.
- « Les trois voix. Mondialisation, gouvernance et politique », *Accès*, juillet 2000.

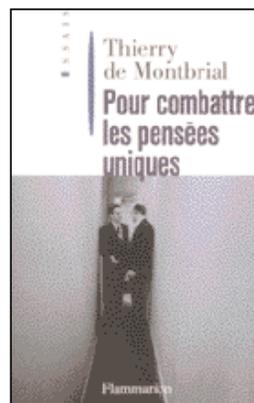
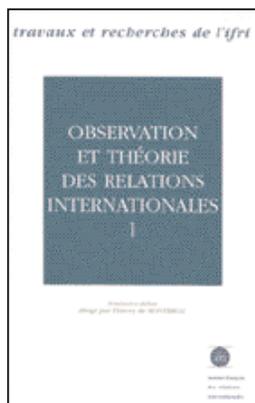
Dominique Moïsi

Ouvrages

- *Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, Hubert Védrine dialogue avec Dominique Moïsi, Fayard, Paris, 2000.

Articles

- « Does the State Have a Future? », *The International Spectator (A Quarterly Journal of the Istituto Affari Internazionali)*, vol. 35, n° 2, avril-juin 2000.
- Chroniques mensuelles notamment dans le *Financial Times*.



Thierry de Montbrial a pris le parti de présenter la nouvelle donne que constitue la mondialisation de façon didactique. Son livre est ainsi accessible à tous les non-spécialistes qui s'intéressent aux profonds bouleversements qui se déroulent sous nos yeux, sur l'ensemble de la planète. Il l'a voulu aussi pugnace et courageux grâce à une expression qui ne se départit pas pour autant de la sérénité de ton indispensable pour emporter la conviction. [...] Ce livre [...] est une œuvre ambitieuse à la hauteur des interrogations qui habitent ceux que préoccupe l'accélération des changements sur notre planète. Un livre de combat qui doit être lu dans notre pays où tant d'idées fausses circulent sur ce sujet.

Edmond Alphonandéry

Thierry de Montbrial

Ouvrages

- *Pour combattre les pensées uniques*, Flammarion, Paris, 2000.
- *Dictionnaire de stratégie*, avec Jean Klein (dir.), PUF, Paris, 2000.
- *Observation et théorie des relations internationales* (dir.), vol. 1, « Travaux et recherches de l'Ifri », Paris, 2000. (Séminaire-débat dirigé par Thierry de Montbrial dans le cadre du diplôme approfondi (DEA) de relations internationales créé par l'Ifri à l'université de Marne-la-Vallée, mené en partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers).

Articles

- « Perspectives à la fin du millénaire », dans *RAMSES 2001*.
- « Le stratégiste et l'économiste », dans *Décision, prospective, auto-organisation*, Mélanges en l'honneur de Jacques Lesourne, Dunod, Paris, 2000.
- « Global Governance and the International System », dans The Trilateral Commission, *Dialogue* 54.
- « Le sens de l'Histoire », dans *Question de*, n° 123, Éducation et sagesse : la quête du sens, Albin-Michel
- Articles réguliers dans *Le Figaro*.

Philippe Moreau Defarges

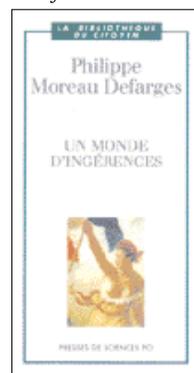
Ouvrages

- *La Communauté internationale*, « Que sais-je? », Presses universitaires de France, Paris, 2000.

- *L'Ordre mondial* (2^e édition), « collection U », Armand Colin, Paris, 2000.
- *Relations internationales* (2 tomes, 4^e édition), « Points-Essais », Le Seuil, Paris, 2000.
- *Un Monde d'ingérences* (2^e édition), « La Bibliothèque du citoyen », Presses de Sciences Po, Paris, 2000.

Articles

- « La France et l'Empire », *Politique étrangère*, n° 2/2000.
- « Un siècle d'avatars impériaux », *Politique étrangère*, n° 3-4/2000, « Cent ans de relations internationales ».
- « Souveraineté et ingérence », dans *RAMSES 2001*.
- Articles : « Justice internationale », « Lutte antipollution », Panorama, *RAMSES 2001*.
- Chroniques « Politique et diplomatie », *Défense nationale*.



LA BIBLIOTHÈQUE ET LE CENTRE DE DOCUMENTATION

LA BIBLIOTHÈQUE

Durant l'année 2000, Chantal Vérité, assistée de Dina Degras-Marx, a accueilli plus de 350 lecteurs (dont une soixantaine de nouveaux adhérents), membres de l'Ifri, étudiants, enseignants, chercheurs et journalistes spécialisés dans les relations internationales. Elle a mis à leur disposition 1 000 titres de revues dont 300 « vivants ».

Avec l'implantation du nouveau logiciel Xthèque, les lecteurs peuvent désormais faire une recherche par titre ou par auteur sur l'ensemble du fonds d'ouvrages de l'institut (plus de 31 000 titres) dont une partie est indexée par matière (notamment l'ensemble des ouvrages parus depuis janvier 1996 et certaines collections dans leur intégralité, comme celles de l'IISS ou de la SWP). Les fonds anciens plus spécifiques peuvent ainsi être mis en valeur.

En effet, la bibliothèque est riche de collections remarquables sur la première moitié du XX^e siècle: par exemple, les *Bulletins périodiques* édités par le ministère de la Guerre (EMA) et des Affaires étrangères pour la période 1916-1919, concernant la presse allemande, anglaise et française, le *Bulletin mensuel du Comité de l'Afrique française, du Comité du Maroc et du*

Comité Algérie-Tunisie-Maroc des années 1903 à 1944, ou le *Bulletin hebdomadaire de documentation de l'Agence France-Presse* de 1944 à 1951.

En ce qui concerne les revues étrangères, citons le *Bulletin of International News* du *Royal Institute of International Affairs* pour les années 1939-1945, le *Far Eastern Survey* de 1939 à 1959, *Pacific Affairs* depuis 1929, etc.

Il existe un fonds important sur la Première Guerre mondiale provenant en particulier de la *Carnegie Foundation*, notamment *L'Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*, publiée à la fin des années 1920.

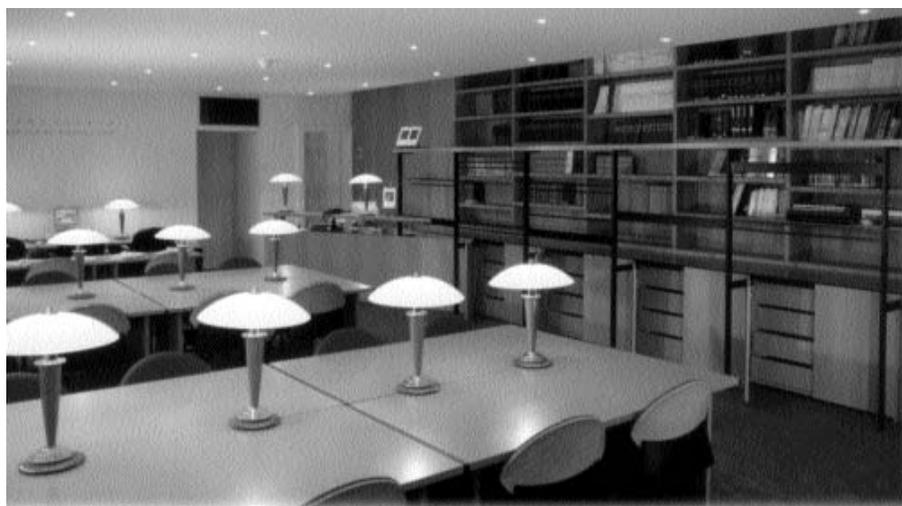
La bibliothèque de l'Ifri contient également d'intéressants documents sur la Seconde Guerre mondiale, telle la version française des 42 tomes publiée par le Tribunal militaire international sur le *Procès des grands criminels de guerre à Nuremberg*.

Le travail actuel, outre le dépouillement régulier des revues, consiste à harmoniser les données provenant des différentes bases précédentes afin de faciliter l'interrogation sur le logiciel Spirit.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION

Le centre couvre l'actualité internationale, économique et politico-stratégique. Afin de répondre aux questions très diversifiées et souvent urgentes de l'ensemble des chercheurs de l'Ifri, Guity Banan-Bailey, Dominique Desgranges, Valérie Dupré et Daniel Marier alimentent de nombreux dossiers documentaires composés d'articles de presse. Ils effectuent également une veille stratégique sur les domaines d'expertise des chercheurs de l'institut, en identifiant les principales sources d'information spécialisées.

Par ailleurs, le centre de documentation exploite une base de données bibliographique ainsi qu'une base de données composée de documents de travail et de rapports collectés sur différents sites Internet. Ces bases informatisées sont consultables sur l'intranet de l'Ifri grâce à un logiciel d'interrogation en langage naturel appelé Spirit.



L'ÉQUIPE (à la date du 31 décembre 2000)

Thierry de Montbrial,
membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur

Pierre Jacquet,
Dominique Moïsi,
directeurs adjoints, rédacteurs en chef de *Politique étrangère*

Marie-Claude de Saint-Hilaire,
chargée de mission auprès du directeur

Thérèse Vigne,
assistante du directeur

Marie-France Feigenbaum,
secrétariat des directeurs adjoints

Recherche

Jacques Beltran, chercheur
Frédéric Bozo, chercheur associé
May Chartouni-Dubarry, chercheur
Dominique David, chargé de mission auprès du directeur
Eddy Fougier, chercheur
François Godement, chercheur associé
Pierre Jacquet, directeur adjoint
Jean Klein, chercheur associé
Marie-Hélène Labbé, chercheur associée
Rémy Leveau, conseiller scientifique
Khadija Mohsen Finan, chercheur
Dominique Moïsi, directeur adjoint
Philippe Moreau Defarges, chargé de mission auprès du directeur
Éliane Mossé, chercheur
Françoise Nicolas, chercheur
Guillaume Parmentier, chef du Centre français sur les États-Unis
Frédérique Sachwald, responsable des études économiques
Régine Serra, chercheur
Hans Stark, secrétaire général du CERFA
Anita Tiraspolsky, chercheur

Les biographies des chercheurs sont disponibles sur le site de l'Ifri (www.ifri.org).

Assistance et secrétariat :

Marie-Claire Bani Amer (Europe) ; Karine Ginoux (Adhésions, rencontres) ; Annick Guibert (Économie) ; Fabienne Latchimy (CFE) ; Lise Moret (Moyen-Orient / Maghreb) ; Emmanuelle Pageau (Asie et CERFA), Françoise Thomas (Sécurité).

Entreprises, rencontres et CFA

Dominique Letourneur,
déléguée du directeur
Éliane Mossé,
conseiller pour le CFA
Xaver von Mentzingen,
chargé d'études
Aymar de Lastour, Augustin Renaud,
conseillers pour les entreprises
Martine Breux, Marie-Josèphe Turpault,
assistantes

Sécurité
OTAN, sécurité européenne
Moyen-Orient, monde arabe, Méditerranée
Questions stratégiques
Relations internationales
Asie-Pacifique
Macroéconomie internationale, finance, commerce
Allemagne, désarmement
Prolifération, énergie nucléaire
Monde arabo-musulman
Maghreb, Immigration
États-Unis, questions européennes
Mondialisation, questions européennes
Europe centrale et orientale
Économie du développement, marchés émergents
Relations transatlantiques, OTAN
Compétitivité, innovation, stratégie d'entreprise
Asie-Pacifique
Relations franco-allemandes, questions européennes
Europe centrale et orientale, CEI

Secrétariat général

Florent Baran,
secrétaire général
Corinne Bureau,
adjointe au secrétaire général

Comptabilité: Bernadette Chartrin

Secrétariat: Françoise Henry

Informatique: Daniel Safon

Services généraux :

Nathalie Rivet,
responsable des services généraux
Christian Irali,
Jean-Jacques Iva,
Alex Maleau

Réception :

Corinne Milloux,
Émeline Crépin

Publications

Christophe Jaquet,
responsable des Publications
Marielle Roubach,
secrétaire de rédaction
Claire Tixier,
secrétaire de rédaction

Bibliothèque, documentation

Guity Banan-Bailey (politique)
Dina Degras-Marx (bibliothèque)
Dominique Desgranges (économie)
Valérie Dupré (économie)
Daniel Marier (économie)
Chantal Vérité (responsable de la bibliothèque)

Chercheurs et stagiaires invités

Chercheurs invités étrangers

Jolyon Howorth (Royaume-Uni), professeur à l'université de Bath, a participé aux activités de recherche sur la sécurité européenne de décembre 1999 à la fin de l'année 2000.

Ethan Kapstein (États-Unis), *Stassen professor of International Peace* à l'université de Minnesota, professeur invité à l'INSEAD, réside à l'Ifri depuis le 1^{er} juillet 2000. Ses travaux ont porté sur la nouvelle économie (« Note de l'Ifri » n°28).

Timothy Conlan (États-Unis), *Associate Professor, Department of Public and International Affairs*, George Mason University, Virginia, a résidé à l'Ifri dans le cadre du CFE du 25 juin au 13 juillet.

Doctorant invité

Serge Perrin, membre du TEAM (Paris I) et membre associé du Laboratoire d'études coréennes (EJESS-CNRS), réside à l'Ifri depuis mars 1998.

Stagiaires étrangers

Marita Goubareva et Olga Martynova (Fédération de Russie), étudiantes du Mgimo (Institut d'État des relations internationales à Moscou), ont séjourné à l'Ifri du 1^{er} octobre 2000 au 31 janvier 2001 dans le cadre d'un accord de coopération avec le Mgimo et l'IEP de Paris. Elles ont travaillé respectivement sur la « Formation et l'évolution de l'identité européenne » et sur « L'OTAN et les crises balkaniques ».

Ashley Milkop (Nouvelle-Zélande) est assistant de recherche dans le cadre du Centre français sur les États-Unis depuis septembre 2000.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président d'honneur

Maurice Faure
ancien ministre

Président

Marceau Long
vice-président honoraire du conseil d'État,
président de l'Institut de la gestion
déléguée

Vice-président secrétaire

Maurice Ulrich
sénateur de Paris

Vice-président trésorier

Michel François-Poncet
vice-président de BNP Paribas

Membres

- Robert Badinter
ancien ministre,
sénateur des Hauts-de-Seine
- Serge Boidevaix
ambassadeur de France
- Jean-Claude Casanova
membre de l'Académie des sciences
morales et politiques,
professeur à l'Institut d'études politiques
de Paris
- Bertrand Collomb
président-directeur général de Lafarge
- Bertrand Dufourcq
ambassadeur de France
- Jacques Friedmann
ancien président du conseil
de surveillance d'AXA
- Philippe Jurgensen
président-directeur général de l'ANVAR
- Jacques Lanxade
ancien chef d'état-major des armées
- Jacques de Larosière
membre de l'Académie
des sciences morales et politiques
- Michèle Legras
conseiller maître à la Cour des comptes
- Didier Pineau-Valencienne
président d'honneur de Schneider
Electric, président de l'AFEP
- Jean-Bernard Raimond
ancien ministre,
député des Bouches-du-Rhône
- Louis Schweitzer
président-directeur général de Renault
- Yves-Thibault de Silguy
directeur général de Suez
- Jean-Claude Trichet
gouverneur de la Banque de France
- Jean-François Trogrlic
secrétaire national de la CFDT
- Xavier de Villepin
président de la commission
des Affaires étrangères,
de la Défense
et des Forces armées du Sénat
- Prosper Weil
membre de l'Académie des sciences
morales et politiques



INSTITUT
FRANÇAIS
DES RELATIONS
INTERNATIONALES